

Annales

Historiques *compiégnoises*

8 €

N° 139-140
Automne 2015

Pierrefonds

XVII^e - XX^e siècles



ISSN : 0753 - 0633

ETUDES PICARDES MODERNES ET CONTEMPORAINES

**SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
moderne et contemporaine
de COMPIÈGNE**

Siège : 82 bis, rue de Paris
60200 COMPIEGNE
03.44.20.26.52
jbnet@wanadoo. fr

BUREAU :

Présidents d'honneur

Albert SOBOUL, professeur à Paris I (+)
Claude GRIMAL, proviseur honoraire du
lycée Pierre d'Ailly de Compiègne
Jean-François VASSEUR, proviseur
honoraire lycée Truffaut de Beauvais,
Jean-Louis COPPERÉ, proviseur honoraire
du lycée Champollion de Grenoble.
Inno GAUTHEREAU, proviseure honoraire
lycée Rimbaud de Ribécourt.

Président :

Jacques BERNET, maître de
conférences honoraire en histoire

Vice-Présidents :

Éric DANCOISNE, professeur au Lycée
Européen de Villers-Cotterêts
Vincent REIG principal du collège Marcel
Pagnol du Plessis-Bouchard.

Secrétaire général :

Marc PILOT, professeur
au lycée Jean Racine de Montdidier

Secrétaire adjointe :

Martine FOURNIER, professeure
honoraire au lycée Pierre d'Ailly

Trésorier :

Jean POLAK, proviseur honoraire

Trésorière adjointe :

Simone MEYSSONNIER, docteur
en sciences sociales

Gestionnaire du site Internet :

Céline LAURENT-REIG professeure au lycée
Montaigne, Paris 6^e

Membres :

Éric BLANCHEGORGÉ, Rémi HEBERT,
Bertrand BRASSENS, Christian MAX,
Vincent REIG, Pascal SIMON,
Françoise LECLERE-ROSENZWEIG.

Courrier à adresser au siège

Annales Historiques Compiègnoises

Revue semestrielle de la société

Abonnement annuel : 20 €

(17 € pour les sociétaires)

Étranger et soutien : 22 €

Directeur de publication : J. BERNET

Comité de rédaction : bureau Société

COPYRIGHT : A.H.C.

*reproduction autorisée avec l'accord
et les références de la revue*

Imprimerie IMEDIA

60 CHEVRIÈRES

Dépot légal : 4^e trimestre 2015

Tirage : 500 exemplaires

Annales historiques Compiègnoises

Études picardes modernes et contemporaines

38^e année

n° 139-140
automne 2015

Sommaire :

- * **Éditorial** : Marc PILOT P. 3
- * **Étude : Pierrefonds XVII^e - XX^e siècles**
 - La famille Boitel de Dienval et la Follie P. 5
à Pierrefonds, XVII^e - XX^e siècles (Marc PILOT)
 - Les maires de Pierrefonds au XIX^e siècle, P. 15
1815-1914 (Éric DANCOISNE)
 - Petite histoire de la reconstruction du P. 29
château de Pierrefonds d'après le journal inédit
de Lucjan Wyganowski. (Laurent KOKANOSKY)
 - Le thermalisme à Pierrefonds P. 41
(Rémi HÉBERT)
 - François Ferrand (1877 - 1953) : P. 49
un demi-siècle de passion pour Pierrefonds
(Rémi HÉBERT)
- * **Rubriques habituelles :**
 - Bibliographie, ouvrages reçus P. 55
 - Nouvelles de l'association (J. BERNET, J. POLAK) P. 63
 - Disparitions P. 69
 - Prochaines activités P. 71
 - Colloque de Clermont, septembre 2016 : P. 74
L'Oise en guerre (octobre 1914-mars 1917)
 - Bulletin d'adhésion et d'abonnement P. 77

Nos couvertures

avant : L'Établissement des Bains, estampe d'Auguste Deroy fils (1825-1906)

arrière : Château de Pierrefonds du côté de l'étang, dessin de Tavernier de Jonquières

Éditorial

Nous avons consacré à Pierrefonds la totalité du numéro 49-50, paru en 1992. Il avait été si bien accueilli que nous avons dû procéder à un retraitage. Nous récidivons presque un quart de siècle plus tard tant l'histoire du bourg est riche.

Cette livraison s'ouvre sur l'histoire d'une famille et d'un domaine : la famille Boitel de Dienval et la Follie. C'est toujours une grande chance d'avoir accès à des archives privées, surtout si le sujet est peu documenté. C'est présentement le cas puisque l'unique publication sur ce lieu remonte à 1861 et qu'elle concernait principalement l'archéologie. Plus de deux cents feuillets ont été étudiés, mais ils ne constituent cependant qu'un fonds très incomplet, amputé de nombreuses liasses brûlées lors de la Révolution. C'est dans un Pierrefonds morcelé en de multiples seigneuries que cette famille va rechercher l'assise sociale indispensable à son ascension vers la noblesse.

Un autre domaine resté inexploré jusqu'alors concerne les maires. Éric Dancoisne est un habitué de nos colonnes et de ce sujet. Il a conduit une enquête approfondie, à la manière de Maurice Agulhon qui avait initié cette approche dans les années 1970. Les difficultés n'ont pas manqué, à commencer par l'état civil de chacun, et le travail a été long et minutieux. Il débouche d'abord sur la révision de la liste des maires, dont certains n'étaient pas connus ; ce sont donc 18 édiles qui se sont succédés entre 1815 et 1914, tantôt nommés ou élus. La sociologie qu'il analyse montre bien le remplacement des notables par une bourgeoisie républicaine.

Ces maires ont vu les ruines qui attireraient les amateurs du genre, des romantiques et des artistes, se relever et constituer une manne financière. Le projet impérial fut mis en scène, dans un Moyen Âge fantasmé par Viollet-le-Duc. Si le nom de cet architecte est intimement lié à celui de Pierrefonds, il faudra désormais lui associer celui de Lujcian Wyganowski. Grâce à l'effort de numérisation des Archives départementales de l'Oise, Laurent Kokanosky a eu tout loisir de consulter les centaines de pages du journal de celui qui fut plus

qu'un bras droit. C'est le quotidien d'un chantier qui s'est étalé sur plus d'un quart de siècle qui est étudié ici. Si le château de Pierrefonds attire toujours de nombreux visiteurs, on imagine aisément le plus fort potentiel touristique qui aurait découlé d'un aménagement plus complet, en particulier avec le retour des prestigieuses collections qui lui étaient destinées.

Pierrefonds aurait également pu être une grande ville d'eau, c'était en tout cas le dessein des pionniers, Louis-Joseph Deflubé et le docteur Sales-Giron, que Rémi Hébert nous présente. La venue régulière de l'empereur Napoléon III et d'invités prestigieux constitua certainement un facteur d'attractivité. Après des débuts très prometteurs, l'intérêt pour la station thermale s'estompa irrémédiablement. Le chemin de fer n'arriva qu'en 1884 et une épidémie de fièvre typhoïde sévit entre août et septembre 1886. Malgré quelques hôtels et les locations des particuliers, l'hébergement resta insuffisant et la petite colonie de curistes manquait cruellement de distractions. Pour remédier à tout cela, il aurait fallu de gros investissements. L'espoir suscité par la fortune du prince Radziwill, à défaut de la création d'une société par actions, fut rapidement déçu et la Première Guerre mondiale ne fit que porter le coup de grâce à une station thermale mal entretenue et passée de mode.

Cependant, certains conservaient une véritable passion pour Pierrefonds et cherchaient à lui redonner son lustre. Tel était le cas du docteur Ferrand, un industriel ayant fait fortune dans le dentifrice, qui chercha à mettre en œuvre la devise locale : « Qui veult, peult ». Il y créa le musée de l'impératrice et voulut même y implanter une usine. Hélas, les Pétrifontains ne lui rendirent pas cet amour.

Le charme opère toujours : les pédalos ont remplacé les bateaux sur le lac, les motards se sont substitués aux curistes chaussée Deflubé et les plus jeunes découvrent l'impressionnant château à travers les séries Merlin et Inquisitio...

Marc PILOT



120 PIERREFONDS. — Le Château. — L'Étang. — La Gare. — LL.

La famille Boitel de Dienval et La Folie à Pierrefonds

(XVII^e - XX^e siècles)

Marc PILOT

Monsieur Bernard Boitel de Dienval, ancien et fidèle sociétaire, habite une vaste et charmante propriété à Pierrefonds : La Folie. Alors qu'il doit se résigner à quitter ce domaine qu'il aime tant, il nous a confié ses archives familiales afin de nous faire partager sa passion pour cette propriété.

Les racines des Boitel

Vers 1630, un certain Vincent Boitel vint à Compiègne où il épousa Suzanne Bourdon (± 1610 - 21/5/1679, Compiègne). Elle était la fille de Claude Bourdon, seigneur du fief des Tournelles, situé rue de Pierrefonds à Compiègne, greffier de la prévôté de Compiègne puis bailli de Jaux.

D'où venait-il? Son père, Adrien, habitait à Davenescourt (Somme) et l'on retrouve trace de ce noyau familial dans le village voisin du Quesnel-en-Santerre¹. En effet, Adrien y fournit le dénombrement du fief du Quesnoy le 30 août 1607, son fils Vincent fit relief de 32 journaux en 6 pièces le 23 juillet 1638 et sa veuve, Suzanne Bourdon, en fit de même le 15 novembre 1652. Le fief fut divisé en 1683 entre une partie des héritiers : An-

toine et Charles Boitel ainsi que Claude Constant (époux de Marie Boitel), nos Compiègnais gardaient donc un pied dans les riches terres fertiles du Santerre où l'on peut retrouver les traces de cette famille jusqu'en 1458.

enregistrées par d'Hozier vers 1700 mais on n'en retrouve pas trace². On peut cependant les rapprocher de celles d'Antoine Boistel, marchand à Amiens et de François Boistel, chanoine de Notre-Dame³.

Le blason



D'azur à la boîte (ciboire) d'or surmontée d'un chérubin d'argent

Ces armes étaient parlantes, sous forme de rébus on a en effet : boîte + ailes = Boitel. Elles figuraient sur plusieurs vitraux, aujourd'hui détruits, de l'église Saint-Jacques, accolées à celles des Becquet et Haudicquer. Selon une tradition familiale, elles auraient été

L'élévation sociale

Antoine Boitel, le troisième fils né vers 1640 à Compiègne, épousa Christine Desnoyes en 1674. Ce couple n'enfanta pas moins de 11 enfants! Parmi eux on peut distinguer deux religieux : Antoine Charles qui devint prêtre chanoine de la Collégiale de Saint-Clément et François Vincent, moine césartien.

Antoine joua un rôle essentiel dans l'élévation sociale de sa famille. Une transaction du 10 décembre 1688 montre qu'il avait prêté, avec son beau-frère, 4640 £ à la veuve d'Antoine Charmolüe. Ne pouvant les rembourser, elle abandonna deux pièces de terre dans la plaine de Royallieu. D'abord marchand drapier, Antoine est déclaré à sa mort, en 1703 à Compiègne, Conseiller du Roi et ancien échevin.

Jean Placide, qui poursuit la lignée, s'allia en 1703 avec une des familles les plus en vue de

Compiègne : les Charmolüe. Son épouse, de dix ans son aînée, était fille de Jacques Charmolüe, greffier de la forêt de Compiègne. C'en était fini du négoce, les offices, même modestes, présentaient plus d'attraits et il succéda à son beau-père ; il fut également receveur des domaines du roi. Il eut six enfants de ce premier lit dont Élie François Jacques, notaire et tabellion royal rue des trois Barbeaux et Louis Jean Simon Placide qui suit.

Remarié avec Marie Jacqueline Charpentier en 1715, il eut encore six enfants dont Nicolas Charles, né en 1717, qui fut chanoine de Saint-Clément à Compiègne puis de Saint-Thomas à Crépy-en-Valois. Il représenta cette collégiale à l'assemblée générale des trois ordres le 14 janvier 1789.

Louis Jean Simon Placide (28/10/1705 - 05/04/1778, Compiègne) épousa Michelle Le Féron en 1734, nouant ainsi à nouveau une alliance avec une ancienne et illustre famille compiégnaise. L'épouse était fille de Louis Samson Le Féron, avocat en Parlement.

Veuf très tôt, il convola en secondes noces avec Marie Jeanne de Saint Fal⁴ en 1738. Curieusement, alors que tous deux étaient de la paroisse Saint-Jacques, le mariage fut célébré à Saint-Sauveur où ils n'avaient aucune attache, faut-il y voir un lien avec la dispense de deux bans qu'ils obtinrent seulement la veille de leur mariage ?

L'époux était greffier en chef des consuls de Compiègne et le beau-père était inspecteur des routes de la forêt de Compiègne. Le célébrant était Jean-Louis de Saint Fal, chanoine de Saint-Quentin et oncle de la future. Dans l'assistance se trouvaient Messire François Le Cointe, écuyer et seigneur du Soupiseau (fief à

Saint-Sauveur) ainsi que Marie Jean François Hyacinthe Esman-gard de Bournonville, lieutenant de la Capitainerie des chasses de Compiègne.

Jean Charles François Boitel (1745-1779, Compiègne), qui suit, utilisa pour la première fois le nom de Boitel de Dienval dans un acte sous seing privé en 1770. C'était une première étape dans la conquête de la noblesse, celle de l'apparence... Ce patronyme fut emprunté à un fief situé sur le territoire de Jaux et qui était baillé à un fermier pour le prix de 66 mines de blé moison et 24 £ d'argent qu'il fallait partager avec une belle-sœur : Marie Françoise Dufour, veuve de Jean Boitel.

Ce fief noble étant tenu en roture, il fallait s'acquitter d'un droit de franc-fief. Sur le plan d'intendance de 1783 il est écrit Guianval et l'on trouve parfois des actes orthographiés Dianval. Dienval finit par s'imposer, c'est également cette orthographe que l'on trouve dans le cadastre de

1826 et l'on entre aujourd'hui dans Jaux depuis Venette par la rue de Dienval. Cet ajout patronymique n'était peut-être pas sans rapport avec un héritage récent qui renforçait l'apparente noblesse.

L'héritage de La Folie

Le Chanoine Jean Louis de Saint Fal mourut et fut enterré le 22 septembre 1763 dans l'église royale de Saint-Quentin. Alors âgé de 55 ans, il avait constitué un patrimoine respectable qui resta en indivision entre ses deux héritiers jusqu'au 14 octobre 1770.

L'un, Alexandre Louis Quentin Victorice Gallois de l'Épée, était sous la tutelle de Messire François Nicolas Gallois de Vaux-Sorel, prêtre chanoine de l'église de Saint-Quentin, son oncle. Il était l'unique héritier de sa défunte mère, Élisabeth de Saint Fal, veuve du Sieur André Louis Quentin Gallois de l'Épée, conseiller du roi, receveur des tailles de l'Élection de Saint-Quentin.

Chanoine
Jean Louis
de Saint Fal

Prêtre docteur
en la faculté de
Sorbonne,
chanoine de
l'église de
Saint-Quentin

(Coll. privée)



L'autre était Jean Charles François Boitel de Dienval, conseiller du roi et de son Altesse Sérénissime Monseigneur le duc d'Orléans, également garde-marteau ⁵ de la forêt de Laigue, seul fils et héritier de feu dame Marie Jeanne de Saint Fal.

Les biens de ce grand-oncle furent répartis en deux lots. Le premier comprenait le fief de la Folie (8210 £), des prés à Vieux-Moulin (416 £), des terres dans la plaine de Compiègne (46 £), des immeubles sis au Francport et à Rethondes (950 £ et 306 £) ainsi qu'une rente assise sur les vanniers de Compiègne s'élevant à 180 £, le tout formant un total de 10109 £.

Un second lot fut constitué avec le fief Babué, situé au faubourg Saint Martin à Saint-Quentin, et une compensation de 2000 £. Pour effectuer le tirage au sort on interpella André Langlois, perruquier à Compiègne, qui passait dans la rue. Il mit deux billets dans son chapeau, en tira un qu'il remit plié au sieur Boitel de Dienval : la Folie entra en sa possession et ne devait plus quitter le patrimoine familial ⁶.

Le fief de la Folie

Retracer l'histoire du fief de La Folie est une tâche difficile car, à en croire certaines notes, l'ensemble des titres féodaux auraient été brûlés en 1793 ⁷. Cela semble confirmé par la mention d'un acte de la municipalité de Pierrefonds attestant le brûlement. L'inventaire après décès de Jean Charles François Boitel de Dienval du 28 septembre 1779 présente cependant une analyse sommaire ⁸ de nombreuses liasses de papiers. Certains attestent que depuis le XVII^e siècle La Folie appartenait à la famille de Gaya, d'origine italienne,

dont les membres se transmettaient depuis 1638 la charge de major commandant les ville et château de Compiègne.

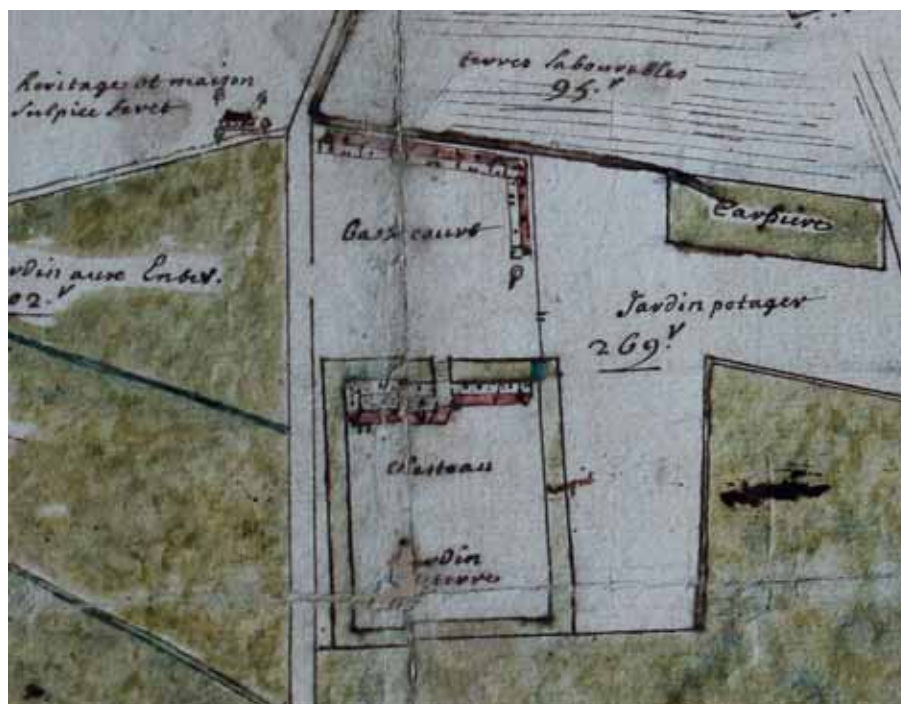
On y trouve ainsi la mention d'une adjudication le 15 septembre 1762 par Catherine Françoise de Gaya, veuve de Mre Louis Languedoue de Gaya à Me Gautier de La Pommeret de la seigneurie de La Folie et des fiefs Dampieux, de la Corne de cerf pour 8210 livres. L'acquéreur déclarait avoir agi pour Mre Jean Louis de Saint Fal, prêtre docteur en la faculté de Sorbonne, chanoine de l'église de Saint-Quentin et y demeurant. D'autres fiefs de moindre importance furent adjoints au Fief de la Folie par la suite.

Le cueilleret ⁹ commencé à la Saint Rémy de 1770 recense les droits de lavage ¹⁰, passage et corvées perçus sur 41 habitants de Palesnes et 6 institutions pour les fiefs de la Folie et la Belliole pour un total de 55 £, 6 poules 1/2, 2 poulets, 2 chapons, 6 journées de corvage, 1 pichet de seigle et 1 mine d'avoine ¹¹.

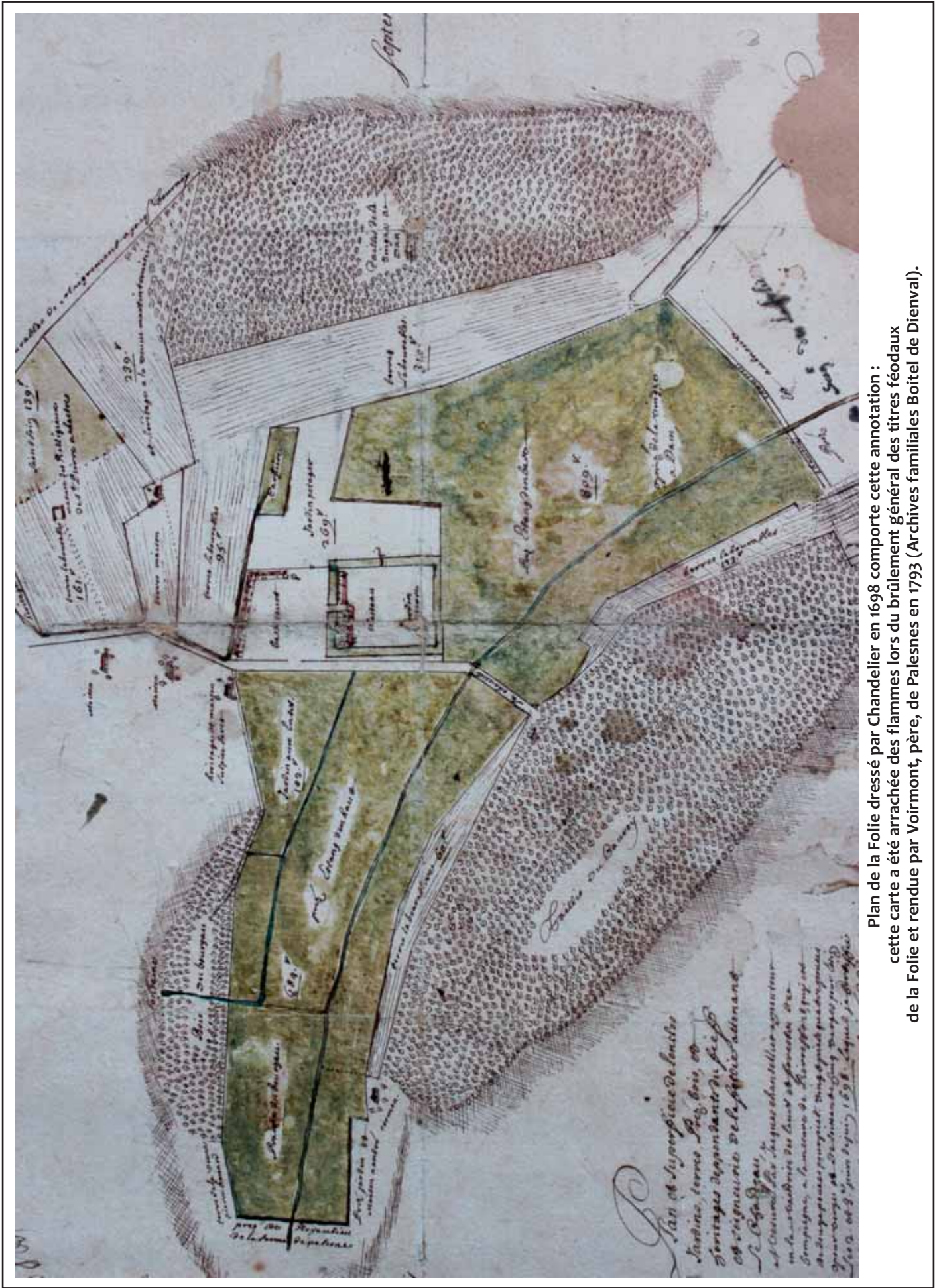
Le fief de Bournonville comptait 72 tenanciers et rapportait 15 £, 8 poules, 2 poulets et 8 boisseaux de seigle ¹² tandis que le fief de Brange avec 39 tenanciers rapportait 8£, 8 poules et 2 chapons.

La consistance du fief de la Folie est décrite dans le bail de 1771 consenti à Jean Choron et Dominique Demoulin ¹³, laboureurs à Palesne : l'habitation du fermier au fond de la cour avec chambre à côté, les grandes écuries, étables et rouillis à cochons, un poulailler et un colombier, un pressoir.

Les terres consistaient en 10 esseins ¹⁴ de terres chanvrières en une pièce avec une bordure de 30 pommiers derrière la maison seigneuriale, une autre de 15 esseins avec 100 pommiers. S'y ajoutaient 15 esseins à Maigremont (Maigres Monts), 4 esseins dans la plaine de Touvent, 26 esseins de prés en deux pièces, 60 verges sous le bois du Cauroy. Une pièce de terre et prés de 20 esseins 30 verges et un pré de 3 esseins 10 verges au Champ Beaudon, entre l'étang



Le château de la Folie, jardins et basse-cour
(Détail du Plan Chandelier de 1698)



de Pierrefonds et le moulin de Vertefeuille, étaient grevés de 41 £ de surcens et rente foncière au profit des Célestins de Saint-Pierre-en-Châstres (à Vieux-Moulin).

En 1771, le locataire de La Folie payait treize douzaines de paires de pigeons et 700 £ en une fois. Le revenu de la seigneurie fut considérablement amoindri par la suite, peut-être fut-il difficile de trouver un nouveau preneur, car en 1782 le loyer n'était plus que d'une douzaine de pigeons, deux voitures de bois et 500 £ payables en deux fois.

Ce fief conférait à son propriétaire le privilège de nommer l'homme vivant et mourant de l'abbaye Saint Nicolas de Courson ¹⁵.

Jean Charles François : un esprit éclairé ?

Louis Jean Simon Placide fit l'achat le 14 janvier 1767 de l'office de garde-marteau de la forêt de Laigue ¹⁶ à Louis Raoul Le Caron pour 20000 £ de prix principal, dont 4000 £ comptant et 800 £ de rente annuelle. Cette charge était destinée à établir son quatrième fils, Jean Charles François, qui n'avait pas encore atteint l'âge requis de 25 ans mais il bénéficia d'une dispense d'âge. Ce dernier porta également, grâce à cet office, le titre de conseiller du roi et du duc d'Orléans.

Ainsi établi, il ne lui restait qu'à trouver un bon parti et il épousa ¹⁷ en 1776 Marguerite Rosalie Esmangard de Bournonville. Elle était issue d'une vieille et réputée famille noble de Compiègne et son père, Louis Marie François, fut trésorier des fortifications puis trésorier du canal de Picardie à Saint-Quentin. L'époux avait apporté 42.500 £ et la mariée avait une dot de 25.000 £ imputées sur la succession de ses parents. Cette union fut cour-



Les ruines d'un imposant pignonier sont les seuls vestiges de l'ancien château

te car l'époux mourut dans sa demeure rue du Paon, paroisse Saint-Jacques, à Compiègne le 17 septembre 1779, âgé de 33 ans. Peu après, un inventaire après décès de 130 pages fut dressé. Cette procédure était d'autant plus importante qu'il y avait un enfant de 16 mois, Nicolas Louis, et qu'un enfant posthume devait naître. La veuve de 23 ans était assistée de son frère et tuteur, François Jean-Baptiste Esmangard de Bournonville, avocat en Parlement et conseiller du roi au baillage de Vermandois à Saint-Quentin.

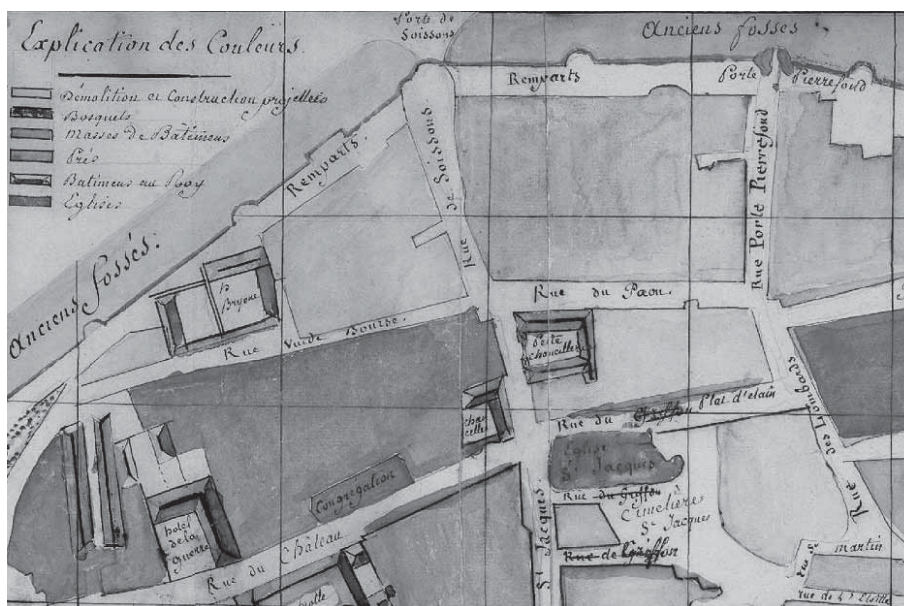
L'inventaire montre une certaine aisance. En l'absence de toute dette, la prisée des effets se monta à plus de 10.000 £ dont 2000 £ pour l'argenterie. À cela s'ajoutaient 8960 £ en espèces et un billet à terme de 4000 £. Les armoires du défunt recelaient pas moins de 86 chemises appartenant au défunt et sa cave était bien garnie avec 250 litres en tonneau et 150 bouteilles de Bourgogne et Petite Champagne.

Les livres occupaient une place importante dans la maison

de la rue du Paon. On les trouvait dans toutes les pièces et 440 ouvrages furent prisés en trois vacations par Louis Bertrand, libraire à Compiègne. Une grande partie de ces livres pourrait provenir d'une succession car ils sont assez anciens. En revanche les volumes concernant l'art ou les techniques de peinture étaient des achats personnels car Jean Charles François peignait. Ses nombreuses toiles étaient accrochées dans toutes les pièces mais l'évaluation des toiles fut très modeste...

Le droit n'est guère représenté en dehors des coutumes de Montdidier, Senlis, Paris ou du *Recueil des édits et ordonnances concernant les eaux et forêts, avec des observations*, par de Saint-Yon (1610). Un traité d'arpentage forestier complète le domaine professionnel.

Les livres d'histoire concernent principalement l'Antiquité ou les biographies de quelques rois, la géographie aborde des récits de voyages. Le sacré constitue la part principale du fonds mais sans classement particulier. Les ouvrages religieux voisinent avec les



Emplacement de la rue du Paon. Détail du plan de l'arpenteur-mesureur Jacques Chandelier, 1734 (Société historique de Compiègne).

autres genres comme la littérature ou la philosophie. On y trouve les grands auteurs antiques mais ils côtoient Corneille, Racine et Cervantes.

Les étagères recelaient également un bel ensemble pour la formation d'un esprit éclairé : *L'Éloge de la folie* d'Érasme, *Les pensées* de Pascal, *Les Caractères* de La Bruyère, le *Recueil des pensées ingénieuses* de Madame de Sévigné, *Les lettres persanes*, *Candide* ou *l'optimisme* et quatre volumes des œuvres de Voltaire, *L'esprit de Julie* ou *Extraits de La Nouvelle Héloïse* et deux volumes des œuvres de Rousseau (sans précision). *L'Encyclopédie* n'est pas présente mais elle est abordée par les *Questions sur l'Encyclopédie* et trois volumes de *L'esprit de l'Encyclopédie, ou choix des articles les plus curieux, les plus agréables, les plus piquants, les plus philosophiques* de ce grand dictionnaire par Briasson.

L'absence totale de livres et de vêtements de qualité à La Folie ainsi que le mobilier vétuste, indique que les séjours devaient y être très ponctuels et se limitaient peut-être à la chasse. Cette fréquentation allait changer radicalement avec son fils Nicolas Louis.

Nicolas Louis

Né le 20 mai 1778, il avait été baptisé par son oncle et parrain, Nicolas Boitel, Chanoine de l'église collégiale Saint Thomas de Crépy-en-Valois. Il n'avait qu'un an au décès de son père et cinq ans lorsque sa mère se remaria avec Jacques Antoine Marie de la Vallée de Calfeu, conseiller du Roi et de son Altesse sérénissime le duc d'Orléans, lieutenant de

la maîtrise particulière des eaux et forêts de Laigue.

Ce beau-père allait assurer sa fortune : « M. de Calfeu passait pour un vieil avare et c'était de tradition dans la famille qu'il avait, pendant la terreur, caché dans cette maison un trésor que l'on n'a jamais retrouvé depuis. (...) Il mourut sans enfant avant sa femme le 14 avril 1836 et comme conséquence toute sa fortune aux enfants de celle-ci »¹⁸. Cette dernière décéda le 7 juillet de la même année et fut inhumée au cimetière de Clarmart à Compiègne.

Nicolas Louis s'est toujours déclaré propriétaire et ne semble pas avoir exercé un quelconque emploi. Lors de son mariage, le 27 brumaire an 11 à Choisy-au-Bac avec Marie de Crouy d'Arcy¹⁹, il déclarait résider à Paris au 21 quai de l'Égalité (quai d'Orléans), division de la Fraternité.

Ce propriétaire acheta beaucoup et vendit peu. Il manda sa belle-mère pour la vente à Charles X d'une parcelle de terrain d'environ 600 m², rue d'Angoulême à Compiègne²⁰, nécessaire à la place projetée



Nicolas Louis Boitel de Dierval (1778 - 1854) et son épouse Marie Jeanne Victoire de Crouy d'Arcy ((1782 - 1854). Ces portraits, reproduits par le photographe compiégnais Charles Hideux, ne sont plus localisés. (Archives familiales Boitel de Dierval)



Façade avant. L'espace de vie principal, avec le salon, se situe au 1^{er} étage.



Pignon donnant sur le chemin d'accès



Façade arrière du château de la Follie et chemin d'accès. A gauche se trouve un bâtiment qui sert certainement d'écurie. On remarque l'importance des ouvrages de soutènement de l'ensemble situé sur l'amorce de la pente.



**Adrien
Boitel de Dienval
(Brismontiers
photographe à
Soissons)**

**et son épouse
Pauline Émilie
Mathilde Estave de
Valsery**

(Archives familiales
Boitel de Dienval).

devant le château. Il vendit également, à l'État, à l'occasion du mariage de sa fille, une fûtaie que la famille nommait « dot de Pauline ».

Patiemment, il acheta à partir de 1827 toutes les maisons, terres, larris et bois situés à la Folie et contigus à la propriété familiale. On lui doit surtout la construction du château à une date qui reste à préciser. On peut supposer qu'il ne disposa des fonds nécessaires qu'après la mort de son beau-père en 1836 et le cadastre de 1838 n'indique aucune bâtisse au sommet de la pente.

Il mourut le 3 décembre 1854 à son domicile compiégnois, rue Saint Jacques. « C'était l'époque où il n'y avait à Compiègne que trois voitures à deux chevaux, dont une à M. Boitel. Le Compiègne d'alors ressemblait si peu à celui d'aujourd'hui que nous avons peine à nous en faire une idée : pas de luxe, pas de brillant, pas d'élégance mais cinq ou six familles -

Bicquilly, Haudicquer, Esman-gart, Cayrol, Boitel, Seroux peut-être - vivant simplement, largement entre elles et mépris-ant fort, en bonnes royalistes qu'elles étaient, Louis-Philippe, la République de 48, l'Empire et sa cour »²¹.

Adrien : un passionné d'histoire

Adrien naquit à Compiègne le 4 janvier 1820 ; cadet de famille, il se tourna naturelle-ment vers la carrière militaire. Entré à Polytechnique en 1840, il en sortit sous-lieutenant en 1842 pour rejoindre l'école d'application de l'artillerie et du Génie, à Metz.

Nommé Capitaine en 1851 au 1^{er} régiment d'artillerie, adjoint à la fonderie de Douai et résidant à Bourges (il y avait là également une fonde-rie de canons), il épousa la même année Mathilde Estave de Valsery. La famille de l'é-

pouse avait connu une éléva-tion récente, son grand-père avait été fait baron en 1823 et avait ajouté à son nom celui de la terre de Valsery (Aisne) qu'il possédait²².

La veille de leur mariage fut dressé le contrat de mariage. L'époux apportait en dot ses personnels (habits, bijoux, ar-mes, chevaux, équipements militaires) d'une valeur de 4.000 F. À cela s'ajoutaient 60.000 F. d'une donation de ses parents effectuée à titre d'avance sur la succession en 1839 et une rente perpétuelle de 3.000 F., le tout devant lui procurer un revenu annuel de 6.000 F. La future épouse ap-portait quant à elle trois rentes pour un total de 6.000 F., dont elle pourrait distraire 1.200 F., sur quittance, pour des achats personnels. Elle disposait éga-lement d'un trousseau estimé à 6.000 F. Ce contrat fut signé au château de Valsery en pré-sence de 24 témoins, membres des familles²³.

Adrien se préoccupa de rétablir le nom de famille qui avait été altéré dans son acte de naissance où il était simplement mentionné Boitel. Il produisit une série d'actes prouvant l'usage « immémorial » du patronyme complet de ses ancêtres et obtint la rectification de son acte de naissance et inscription de ce jugement le 25 septembre 1858²⁴.

Démissionnaire de l'armée le 23 juillet 1856, il vint s'installer au domaine de la Follie. Il reprit du service le 30 août 1870 comme capitaine d'artillerie à la Garde nationale mobile de l'Aisne, auxiliaire adjoint à la Direction de La Fère et rentra le 26 novembre, prisonnier libéré sur parole. La défense de La Fère fut loin d'être un modèle de bravoure, mais il dut cependant se comporter honorablement car il fut décoré de la Légion d'honneur en 1871.

Il passait la majeure partie de l'année à la Follie, ne quittant le domaine que quelques mois l'hiver pour se rendre chez ses beaux-parents à Soissons ou dans son domicile parisien. En 1895 il loua une maison à Compiègne, 7 rue d'Alger, pour se rapprocher de ses enfants. Il intégra également la Société historique de Compiègne où il fut admis comme membre titulaire en 1883 et devint vice-président en 1888. Il y présenta quelques communications et plusieurs objets antiques trouvés dans sa propriété²⁵. Le domaine recèle en effet de nombreux vestiges, en particulier dans les environs de la fontaine du Haloy (nommée à tort sur quelques plans fontaine du Valois). Cette modeste source est l'origine principale du ru de Berne et explique une présence fort ancienne.

Adrien mourut à Compiègne le 8 janvier 1896, sa veuve continua d'habiter le château jusqu'à sa mort en 1913. Tous deux furent inhumés dans le

tombeau de la famille de Valseroy à Coeuvres.



Satulette en bronze (hauteur 12 cm) trouvée à La Follie. Il s'agit d'un Lare gallo-romain. Il tient une coupe dans une main, l'autre devait brandir une corne d'abondance. (Collection Bernard Boitel de Dienval)

La famille Boitel de Dienval illustre bien l'ascension d'une famille de laboureurs aisés qui serait sans doute parvenue à l'anoblissement si la Révolution n'était pas survenue. Elle est parvenue à nouer un jeu d'alliances matrimoniales avec « les meilleures familles » de Compiègne, devenant à son tour bien en vue.

Au XIX^e siècle, elle n'a pas intégré la bourgeoisie d'affaires, mais s'est appliquée à faire fructifier ses terres et à vivre de ses rentes. Si quelques membres ont bien connu une carrière militaire, ils n'atteignirent cependant pas les grades d'officiers les plus élevés et retournèrent assez vite à des occupations de propriétaires

auxquelles la Première Guerre mondiale mit un terme. Ce conflit détruisit également une part importante des archives familiales contemporaines

Notes

1 Leroy Maurice (Abbé), *Le Quesnel et Saint-Mard-en-Chaussée*, Imprimerie Yvert et Tellier, Amiens, 1911.

2 *Volumes du Cabinet des titres : recherches de noblesse, armoriaux, preuves, histoires généalogiques. Armorial général de France, dressé, en vertu de l'édit de 1696, par Charles D'HOZIER. (1697-1709). XXVI Picardie.*

3 Il s'agit de la branche à l'origine des Boistel d' Welles : d'azur à un ciboire d'or soutenu de deux ailes d'argent.

4 On trouve également ce nom orthographié Saint Phal.

5 Chargé du martelage, du récolement et du contrôle des gardes. Il n'y en avait qu'un en forêt de Laigue

6 Acte sous seing privé dressé à Compiègne le 14 octobre 1770 (Archives familiales Boitel de Dienval.)

7 C'est ce que constate M. de Laprairie dans « Le château de la Folie près de Pierrefonds », *Bulletin de la Société archéologique de Soissons*, 1861.

8 Inventaire des meubles, effets, titres et papiers fait après le décès de Mr Jean Charles François Boitel de Dianval à la requête de Delle de Bournonville, son épouse devant M^e Constant notaire à Compiègne, le 28 septembre 1779 (Archives familiales Boitel de Dienval).

9 Livre de comptes de l'état des cens et rentes dues et reconnues par les tenanciers d'une Seigneurie.

10 Le domaine possédait deux sources : celle du Haloy et celle du Burgot. Elles devaient alimenter une pièce

d'eau comme le suggère le cadastre de 1838 qui comporte un lieu-dit « Les étangs de la Folie ». Ces étangs devaient également servir au rouissage.

11 Soit environ 26 litres de seigle et 95 litres d'avoine. La conversion des mesures s'appuie sur *Le comparateur de l'Oise*, de Jean-Baptiste Thorel, Formerie, 1843.

12 Équivalent de 100 litres de seigle. Le faible rapport de la seigneurie montre que son rôle était davantage lié à la position sociale qu'elle conférait.

13 Bail du 22 décembre 1771 passé devant Poullétier et son confrère à Compiègne (Archives familiales Boitel de Dienval).

14 L'essein de 65 verges contenait 28 a 35 ca.

15 Cet établissement avait été réuni en 1632 à l'abbaye de Noirmoutiers qui possédait également le prieuré de Saint Sulpice de Pierrefonds. Cette nomination n'est pas mentionnée dans l'ouvrage de référence de P.

Lambin, *Monographie de Saint Nicolas de Courson*, Compiègne, 1904.

16 Analyse des papiers de l'inventaire après décès de 1779.

17 Mariage du 29 octobre 1776, paroisse de Vaux (près de Saint-Quentin ?). cet acte n'a pas été retrouvé.

18 Manuscrit de Jean Marie Norbert Magnien de Magnienville (Archives familiales Boitel de Dienval). La fortune familiale, accrue de l'héritage de Calfeux, représentait au moins 3 millions.

19 Fille de Jean François Hyacinthe de Crouy d'Arcy (maire de Compiègne de 1752 à 1789) et de Marie Victoire Ledreux de la Châtre. Elle décéda le 12 juillet 1854 et fut inhumée à Choisy-au-Bac.

20 Acte de vente des 16 et 19 août 1825 devant Péan de Saint Gilles, notaire à Paris (Archives familiales Boitel de Dienval).

21 Manuscrit de Jean Marie Norbert Magnien de Magnienville (Archives familiales Boitel de Dienval).

22 En 1804 Mathieu Charles Estave racheta les ruines de l'abbaye de Valsery, à Cœuvres et Valsery, et y fit construire un château. Son fils, Charles Mathieu, Gentilhomme ordinaire de la chambre du roi Louis XVIII fut autorisé par décret impérial du 22 septembre 1869 à ajouter officiellement à son nom patronymique celui de Valsery.

23 Contrat de mariage passé devant maître Brocheton, notaire à Cœuvres, le 20 octobre 1851.

24 Jugement du tribunal de première instance du troisième arrondissement du département de l'Oise séant à Compiègne, 25 septembre 1858.

25 Adrien Boitel de Dienval présenta en 1878 devant la Société historique de Compiègne un résumé de ses travaux sur La Folie, mais cette communication reste introuvable. Il était également membre de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons.

Les nombreux objets antiques qu'il découvrit dans sa propriété sont présentés dans le livre de M. Delaprairie, *op. cit.*



Entrée de la source du Haloy. Une fenêtre en ogive s'ouvre au-dessus de la porte et l'eau se déverse dans un petit bassin qui a pu faire office de lavoir. Il y a de nombreux graffiti datant de la moitié du XVIII^e siècle.

Les maires de Pierrefonds au XIX^e siècle

Éric DANCOISNE

Commune rurale du canton d'Attichy dans l'Oise, comptant moins de 1400 habitants sous le Premier Empire, près de 1800 à la veille de la Grande Guerre¹, le bourg de Pierrefonds est administré par de nombreux maires au XIX^e siècle. Cette situation est à mettre en rapport, on s'en doute, avec l'instabilité politique du siècle de Hugo. Pierrefonds ne saurait être un havre de quiétude administrative dans ce siècle agité, mouvementé et révolutionnaire².

Les fonds d'archives départementaux et communaux permettent d'analyser l'histoire mayorale pétrifontaine. Plusieurs liasses des séries 2M et 3M des Archives départementales de l'Oise constituent la première partie de notre base documentaire. Elles portent d'abord sur les municipalités nommées dans l'Oise entre l'an VIII³ et 1869⁴. Celles-ci permettent de replacer ces nominations dans leur contexte historique, lors des renouvellements réguliers et des changements de régime. Plus précisément sur Pierrefonds, les liasses des ADO portent sur les maires et les adjoints de la commune nommés de l'an VIII à 1831⁵, et pour la seconde, sur ceux qui ont été nommés et élus entre 1831 à 1935⁶. Ces deux liasses ont été complétées par celle des élus du conseil municipal pétrifontain depuis 1843⁷. Ces archives dé-

partementales ont fait l'objet d'un recoupement systématique avec les registres de délibérations du conseil municipal conservés à la mairie de Pierrefonds.

À notre connaissance, aucune publication spécifique n'a été réalisée sur les maires de cette commune. Dans sa première édition consacrée à Pierrefonds (1992), les *Annales Historiques Compiégnoises* n'avaient pas eu l'occasion d'aborder l'évolution politique et administrative de la commune au XIX^e siècle⁸. François Dignes, le plus récent historien de la commune pétrifontaine, ne s'est pas attardé non plus sur cet aspect de l'histoire de Pierrefonds dans ses ouvrages publiés en 2007 et 2010⁹.

Par conséquent, cet article vise à découvrir ces magistrats oubliés aujourd'hui, hormis l'industriel Clément-Bayard, maire élu par le conseil municipal juste avant la Grande Guerre. Pour cela, l'approche prosopographique a été ici mise en œuvre. Il s'est agi, en effet, de collecter des informations éparses sur les magistrats communaux pétrifontains, informations ensuite classées dans un tableau récapitulatif (cf annexe en fin d'article).

Les maires participent à la formation d'une élite politique locale, dénommée de

façon plus simple sous le vocable « les notables ». Jacques Bernet notait en 1992 en conclusion de son travail sur la commune de Pierrefonds sous la Révolution : « [comme à Attichy, la société de Pierrefonds] était dominée par des laboureurs et gens à talents, avec un rôle de médiateur joué par le curé patriote. Si l'an II permit l'émergence d'un noyau militant jacobin, il fut surtout formé d'artisans et boutiquiers, alors que les manouvriers, même présents dans les clubs, ne surent jouer un rôle de premier plan, en dehors des poussées sociales de février 1792 à Attichy, mars 1793 à Pierrefonds »¹⁰. On le voit, les catégories populaires sont exclues du pouvoir politique local sous la Révolution. Est-ce encore le cas au XIX^e siècle ? Ce siècle voit-il des changements significatifs par rapport à la situation observée sous la Révolution française à Pierrefonds ? Qui est à la tête de la mairie pétrifontaine ? À quel milieu socio-économique sont rattachés les maires ? La transmission du pouvoir local est-elle ouverte ou fermée ? Dit autrement, est-ce que le pouvoir local est détenu par une famille en particulier ? Une profession ? Par ailleurs, le « bourg » de Pierrefonds se dénomme désormais « Pierrefonds-les-Bains » dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. La reconstruction du château médiéval voulue par

Napoléon III et le développement de l'activité touristique, renforcée par l'ouverture d'une gare en 1883 ¹¹, contribuent à la mutation de la commune ¹². Ces deux facteurs ont-ils un impact sur le choix des municipalités et notamment des maires ?

À l'analyse de l'ensemble documentaire, deux périodes peuvent être distinguées. La première, de la fin du Premier Empire à celle de la Deuxième République, révèle une grande instabilité. La seconde, du Second Empire, jusqu'à l'aube de la Première Guerre mondiale, témoigne d'une forme d'entente entre les membres du conseil municipal.

Une liste des maires réactualisée

Tout d'abord, il n'est pas inutile de rappeler que les maires et les adjoints de Pierrefonds ont été nommés par le préfet de l'Oise de l'an VIII à 1848, puis de 1852 à 1871 et enfin au cours d'une brève période de 1874 à 1876. Les maires sont élus sous la Deuxième et la Troisième Républiques. Maires nommés et élus forment un groupe de 18 hommes entre 1800 et 1914. La liste affichée à l'entrée de la salle du conseil située au premier étage de la mairie en comporte 14 ¹³. La vérification des informations s'est donc imposée. Ce chiffre de 18 maires comprend les maires qui ont exercé effectivement leur mandat, ne serait-ce que pendant quelques jours, à l'image du marchand de bois Louis Ferté en juillet 1837 ¹⁴. Par ailleurs, la liste des 14 de la mairie pétrifontaine comporte des manques : Léon Caboche, Louis Ferté, Louis Romain Trutet et Jean Nicolas Dollé ne font pas partie de cette liste. Nous n'en connaissons pas la

raison. En revanche, on trouve le nom d'Alexandre Delahaye pour les années 1852-1855. Né le 30 janvier 1823 à Pierrefonds, le cultivateur Alexandre Delahaye n'a jamais été maire au cours de la période indiquée; il a cependant bien été nommé adjoint au maire d'août 1852 à mai 1871 ¹⁵.

Ensuite, des membres du conseil municipal avaient refusé les responsabilités mayorales alors qu'ils avaient été, soit nommés par le préfet de l'Oise, soit élus par le conseil municipal. Ce fut le cas à cinq reprises : en 1836 ¹⁶, en 1850 ¹⁷ et en 1912. La situation de Clément-Bayard en 1912 ¹⁸ est à signaler car des publications indiquent encore aujourd'hui qu'il a été le maire de Pierrefonds à la Belle Époque ¹⁹. Or, c'est inexact : Alfred Michel de 1902 à 1912 puis Isidore Duriez de 1912 à 1914 ont exercé la fonction suprême au sein de la commune. Clément-Bayard,

quant à lui, a été élu maire en juin 1914 après la démission d'Isidore Duriez pour des raisons de santé ²⁰. Ce dernier meurt au début de la Grande Guerre à son domicile pétrifontain, le 3 août 1914 ²¹.

Par ailleurs, la liste des 18 maires du XIX^e siècle ne comprend pas les faisant fonction pendant les périodes d'intérim consécutives au décès ou à la démission du maire en place. Ces faisant fonction sont des adjoints voire des premiers conseillers municipaux. Ils étaient chargés par l'administration préfectorale de réaliser toutes les tâches importantes de la mairie : tenir l'état civil, assurer les missions de police, préparer et mettre en œuvre le budget communal, présider les séances du conseil municipal. Cela s'est produit, en particulier, sous la Monarchie de Juillet de 1836 à 1839 et sous la Deuxième République en 1850 ²².

« Je Soussigné membre du Conseil municipal de la commune de Pierrefonds (Oise) remplissant les fonctions de maire, à L'honneur d'exposer à Mr. Le Préfet que depuis environ 14 à 15 mois la Commune à été privée de maire et d'adjoint que depuis un mois elle est réduite à moitié de ses membres, ce qui à empêché la formation du budget, et les surimpositions que la commune doit payer, montant à environ 1200 francs.

malgré les réclamations que le soussigné à adressées à Mr le sous-préfet de Compiègne pour recompléter le Conseil municipal, il n'en à reçu aucune reponse.

Il ose recourir à votre Bonté pour l'autoriser à faire réunir les électeurs communaux pour Elire les Six Conseillers manquants.

Dans cette attente il à L'honneur d'être Monsieur Le Préfet

Le très humble et très obligeant serviteur

[Signé] Cuvillier

Pierrefonds, le 29 aout 1839.

Le faisant fonction Cuvillier interpelle le préfet de l'Oise, le 29 août 1839, au sujet de la situation du conseil municipal de Pierrefonds, sans maire, sans adjoint et très incomplet. Cette situation dure depuis un an et demi. L'orthographe a été transcrite telle quelle ²³.

Des hommes du cru et expérimentés

Partant de la liste des 18 maires de Pierrefonds, nous pouvons connaître leurs origines familiales et sociales. La recherche de ces origines s'est avérée difficile pour la première moitié de cette liste. Les méthodes et les sources des généalogistes ont été ici mises en œuvre.

Huit maires sont nés à Pierrefonds entre 1751 et 1855 : Pierre-Gabriel Sonnier (1751), Antoine Ledoux (1777) Aristide Sivé (1796), Louis Ferté (1800), Louis Romain Trutet (1816), Alphonse Connétable (1828), Michel Alfred (1842) et Gustave-Adolphe Clément-Bayard (1855).

Nous comptons également six autres maires nés dans le département de l'Oise : Charles Antoine Poullétier de Gannes (Compiègne-1780), Jean Théodore Dumont (Morienvall-1786), Pierre Antoine Véron (Compiègne-1796), Léon Caboche (Frétoy-le-Château-1808), Louis Ducharon (Noyon-1833) et Isidore Duriez (Pont-L'Évêque-1863).

Trois maires pétrifontains sont nés dans l'Aisne : Dominique Desmoulins (Mortefontaine-1736), Jean Nicolas Dollé (Noroy-1796) et Auguste Bleuet (Rémigny-1806). Un seul est né en dehors de la Picardie : Auguste Cottenet est né à Paris en 1822.

Tous résident à Pierrefonds, avant et pendant leur mandat. Cependant, un maire du corpus a fait l'objet de critiques pour une résidence partielle dans la commune. Il s'agit de Charles Antoine Poullétier de Gannes ²⁴. Ce maire aime voyager et le fait savoir au sous-préfet de Compiègne dans un courrier adressé le 15 septembre 1825, et de ce fait souhaite démissionner ²⁵. Il y précisait que déjà l'année précédente, il avait demandé au re-

présentant de l'État de le démettre de ses fonctions à cause de ses « fréquentes absences ». Le cultivateur Pierre Demoncy fut un temps pressenti pour lui succéder ²⁶. Poullétier de Gannes était revenu sur sa position mais avait entre temps perdu du crédit auprès des notables locaux. Du reste, c'est la révolution de 1830 qui entraîne son départ l'année suivante. En effet, Pierre Antoine Véron, membre de la Garde nationale pétrifontaine, futur maire de Pierrefonds en 1839, adresse un courrier au préfet, le 15 janvier 1831. Dans sa lettre, il évoque d'une part, le séjour en hiver à Compiègne de Poullétier de Gannes et d'autre part sa proximité avec le sous-préfet de Compiègne. Il s'appuie sur la charte de 1830 et le refus des privilèges pour demander son départ. Ce qu'il obtient, malgré la résistance du premier magistrat. De ce fait, Antoine Ledoux est nommé par le préfet de l'Oise et installé officiellement le 24 juillet 1831 ²⁷.

Notons que Poullétier de Gannes n'était pas le seul dans l'arrondissement de Compiègne. Des nobles, probablement légitimistes, ont été contestés pour la même raison que le maire de Pierrefonds : d'Héricourt à Machedont, Cornuau d'Offemont à Saint-Crépin-aux-Bois, Davène de Roberval à Chevrières, De Besnetz à Neuvy, Lecaron de Mazencourt à Rethondes, etc. Nous pouvons penser à une forme d'épuration administrative, une illustration de la lutte entre les partisans de Charles X et ceux du nouveau roi des Français, Louis-Philippe I^{er}, alors que dans le même temps, la grande loi municipale adoptée le 21 mars 1831 était en préparation.

La lecture des actes de naissance des futurs maires de la commune nous renseigne aussi

sur la profession du père et celle des témoins de la reconnaissance officielle en mairie (du parrain et de la marraine lors du baptême sous l'Ancien régime). Cela concerne près de la totalité de notre effectif (17/18). Si la plupart des maires proviennent des milieux notabiliaires et artisanaux, les origines modestes de certains maires n'empêchent pas l'accès à la notabilité sociale et politique. C'est le cas pour Alphonse Connétable, Alfred Michel et Clément-Bayard. Pour le premier, le père était garde champêtre, pour le deuxième, bûcheron et le troisième, marchand épicier ²⁹.

Par ailleurs, à défaut d'une analyse généalogique très poussée, nous constatons que la fonction de maire dans la commune n'est pas accaparée par une famille, même élargie, ce qui indique une certaine ouverture du jeu politique local, surtout sous la Troisième République. En effet, tous les maires de notre corpus sont issus d'une famille nucléaire différente (père, mère et enfants). Néanmoins, nous savons que des liens familiaux très forts existaient entre la famille Deflubé et la famille Cottenet. Ingénieur de formation, homme riche, Louis Joseph Deflubé (1798-1884) est connu pour être à l'origine de la station thermale de Pierrefonds à la fin de la Monarchie de Juillet ³⁰. En effet, découverte dans sa propriété en 1845, une source d'eau sulfureuse contribue, avec la reconstruction du château dans les années 1850-1860, à l'essor de Pierrefonds ³¹. Quant à Auguste Cottenet (1822-1901), propriétaire, il est le maire de la commune de 1858 à 1871. Il est marié à Clémence-Olympe Deflubé, née en 1831 à Pierrefonds et fille de Louis Joseph Deflubé ³². Entre les deux hommes, il semble y avoir eu un partage du pouvoir local sous

Les origines sociales des maires de Pierrefonds

Nom-Prénom	Profession du père	Profession des témoins (*du parrain et marraine)
Desmoullins, Dominique	Fermier	nc
Sonnier, Pierre Gabriel	Marchand mégissier ?	nc
Poullétier de Gannes, Charles Antoine	Ecuyer, gendarme de la garde ordinaire du Roi	*Maître tailleur d'habit
Ledoux, Antoine	Laboureur	*Laboureur-Epouse de laboureur
Caboche, Léon	Officier de santé ?	nc
Ferté, Louis	Marchand de bois	Marchand de bois
Dumont, Jean Théodore	Fermier	Fermier-Epouse de laboureur
Véron, Pierre Antoine	Marchand vannier	nc
Bleuet, Auguste	Tisserand	Négociants
Trutet, Louis Romain	Mégissier	Instituteur-Marchand épicier
Dollé, Jean Nicolas	Garde forestier ?	Sage-femme-Manouvrier
Sivé, Aristide	Notaire public	Couvreur en tuile-Juge de paix
Connétable, Alphonse	Garde-champêtre	Couvreur en chaume- Md épicier
Ducharon, Louis	Mégissier	Ancien bonnetier-Bonnetier
Michel, Alfred	Bûcheron	Instituteur-Couvreur en chaume
Duriez, Isidore Auguste	Cultivateur	Boulangier-Garde-champêtre
Clément, Gustave-Adolphe	Marchand épicier	Instituteur-Garde-champêtre

Source : état civil en ligne des Archives Départementales de l'Oise et de l'Aisne.

Nb. Manque Auguste Cottenet

le Second Empire. Élu conseiller municipal sous la Monarchie de Juillet et sous la Deuxième République³³, Deflubé contribue au développement de la station thermale en cédant les terrains à la commune qui vont permettre la construction des infrastructures touristiques³⁴. Son beau-fils, Auguste Cottenet, mène quant à lui, les opérations immobilières à bon train dans la seconde moitié du Second Empire. La mairie³⁵ actuelle est construite par exemple en 1869. D'ailleurs, un bas-relief avec le N de Napoléon sur la façade nord de la mairie indique la période de construction. En outre, l'alliance entre les deux familles a été matérialisée dans le cimetière de Pierrefonds. En effet, cinq tombes alignées près d'un édicule situé au centre du cimetière, de tailles et de formes



L'alliance matrimoniale dans l'art funéraire de la famille Deflubé-Cottenet.
Cliché E.D. 24 juillet 2015

quasi identiques rassemblent les dépouilles des époux Deflubé et celles des Cottenet, avec au milieu Clémence-Olympe Deflubé-Cottenet. Enfin, la mémoire de l'ancienne station thermale est souvent associée à celle Louis Joseph Deflubé. En revanche, l'action mayorale d'Auguste Cottenet semble avoir été oubliée, la chute de Napoléon III contribuant certainement à cela. Il est vrai aussi que son successeur, le républicain Alphonse Connetable ³⁶, avait eu le temps d'imprimer ses marques pendant ses presque vingt années à la tête de la mairie.

L'accès au siège suprême de la mairie se fait à l'âge de 47 ans en moyenne. Le plus jeune maire de notre corpus est le Compiégnois Charles Antoine Poullétier de Gannes. Il est nommé premier magistrat de la commune en février 1813 à l'âge de 33 ans. Il succède à Pierre Gabriel Sonnier. Poullétier de Gannes conserve les rênes du pouvoir local pendant près de 20 ans, jusqu'en 1831. Il cède sa place à son adjoint Antoine Ledoux. Le plus âgé est le cultivateur Dominique Desmoulins (63 ans). L'homme a déjà une expérience des responsabilités locales, puisqu'il a été l'agent municipal de Pierrefonds sous

le Directoire ³⁷. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet (1814-1848), les maires sont des hommes plutôt jeunes au moment de l'accession au pouvoir local (40 ans en moyenne) alors qu'après 1848, la moyenne d'âge tend à augmenter (près de 49 ans). Sous la Troisième République, les maires sont des hommes mûrs (53 ans de moyenne d'âge), expérimentés et aguerris aux affaires communales.

En effet, les maires de la Troisième République ont, au moment de leur accession à la tête de la mairie, une longue expérience de conseiller municipal et d'adjoint. Le médecin pétrifontain Alphonse Connétable (1871-1889) est conseiller municipal depuis 1855. Louis Ducharon est conseiller municipal depuis 1870 et adjoint pendant près de vingt ans avant de devenir maire en avril 1889, à la suite du décès d'Alphonse Connétable. Alfred Michel est élu conseiller municipal en 1892, réélu en 1896 et 1900. Il devient adjoint la même année et profite de la démission de Louis Ducharon en 1902 pour accéder à la tête de la mairie. Notons que Louis Ducharon quitte le conseil pétrifontain à cause de la loi de 1901 relative aux associations et notamment, ce qui concerne

les congrégations ³⁸. Isidore Duriez est lui aussi sans cesse réélu entre 1896 et 1914. Il est adjoint de 1902 à 1912. Seul Clément Bayard n'a pas d'expérience d'administrateur municipal lorsqu'il accède à la tête de la mairie en juin 1914. La Grande Guerre l'oblige à quitter sa commune natale pendant près de deux ans ³⁹. Il est réélu conseiller municipal en 1919 et 1925 ⁴⁰. Âgé de 69 ans, il démissionne le 18 mai 1925 considérant que ses activités, en particulier la reconstruction de son usine dans les Ardennes, compromettaient celles de conseiller municipal ⁴¹. Il meurt à Paris en 1928.

La domination des propriétaires

Jocelyne George indique que sous la Restauration et la Monarchie de Juillet les maires sont choisis parmi les principaux contributeurs sinon les premiers de la commune ⁴². Effectivement, Charles Antoine Poullétier de Gannes dit « Le riche » dans certains documents ⁴³, Antoine Ledoux et Léon Caboche sont de ceux-là. Cependant, les montants des contributions dans la commune semblent modestes : 215 francs pour le meunier Antoine Ledoux en 1831, 107 francs

Léon Caboche déporté en Algérie après le coup d'État du 2 décembre 1851

Né à Frétoy-le-Château le 11 avril 1808, Léon Eugène Caboche a été le maire de Pierrefonds de juillet 1836 à juillet 1837. Nous perdons sa trace après cette date. Et c'est de façon fortuite que nous la retrouvons en 1852. En effet, les Archives nationales conservent un dossier sur cet officier de santé constitué au lendemain du coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851. Tenant des « propos malveillants » à l'égard du président, il est transporté de France en Algérie, le 15 août 1852. Il y est interné le 23 octobre 1852. Il était alors marié et avait un enfant. La suite nous est inconnue. Léon Caboche fut un des 26 848 individus poursuivis dans le cadre de la répression politique menée à l'encontre des opposants au coup d'Etat.

Source : <http://tristan.u-bourgogne.fr/1851.html>

pour le médecin Léon Caboché en 1839, 90 francs pour le notaire Pierre Antoine Véron la même année ⁴⁴. Signe d'un enrichissement, Antoine Ledoux paie 325,74 francs de contribution dans la commune en 1843 ⁴⁵. Seuls Charles Antoine Poullétier de Gannes et Antoine Ledoux répondaient aux exigences du cens fixé à 200 francs pour être électeur lors des élections législatives au début de la Monarchie de Juillet.

En 1843, les écarts de richesses dans la commune étaient très importants : le premier contributeur versait plus de 1200 francs par an contre 25 francs pour le dernier. Nous savons que les conditions d'accès au vote étaient un facteur de division au sein de la société française. En effet, bien que le cens était plutôt bas pour les élections locales, seuls une centaine d'électeurs pétrifontains pouvaient s'exprimer lors des élections municipales après 1831, 125 en 1843 ⁴⁶ et ce, pour une population de 1500 habitants sous la Monarchie de Juillet ⁴⁷. La Deuxième République élargit considérablement le corps électoral avec l'adoption du suffrage universel en 1848. Ainsi à Pierrefonds, le nombre d'électeurs est multiplié par 3,4 : 125 en 1843, 433 en 1849 ⁴⁸. La donne politique change, le maire est désormais élu par le conseil municipal et les électeurs font l'apprentissage de la vie politique. Mais en 1852, les maires sont à nouveau nommés par le pouvoir central.

Du reste, les maires disposent d'une reconnaissance sociale du fait de leur statut de propriétaire : « La France des notables substitue la propriété à la naissance comme critère de valeur sociale, (...). » note l'historienne Claire Fredj ⁴⁹. Le tableau en annexe confirme la prédominance des propriétaires parmi les maires de

Pierrefonds au XIX^e siècle. Ils représentent à eux seuls la moitié de notre effectif. Cette occurrence dans les documents de « propriétaire » s'accompagne d'autres occurrences comme « cultivateur » pour Jean Théodore Dumont par exemple ou encore « industriel » à l'image de Louis Ducharon.

Si la domination des propriétaires est incontestable dans le premier dix-neuvième siècle, celle de la bourgeoisie industrielle et capacitaire prend le relais au cours du second dix-neuvième siècle. Louis Ducharon, maire de 1889 à 1902, incarne cette évolution. Né à Noyon le 26 août 1833, il est à la tête d'une exploitation agricole et d'une fabrique de sucre. Cette double casquette constitue une difficulté pour le rattacher à une catégorie socio-économique. Néanmoins, ses investissements dans un domaine agricole et une fabrique de sucre le rattachent dans la catégorie des « patrons ». Il a 37 ans lorsqu'il entre au conseil municipal en 1870. Il est élu adjoint l'année suivante, signe d'une intégration rapide parmi les membres influents de la commune. Déclaré « libéral » au début de la Troisième République ⁵⁰, il est élu conseiller d'arrondissement en 1886. À la mort d'Alphonse Connétable, maire de Pierrefonds de 1871 à 1889, il accède à la tête de la mairie pétrifontaine. En août 1892, il est élu conseiller général du canton d'Attichy en battant le maire de Tracy-le-Mont, Charles Loonen ⁵¹. Il est alors le représentant des républicains ⁵². Dans sa profession de foi adressée aux électeurs du canton d'Attichy pour le premier tour, il se présente en effet comme un défenseur du régime républicain modéré. La République vient de vivre la crise boulangiste et le souvenir des révolutions passées et de la Com-

mune est encore vif. Il se présente aussi comme le représentant du monde agricole et rappelle qu'il est un entrepreneur de l'activité sucrière. Il ne dit rien en revanche sur le thermalisme pétrifontain, alors en plein essor, certainement pour ménager les électeurs ouvriers et ceux des autres communes du canton, en particulier ceux de Tracy-le-Mont dont le maire était son principal opposant.

Son positionnement politique après 1901 l'amène à quitter le conseil municipal en 1902. En effet, il s'oppose au combat anticlérical du gouvernement d'Émile Combes. De ce fait, il perd l'élection cantonale de 1904 au profit du conseiller d'arrondissement radical et médecin d'Attichy, Théophile Cruard ⁵³. Louis Ducharon est toutefois réélu conseiller municipal en 1908 et 1912. Il est alors classé comme « réactionnaire » ⁵⁴, signe d'une évolution politique personnelle depuis son soutien à la République opportuniste des années 1880 à la contestation des mesures anticléricales de la République radicale des années 1900. Il meurt en août 1914.

Situations socio-professionnelles des maires de Pierrefonds au XIX ^e siècle	Nombre
(Occurrences contenues dans les documents des liasses Mp 217, Mp 919 et Mp 1175, ADO)	
Propriétaire	8
Cultivateur	2
Industriel	2
Meunier	1
Chirurgien (1), médecin (3)	4
Notaire	1
Boulangier	1

**Profession de foi de Louis Ducharon, maire de Pierrefonds,
candidat à l'élection au Conseil Général de l'Oise, premier tour le 31 juillet 1892 ⁵⁵.**

« A Messieurs les Electeurs du canton d'Attichy.

Messieurs,

Je viens solliciter vos suffrages au Conseil Général ; les sympathies que m'a acquises une longue existence passée au milieu de vous, la forte majorité par laquelle vous m'avez appelé, il y a six ans, à l'honneur de vous représenter au Conseil d'arrondissement, et l'observation qui m'est faite, par un grand nombre d'électeurs, que notre canton étant essentiellement agricole doit être représenté par un agriculteur, me font un devoir de poser ma candidature au Conseil général.

L'agriculture et la sucrerie, dont je connais les besoins, trouveront en moi, un défenseur zélé, et mon expérience des affaires administratives me donne l'autorité voulue pour défendre les intérêts de notre canton.

Mes opinions politiques vous sont connues ; dévoué aux institutions républicaines, j'aime et je défendrai ce Gouvernement qui a relevé la France, en faisant respecter les lois, et a su la préserver des aventures et des révolutions.

Depuis longtemps, je suis convaincu que la République est le Gouvernement d'apaisement et de conciliation, ouvert à tous ceux qui lui apportent loyalement leur concours ; le Gouvernement respectueux des droits acquis, des services rendus et toutes les libertés, marchant résolument dans la voie du progrès.

Nous étudierons ensemble, mes chers concitoyens, les améliorations à apporter, et toutes les questions seront examinées par votre mandataire.

Pendant la durée de mon mandat de Conseiller d'arrondissement, je me suis occupé beaucoup des chemins vicinaux. Je reconnais les services rendus par la vicinalité, au pays et à l'agriculture ; aussi, je m'efforcerai de participer à l'amélioration et à l'extension de nos voies de communication.

Mon dévouement ne fera pas défaut à la cause de l'instruction publique, et à nos instituteurs, ces serviteurs modestes et dévoués de la Patrie.

J'habite continuellement notre canton, et vous me trouverez toujours à votre disposition ; ma maison sera accessible à tous, chaque jour et à toute heure, comme elle l'a toujours été. Mon ambition sera de vous être utile, et croyez-le, mes chers concitoyens, toute mon activité sera mise à la défense de vos intérêts.

Je ne vous enverrai pas ma biographie ; vous me connaissez tous, Messieurs les Electeurs, et de longue date ; vous savez que les promesses que je vous fais, je les tiendrai ; aussi j'attends, avec confiance, le résultat du scrutin du 31 juillet, et vous prie de croire à mes sentiments bien dévoués.

Ducharon,

Agriculteur et Fabricant de sucre, Conseiller d'arrondissement, Maire de Pierrefonds, Suppléant de la Justice de Paix, Délégué cantonal ».

À cette catégorie des propriétaires et des industriels, s'ajoute celle de la bourgeoisie capacitaire. Elle est représentée tout au long de notre période par le chirurgien Pierre-Gabriel Sonnier (1805 à 1813), les notaires Pierre Antoine Véron (1839-1848) et Auguste Bleuët (1848 à 1850), les médecins Léon Caboche (1836-1837), Alphonse Connétable (1871-1889) et Isidore Duriez (1912 à 1914). En revanche, les catégories populaires ne sont pas représentées. Un seul artisan en la personne de Nicolas Dollé,

boulangier, a été maire au cours des années 1851 et une partie de l'année 1852. L'homme était membre du conseil municipal depuis 1843 ⁵⁶.

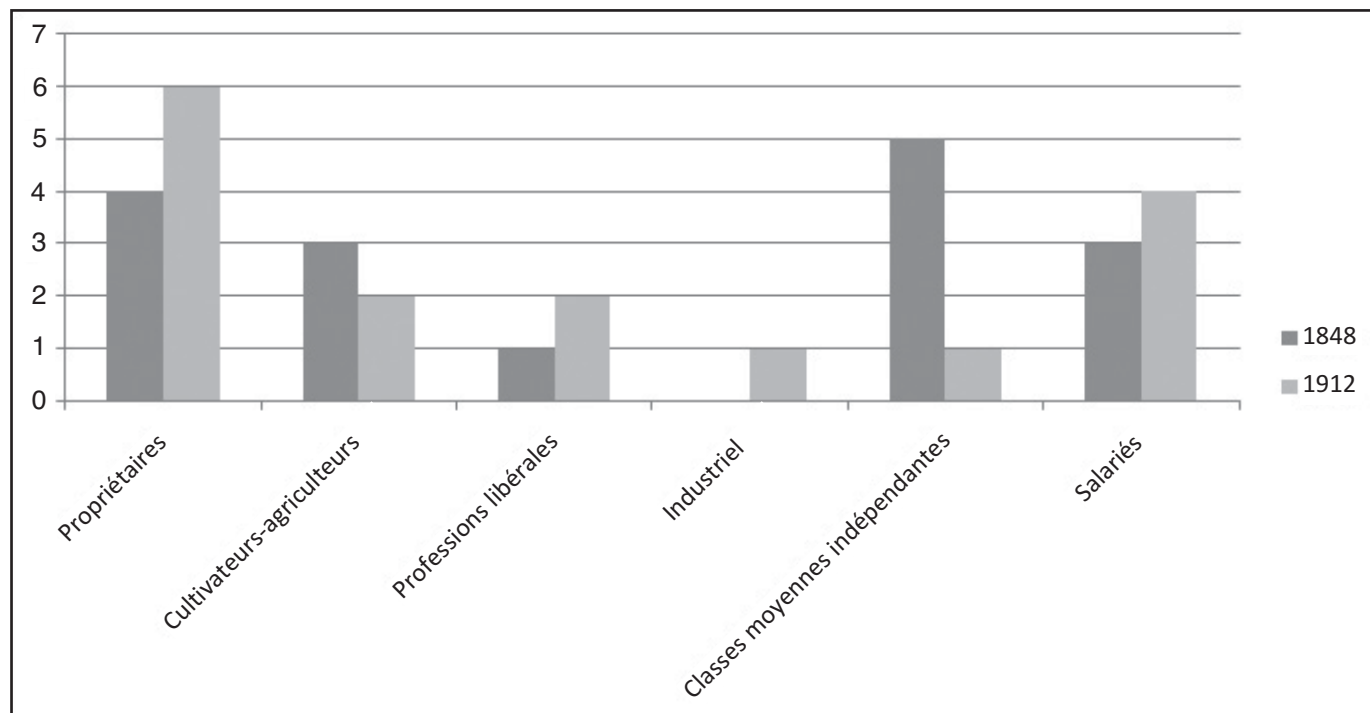
Une représentation des électeurs problématique

Après 1880, « les Français, même s'ils commencent à élire quelques individus d'origine populaire, font plutôt confiance, dans l'ensemble, aux cadres sociaux ou aux possédants par un reste d'habitudes anciennes,

parce que le métier politique suppose des ressources propres, faute de partis politiques modernes, ou encore parce qu'un « cens caché » ⁵⁷ empêche les autres groupes sociaux de présenter des candidats » note Christophe Charle en 1991 ⁵⁸. Il ne saurait en être autrement à Pierrefonds. Alors que les catégories populaires sont fortement majoritaires, les classes aisées, très minoritaires, dominent le bourg de Pierrefonds. L'analyse des élus et des électeurs pétrifontains nous permettent d'aller dans ce sens.

Répartition socio-professionnelle des membres du conseil municipal pétrifontain en 1848 et 1912

Source ADO, Mp 919



Nous avons réparti les conseillers municipaux par catégories socio-professionnelles et ce d'après les tableaux des membres du conseil municipal élus en juillet 1848 et mai 1912⁵⁹. Dans les deux situations, la part des élus salariés est faible, encore que, en 1912, on note la présence de trois manouvriers contre deux ouvriers en 1848. En revanche, celle des possédants, à des degrés divers, représentent plus de 75% des élus.

La part des professions libérales est encore plus faible que celle des salariés. Pourtant, représentant respectivement 1 et 2 % des électeurs en 1848 et 1912, les maires issus des professions libérales dominent le conseil municipal de Pierrefonds. Comme en 1848, l'alliance avec les autres catégories de la bourgeoisie est ici déterminante pour accéder au siège suprême de la commune alors que les effectifs du monde agricole étaient encore importants à la veille de la Gran-

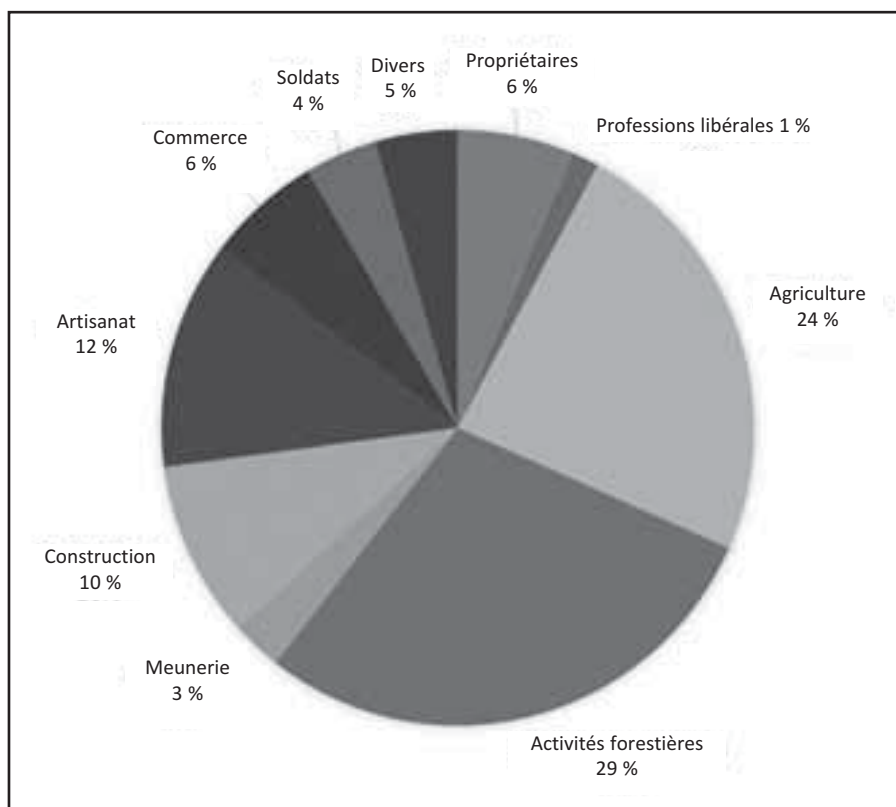
de Guerre. Bien que majoritaire de façon relative (40 % en agglomérant la part des activités forestières et celle des jar-

diniers), le monde agricole n'est plus, à cette date, en capacité d'accéder à la tête de la mairie.



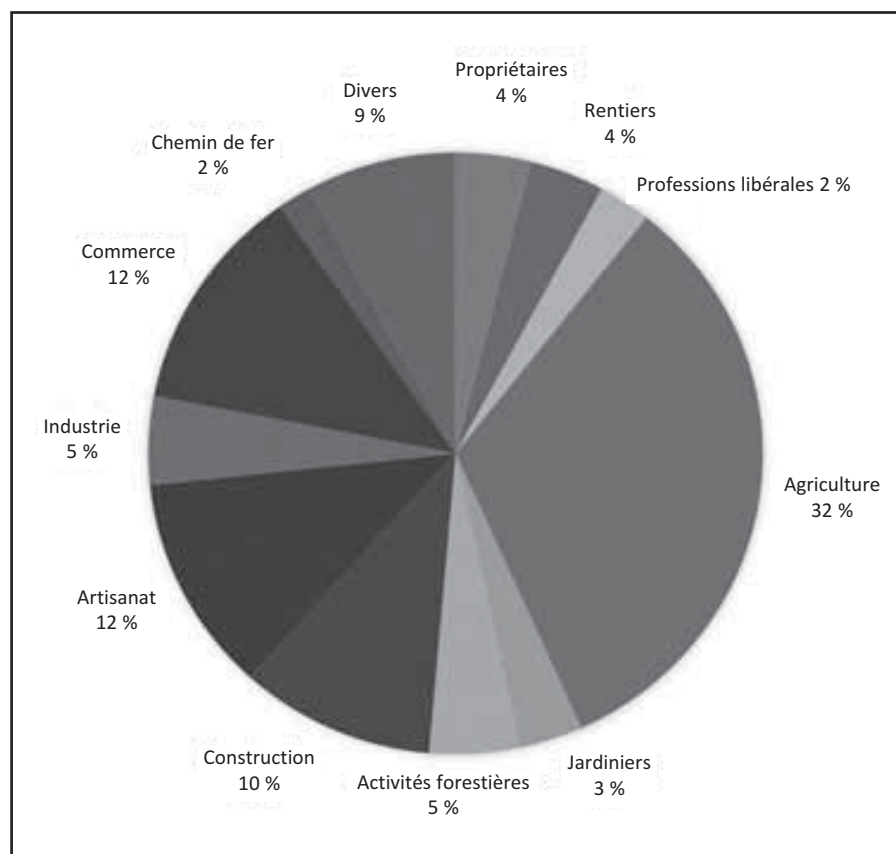
Répartitions des électeurs pétrifontains en 1850

Source : ADO, Mp 919



Répartitions des électeurs pétrifontains en 1912

Source : ADO, Mp 919



À propos des deux graphiques circulaires :

Le nombre d'électeurs pétrifontains en 1850 est inférieur à celui de 1849 (357 contre 433). Cela est une conséquence d'une restriction du droit de vote adoptée par l'Assemblée nationale le 31 mai 1850 : étaient concernées, les catégories populaires domiciliées depuis moins de trois ans dans la commune soit ici un plus de 17 % des électeurs masculins.

Par ailleurs, la part de l'agriculture est plus représentée en 1912 qu'en 1848 (32% contre 24 %), ce qui serait vraiment étonnant par rapport à l'évolution générale du monde agricole. En fait, cela est dû à un nombre plus important de manouvriers (138 contre 55). Or, le nombre de manouvriers (138 / 498 électeurs) doit être pris avec beaucoup de précaution. Il est fort probable que beaucoup d'entre eux s'employaient comme saisonniers lors de la période sucrière (automne-hiver) et lors des coupes forestières.

On notera aussi la faible part, toujours en 1912, des travailleurs des activités forestières (5% contre 29 % en 1848). Cela est un trompe-l'œil. Ce chiffre doit être réestimé à la hausse. En effet, fait étonnant, si l'on s'en tient à la liste des électeurs de 1912, celle-ci ne comporte plus de bûcherons. Or après vérification dans le recensement de 1911, la commune de Pierrefonds comptait près d'une vingtaine de bûcherons.

Enfin, du fait de l'absence des femmes, le nombre de domestiques parmi les électeurs (3) paraît bien faible par rapport à la ville thermale de Pierrefonds. L'étude du recensement de 1911 montrerait certainement la part importante des femmes parmi les employés de maison.

Proposition de bilan

D'abord dominé par les propriétaires et les notables, le bourg de Pierrefonds voit la bourgeoisie s'affirmer tout au long du XIX^e siècle, et ce à la faveur de la mutation sociologique de la commune. La noblesse perd toute influence sur les électeurs après le départ de Charles Antoine Poulletier de Gannes en 1831, laissant le champ libre aux individualités entreprenantes, issues surtout des professions libérales. Le monde agricole, pourtant encore majoritaire de façon relative à la veille de 1914, a perdu son rang au sein du conseil. Enfin, les artisans, les boutiquiers, et les catégories populaires, représentés au sein de l'assemblée municipale, n'accèdent pas à la tête de la mairie et font confiance aux maires après 1870 pour ouvrir la cité sur l'extérieur, gage de prospérité et de stabilité.

Crépy-en-Valois, 28 août 2015

Éric Dancoisne, président de la Société d'Histoire et d'Archéologie du Valois
eric.dancoisne@free.fr

Nb. Nos vifs remerciements aux personnels de la mairie de Pierrefonds et des Archives départementales de l'Oise. Remerciements également à Marc Pilot pour sa lecture attentive et ses compléments généalogiques.

NOTES

¹ Robert LEMAIRE, *Paroisses et communes de France, Oise*, EHESS, 1976, p.609

² Emmanuel FUREIX, François JARRI-

GE, *La modernité désenchantée : relire l'histoire du XIX^e siècle français*, La Découverte, 2015, 391 pages.

³ 23 septembre 1799-22 septembre 1800.

⁴ ADO, Mp 998/1 et 2, désignation des municipalités, an VIII-1869.

⁵ ADO, Mp 217, maires et adjoints de Pierrefonds, an VIII-1931.

⁶ ADO, Mp 1175, maires et adjoints de Pierrefonds, 1831-1935. Nous avons également consulté: Mp 1007, nomination des municipalités, an VIII-1860 ; Mp 26, conseillers municipaux de Pierrefonds, an VIII-1831.

⁷ ADO, Mp 919, conseillers municipaux de Pierrefonds, 1843-1945.

⁸ *Annales Historiques Compiégnoises, Pierrefonds XVIII^e - XX^e siècles*, Société d'Histoire Moderne et Contemporaine de Compiègne, printemps 1992, n°49-50. 64 pages.

⁹ François DIGUES, *Histoire du village de Pierrefonds*, tome 1, Mairie de Pierrefonds, 2007, 264 pages ; tome 2, 2010, 258 pages.

¹⁰ Jacques BERNET, AHC 1992/1, p. 15.

¹¹ D'après la date indiquée sur la façade extérieure de la gare. François Dignes indique que la gare fut ouverte au public le 24 janvier 1884. *Histoire du village de Pierrefonds*, tome 1, p. 128.

¹² Francis MARTINUZZI, « Nathalie MATHIAN, les sources d'un patrimoine », in Francis MARTINUZZI, *De Compiègne à Pierrefonds*, Société historique de Compiègne, 2012, pp.197-221.

¹³ François Dignes reproduit cette liste. *Histoire du village de Pierrefonds*, tome 1, 2007, p.251

¹⁴ Mp 1175.

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ Successivement, il s'agit de Jean-Baptiste Contant, de Georges Hermeries, de Pierre Desclèves et de

Maximilien Dupont.

¹⁷ Il s'agit d'Antoine Véron, ancien maire de la commune de 1839 à 1848.

¹⁸ ADO Mp 1175. Clément-Bayard refuse d'occuper le premier siège du conseil en 1912 en raison de ses nombreuses occupations. C'est Isidore Duriez qui est donc élu au second tour de scrutin.

¹⁹ Nathalie MATHIAN, « les sources d'un patrimoine », *op. cit.* p.200

²⁰ ADO, Mp 1175.

²¹ ADO, État civil de Pierrefonds, année 1914. 3E 491/38.

²² Par exemple, ADO, état civil en ligne de la commune de Pierrefonds, année 1850. L'adjoint Antoine Michel Mancheron assure l'intérim après la démission du maire Auguste Bleuet.

²³ ADO, Mp 1175.

²⁴ ADO, Mp 217.

²⁵ *Idem*.

²⁶ Né le 12 décembre 1774, résidant dans la commune depuis le 11 septembre 1809, le propriétaire et cultivateur Pierre Rémi Emmanuel Demoncey disposait d'un « fortune » estimée à 7000 francs et versait à la commune de Pierrefonds 560 francs de contributions directes. ADO Mp 217.

²⁷ ADO, Mp 1175, extrait du registre de délibérations du conseil municipal de Pierrefonds.

²⁸ ADO, Mp 1007, lettre du sous-préfet de Compiègne au préfet de l'Oise datée du 1 décembre 1830.

²⁹ ADO, état civil en ligne de Pierrefonds.

³⁰ Nada BREITMAN, « Entre pierres et nature », in AHC n° 49-50, printemps 1992, p. 42.

³¹ Nathalie MATHIAN, « Les sources d'un patrimoine », *op. cit.*, pp. 198 et suiv.

- 32 ADO, État civil en ligne.
- 33 ADO, Mp 919. Il est encore élu en octobre 1852, mais il refuse de siéger au sein du conseil. Lettre de démission datée du 19 octobre 1852.
- 34 Nada BREITMAN, *op. cit.*
- 35 François DIGUES, *op. cit.*, tome 1, p.90-93
- 36 ADO, Mp 999/2. Maires et adjoints élus en 1878. Nous apprenons dans la liste des maires de l'Oise, classés par arrondissement, qu'Alphonse Connétable était un « républicain influent ». Son adjoint Julien Ducharon était déclaré « libéral ».
- 37 ADO, 1Lp 247
- 38 AHC, 2006/2. Un numéro entièrement consacré au centenaire de la loi de 1905 relative à la séparation de l'Église et de l'État dans l'Oise. Mon article sur Crépy-en-Valois, p.63.
- 39 Ouvrage collectif, *Pierrefonds pendant la Grande Guerre*, Éditions du patrimoine, 2008, p. 26. Christian CLÉMENT-BAYARD, « Gustave-Adolphe Clément-Bayard », AHC, 1992/1, p.33.
- 40 ADO, Mp 919.
- 41 *Idem.*
- 42 Évelyne GEORGE, *op. cit.*, p.91.
- 43 ADO, Mp 339. Liste des électeurs de l'Oise en 1817. Il versait près de 2000 francs de contributions fiscales au total.
- 44 ADO, Mp 1175.
- 45 ADO, Mp 919.
- 46 ADO, Mp 919.
- 47 Robert LEMAIRE, *op. cit.*
- 48 ADO, Mp 919.
- 49 Claire FREDJ, *La France au XIX^e siècle*, PUF, 2011, p.164
- 50 ADO, Mp 999/2.
- 51 ADO, Mp 661/1. Lire aussi dans AHC, 1998/2, n° 73-74, l'article de J.-P. BESSE, *Les forces politiques dans le canton d'Attichy, 1880-1940*, pp. 41-45.
- 52 ADO, Mp 661/2. Profession de foi du candidat.
- 53 Alain TROGNEUX (dir.), *Dictionnaire des élus de Picardie*, tome 2 : Oise, Encrage, 2007, p.108.
- 54 ADO, Mp 5118, *idem*, 1912-1919
- 55 ADO, Mp 661/2, affiches et professions de foi des élections cantonales de 1892. Ici une coupure de presse.
- 56 ADO, Mp 919.
- 57 Citant Daniel Gaxie.
- 58 Christophe CHARLE, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Points Seuil Histoire, 1991, pp.257-258
- 59 ADO, Mp 919.



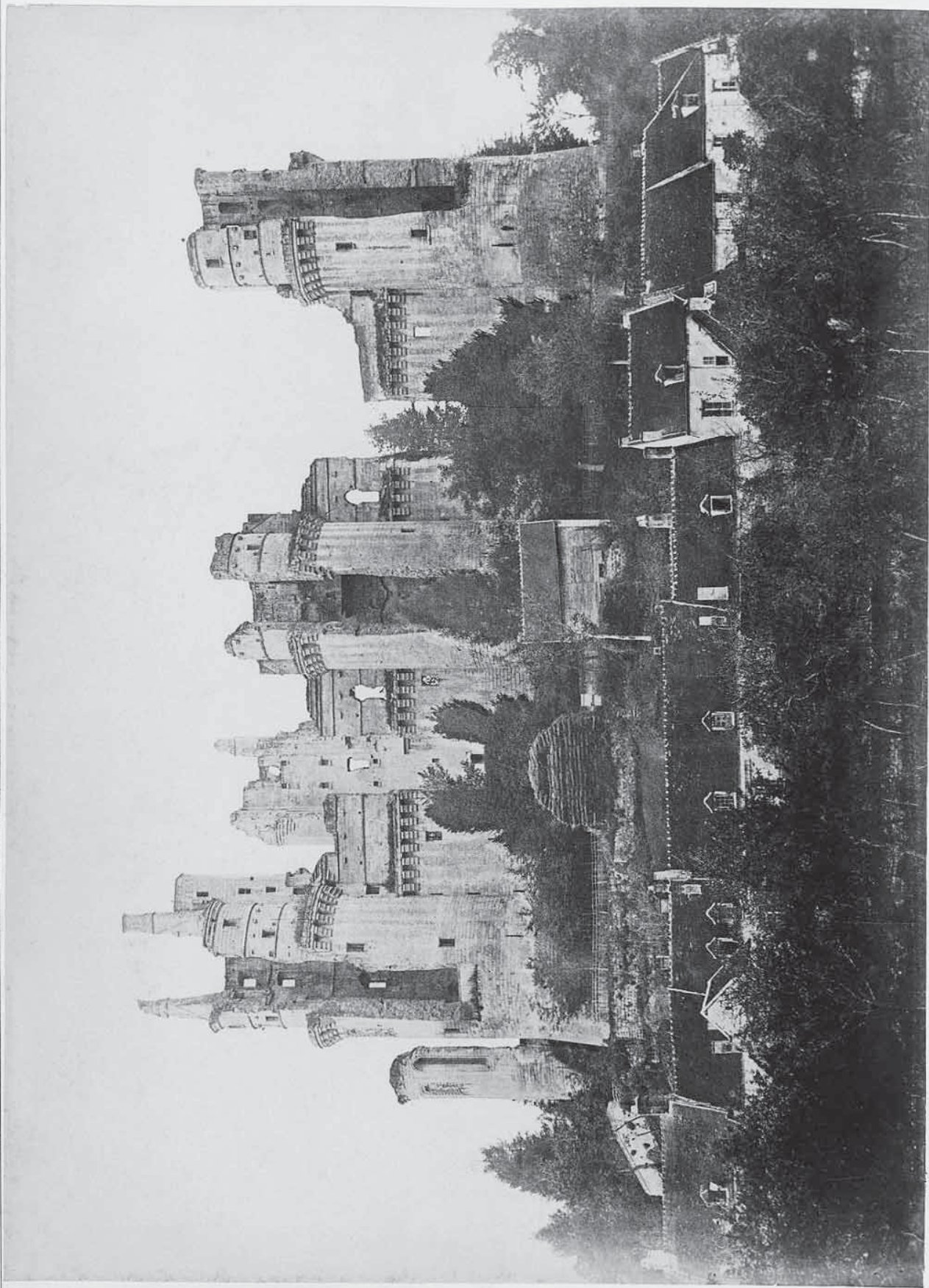
Course d'ânes organisée à l'occasion de la fête du 14 juillet 1890
Une partie du conseil municipal doit se tenir sur les marches de la mairie
 (Collection Marc Pilot)

Les maires de Pierrefonds de 1800 à 1914

Nom Prénom	Date et lieu de naissance	Date et lieu de décès	Résidence à Pierrefonds	Profession ou situation	Éléments relatifs au niveau de vie, revenus, cens, etc.	Âge au début du mayorat	Dates extrêmes du mayorat	Forme de désignation	Divers
Desmoulin Dominique	25 février 1736 Montfontaine Aisne	26 décembre 1804 Pierrefonds	Oui	Propriétaire		64 ans en 1800	1800-1804	Nommé maire le 1 ^{er} floréal an VIII (21 avril 1800)	Cm : Conseiller municipal Agent municipal de Pierrefonds sous le Directoire ADO, 1Lp 247
Sonnier Pierre Gabriel	27 juin 1751 Pierrefonds	10 février 1823 Pierrefonds	Oui	Chirurgien	542,86 au total en 1817	53 ans en 1805	1805-1813	Nommé puis installé le 20 nivôse an XIII (10 janvier 1805) après le décès de Dominique Desmoulin	Président de l'administration munici- pale de Pierrefonds ADO, 1Lp 238
Poullietier de Gannes Charles Antoine	1 ^{er} décembre 1780 Compiègne	20 janvier 1852 Paris	Partielle	Propriétaire	Total des contributions en 1843 : 699, 09. 2 ^e contributeur de la com- mune derrière Dechazelle, propriétaire parisien 1257, 63	32 ans en 1813	1813-1831	Nommé le 4 février 1813. Installé le 12 février 1813	Adjoint de Sonnier. Démissionne de son mandat de maire en septembre 1825 en 1831.
Ledoux Antoine	16 août 1777 Pierrefonds	14 avril 1858 Pierrefonds	Oui	Meunier	Fortune évaluée à 1000 francs en 1827, 215 francs en 1831 dans la commune Fortune évaluée à 2000 francs en 1831. 5 ^e contribu- teur de la commune en 1839 Total des contributions en 1843 : 325,74	54 ans en 1831	1831-1836	Nommé par Poullietier de Gannes commandant de la garde nationale urbaine de Pierrefonds le 5 juin 1814. Conseiller municipal le 2 janvier 1825 Adjoint en 1827 Ledoux est arrivé en tête des élec- tions municipales de septembre 1831.	
Caboche Léon	11 avril 1808 Frétoy-le-Château	nc	Oui	Officier de santé Médecin	107 francs en 1839 Total des contributions en 1843 : 34,63	28 ans en 1836	1836-1837	Nommé maire le 5 juillet 1836	Élu cm en juin 1836 Pas réélu cm en 1837 Déporté en Algérie en 1852 suite au coup d'Etat du 2 décembre 1851. A.N.
Ferté Louis Éléonore Désiré	18 septembre 1800 Pierrefonds	9 octobre 1877 Paris	Oui	Marchand de bois	Total des contributions en 1843 : 166,70	37 ans en 1837	Juillet 1837	Nommé maire le 12 juillet 1837.	N'a exercé ses fonctions que pendant 8 jours en juillet 1837. ADO, Mp 1175
Dumont Jean Théodore	2 avril 1786 Morienvall	4 juillet 1838 Paris	Oui	Cultivateur Propriétaire	2 ^e plus gros contribuable en 1839 : 365 francs Total des contributions en 1843 : 215, 46	51 ans en 1837	1837-1838	Nommé maire le 25 juillet 1837.	cm en septembre 1831. Le conseiller municipal Sulpice Briffaut assure la présidence du conseil en 1839. Une note indique que pendant un an et demi, la commune est sans maire et sans adjoint. ADO, Mp 1175
Ledoux Antoine Michel <i>cf supra</i>							Mars- Novembre 1839	Nommé maire le 23 mars 1839	Adjoint Sulpice Briffaut, tonnelier. Mais l'administration de la commune est une nouvelle fois défallante (démissions et décès). Pierre Antoine Véron est nommé maire en novembre 1839.
Véron Pierre Antoine	17 janvier 1796 Pierrefonds	14 avril 1862 Pierrefonds	Oui	Notaire Propriétaire	90 francs en 1839 Total des contributions en 1843 : 148,47	43 ans en 1839	1839-1848	Nommé maire le 4 décembre 1839	Lieutenant de la Garde nationale de Pierrefonds Nommé cm le 1 ^{er} février 1829, élu cm en 1834.
Bleuet Auguste	3 janvier 1806 Rémigny Aisne	31 octobre 1889 Pierrefonds	Oui	Notaire	Total des contributions en 1843 : 36,43	42 ans en 1848	1848-1850	Élu	Élu cm en 1843. Devient maire le 8 avril 1848, sans vote. Entente entre les cm présents. Élu maire le 8 sep- tembre 1848. Démissionnaire en 1850

Trutet Louis Romain	17 décembre 1816 Pierrefonds	30 juillet 1850 Pierrefonds	Oui	Propriétaire		33 ans en 1850	Avril-Juillet 1850	Élu maire le 14 avril 1850.	N'était pas électeur censitaire dans la commune en 1843. Après son décès (07/1850), Véron élu maire mais refuse la fonction le 10 novembre 1850. Le premier conseiller municipal assure l'intérim
Dollé Jean Nicolas de Dieu	30 mars 1796 Noroy (Aisne)	23 mai 1862 Pierrefonds	Oui	Boulangier	Total des contributions en 1843 : 57,64	55 ans en 1851	1851-1852	Élu maire le 28 septembre 1851	Conseiller municipal en 1843-1848-1852-1855
Sivé Aristide Jean-Baptiste	9 juin 1796 Pierrefonds	8 février 1877 Pierrefonds	Oui	Maître d'hôtel Propriétaire	Total des contributions en 1843 : 144,50 2000 francs de revenus environ en 1858 (ADO, Mp 1175)	56 ans en 1852	1852-1858	Nommé maire le 23 juillet 1852.	Marié le 20 décembre 1820 à Pierrefonds Adjoint 12 décembre 1839 Conseiller municipal en 1834. 1848-1850-1852-1855
Cottenet Auguste	9 février 1822 Paris	25 février 1901 Pierrefonds	Oui	Propriétaire		36 ans en 1858	1858-1871	Nommé maire le 7 septembre 1858	Conseiller municipal depuis 1855. Ne se représentait pas en 1871 mais avait été élu tout de même. A refusé son élection. Résidait place du Beaudon
Comnétable Alphonse	29 février 1828 Pierrefonds	25 janvier 1889 Pierrefonds	Oui	Médecin	9000 francs de revenus en 1874 (ADO, Mp 1175)	43 ans en 1871	1871-1889	Élu maire le 14 mai 1871	Conseiller municipal depuis 1855 Élu de 1871 à 1874, puis nommé jusqu'en 1876 puis réélu. Déclaré « Républicain influent » en 1878, ADO Mp 999/2.
Ducharon Louis	25 août 1833 Noyon	3 août 1914 Pierrefonds	Oui	Cultivateur (1874) Industriel Fabricant de sucre (1864)	4000 francs de revenus estimés en 1874. ADO, Mp 999/2	56 ans en 1889	1889-1902	Élu maire le 14 avril 1889	Conseiller municipal depuis 1870. Adjoint entre 1871 et 1884. Conseiller général du canton d'Attichy de 1892 à 1904. Démissionne de ses mandats de maire et de conseiller municipal en octobre 1902.
Michel Alfred	14 août 1842 Pierrefonds	1926 Sépulture à Pierrefonds	Oui	Propriétaire Rentier Clerc de notaire		60 ans en 1902	1902-1912	Élu maire le 7 décembre 1902	Adjoint depuis entre 1896 et 1902 Élu en 1892-1896-1900 En 1908, déclaré « Républicain de gauche ». ADO, Mp 5117 Idem en 1912, ADO, Mp 5119
Duriez Isidore	17 juin 1863 Pont-L'Évêque (Oise)	10 mars 1915 Pierrefonds	Oui	Médecin		49 ans en 1912	1912-1914	Élu maire le 19 mai 1912	Élu cm en 1896- 1900-1904. Adjoint entre 1902 et 1912. Il démissionne de ses fonctions de maire pour des raisons de santé le 11 mai 1914. ADO Mp 1175. En 1908, déclaré « douteux ». ADO, Mp 5117. En 1912, « Républicain de gauche » Mp 5119
Clément-Bayard Gustave Adolphe	22 septembre 1855 Pierrefonds	10 mai 1928 Paris	Partielle	Industriel		58 ans en 1914	1914-1919	Élu maire le 14 juin 1914	Élu conseiller municipal en 1908-1912. Réélu cm en 1919 et 1925. Alors qu'il avait été réélu en 1925, il démissionne le 18 mai 1925. En 1908, déclaré « Républicain de gauche ». Idem 1912. ADO, Mp 5117-5119.

VUE PRISE DE L'ARRIVÉE DE COMPIÈGNE, RUINES



Petite histoire de la restauration du château de Pierrefonds *d'après le journal inédit de Lucjan Wyganowski*

Laurent KOKANOSKY

« Le château de Pierrefonds est son œuvre (...) Tant que le château de Pierrefonds existera, le nom de Mr Viollet-le-Duc sera attaché à ses murs, comme le plus bel œuvre de sa vie laborieuse et pleine de gloire ».

Lucjan Wyganowski
Journal des Travaux

Les Archives Départementales de l'Oise conservent trois fonds provenant du château de Pierrefonds¹. Parmi les très nombreux documents relatifs à la reconstruction du château, décidée en 1857 par l'empereur Napoléon III, figure le journal des travaux² tenu par Lucjan Wyganowski, qui en supervisa la restauration quotidiennement, pendant 27 ans, comme inspecteur des travaux, sous les ordres des architectes Eugène Viollet-le-Duc (de 1858 à 1879), Maurice Ouradou (de 1879 à 1884) et enfin Juste Lisch (1884 et 1885). Si ce journal, formé de quatre tomes totalisant 606 pages et couvrant la période du 15 jan-

vier 1858 au 31 décembre 1885, est crucial pour l'analyse architecturale de la restauration, il fourmille également de mentions relatives à la vie quotidienne du chantier³. C'est à cette petite histoire de la restauration du château ainsi qu'à la personne de Lucjan Wyganowski que va s'intéresser cet article.

Un château demantelé

L'actuel château de Pierrefonds a été construit à partir de 1396 par Louis, duc d'Orléans et de Valois⁴, sur l'emplacement ou à proximité de l'emplacement d'un premier château datant des puissants seigneurs de Pierrefonds (XI^e et XII^e siècles). Place stratégique, notamment pendant les guerres de religion qui embrasèrent la région à la fin du XVI^e siècle, le château fit l'objet d'un dernier siège par les armées du roi en 1616, alors qu'il était tenu par le marquis de Cœuvres, qui s'opposait au roi. Le château est démantelé l'année suivante.

Le démantèlement du château, puis le rattachement de la prévôté au siège présidial de Crépy-en-Valois en 1638 et la création du bailliage de Villers-Cotterêts en 1703, avaient conduit Pierrefonds, chef-lieu d'une des cinq châtellenies du Valois, à un lent déclin au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. C'est à cette époque que la petite communauté des gens de justice disparaît, ainsi que celle des petits seigneurs locaux, maintenant que les fiefs appartiennent à des notables qui ne résident pas en permanence à Pierrefonds. Dans les premières pages de son *Histoire du Duché de Valois*, publiée en 1764, Carlier témoigne de ce déclin : « la châtellenie de Pierrefonds diffère des autres, en ce que son chef-lieu n'est plus, pour ainsi dire, qu'un désert ». Alexandre Dumas ne dit pas autre chose, lorsqu'il écrit en 1857⁵ : « Pierrefonds (...), il y a trente ans, était encore une solitude dans le genre de celle des Pampas ou des montagnes rocheuses ». Un village « triste, pauvre, presque abandonné, avec des masures en chaume », ajoute un



Aquarelle de Pierrefonds vers 1840 (Anonyme)

guide touristique de la même époque⁶. Ce n'est effectivement que dans la première moitié du XIX^e siècle qu'un changement s'opéra, auquel un attrait nouveau pour les ruines du château n'est pas étranger. Cet attrait s'exerce notamment auprès d'artistes peintres : Jacques Auguste Régnier, représentant d'un style troubadour, présente au Salon de 1817 une représentation des ruines, qui inspire également quelques années plus tard Camille Corot⁷. En 1825, la duchesse d'Angoulême fait placer des harpes éoliennes au milieu des ruines. En 1832, Louis-Philippe utilise les ruines comme décor lors d'une réception consécutive au mariage de sa fille Louise avec Léopold I^{er}, roi des Belges.

Ce renouveau fut accéléré par la transformation du village en station thermale suite à la découverte d'eaux sulfureuses et ferrugineuses par le peintre paysagiste Louis-Joseph Deffubé en 1845, puis par les travaux de restauration du château, ce que Dumas résume ainsi : « Peu à peu la lumière et la vie péné-

trèrent à Pierrefonds. Pierrefonds était un village, il devint un bourg. Ce village avait un étang, cet étang devint un lac ».

L'époque des ruines et les débuts du tourisme

Les ruines de Pierrefonds avaient été vendues à la Révolution comme bien national à un marchand de Crépy-en-Valois, Longuet. Elles passèrent ensuite de main en main pendant deux décennies, en particulier dans celles de l'homme d'affaires parisien Maximilien Radix de Sainte Foix. Spéculateur sur les biens nationaux, il possédait également dans la région les ruines de Béhéricourt, le domaine de l'abbaye du Mont-Saint-Martin, ou encore les ruines de l'abbaye d'Ourscamp. À sa mort, son notaire parisien, du nom de Gillet, parvint à racheter les ruines dans un souci de conservation⁸ et dans l'espoir de les revendre à l'État. La vente fut conclue en février 1813, Napoléon I^{er} y était venu quelques années plus tôt⁹.

C'est justement à cette époque, entre 1810 et 1812, que Dumas découvrit Pierrefonds : on accédait au village en venant de Villers-Cotterêts « par un chemin à peu près impraticable [et] il fallait monter aux ruines par un sentier à peu près impossible [car] à cette époque, il n'y avait pas d'escalier pratique au sommet des tours, pas de harpe éolienne vibrant au son des donjons ». Bref, conclut-il, « c'était quelque chose de rude, comme le spectre du Moyen-Age ».

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la route de Villers-Cotterêts fut pavée, et la route de Compiègne fut recouverte de macadam. Au final Pierrefonds « est donc aujourd'hui une colonie d'artistes, de voyageurs, de touristes et de malades ». Des artistes de plus en plus nombreux viennent en effet à Pierrefonds pour peindre les ruines : outre Louis-Joseph Deffubé et Corot, Dumas mentionne ses amis : Jacques Auguste Régnier, Louis Godefroy Jadin, Alexandre Gabriel Decamps et Camille Flers. Parmi les autres peintres paysagistes dont on connaît des représentations du château en ruine figurent Jean-Jacques Champin, Jean-Baptiste Langlace, Eugène Isabey, Auguste Xavier Leprince, Jean-Pierre Baraquin...

Au milieu du XIX^e siècle, lorsque Pierrefonds prit son essor, le village n'était pas desservi par le train : la gare, située sur la ligne entre Compiègne et Villers-Cotterêts n'ouvrit qu'en 1884. À partir de Compiègne, accessible depuis Paris par les chemins de fer du Nord, c'est donc en voiture qu'il fallait se rendre à Pierrefonds. Les guides touristiques de l'époque¹⁰ mentionnent deux trajets aller-retour par jour pendant la belle saison, au tarif de 2 F. la place, depuis « l'embarcadère du chemin de fer » (départ 11H30, retour à 15H00) et le

Café des Messageries, situé sur la place de l'hôtel de Ville (départ 14H30, retour à 19H00). La voiture quotidienne entre Compiègne et Villers-Cotterêts passe également par Pierrefonds tous les matins à 09H00. Les voyageurs souhaitant y passer la nuit avaient le choix entre de petites maisons meublées et plusieurs hôtels. À commencer par l'hôtel des Ruines, plus ancien établissement de Pierrefonds, et le seul à exister avant la transformation du village en station thermale. Il était tenu dans la seconde moitié du XIX^e siècle par Louise Terju et son mari Gabriel Connétable, qui était à l'époque le « gardien des ruines du château », tout comme l'avait été son beau-père Jean-Pierre Terju, dont le propre beau-père, le « maître de pension » Nicolas Athénas, n'était autre que le locataire des ruines

du château avant qu'elles ne soient vendues comme bien national à la Révolution. Il y avait trois autres hôtels à Pierrefonds ouverts avant les débuts de travaux de restauration du château : l'hôtel des Bains, l'hôtel des Étrangers (situé au Baudon) et le Grand Hôtel de Pierrefonds ¹¹.

La vie sur le chantier

Lorsque le chantier de restauration du château est décidé par Napoléon III en 1857 (il n'est alors question que de restaurer la tour Nord-Est et la tour Carrée), Viollet-le-Duc embauche au poste d'inspecteur des travaux Lucjan Wyganowski, qui avait auparavant travaillé à Paris avec l'architecte Jean-Baptiste Lassus jusqu'à la mort de ce dernier, en juillet 1857. Sur le chantier, Wyganow-

ski est chargé de coordonner les travaux de l'ensemble des corps de métiers (maçonnerie, charpente, serrurerie, menuiserie, couverture/plomberie, peinture/vitrierie, fumisterie, sculpture) et de rendre compte à Viollet-le-Duc, qui se déplace à Pierrefonds plusieurs fois par mois, en fonction de l'avancement des travaux. Les entrepreneurs intervenant sur le chantier sont des entrepreneurs parisiens, excepté les travaux de charpente, confiés au Pétrifontain Demazures. En revanche les ouvriers sont recrutés en très grande majorité dans la population locale, comme le montrent deux listes d'ouvriers consignées dans les carnets de Wyganowski.

Les ouvriers travaillent tous les jours, sauf le dimanche et les jours de grande fête, c'est-à-dire le jour de l'Ascension



Le château en reconstruction : on distingue des échafaudages. Presqu'au centre, la maison avec une tourelle était celle de Wyganowski (Photo Dupré, Compiègne)

(qui est aussi la fête des maçons et des tailleurs de pierre), la Toussaint, Noël et le 1^{er} janvier. Les deux fêtes patronales de Pierrefonds (le 17 janvier, jour de la Saint-Sulpice, et l'autre à une date variable de la mi-septembre) sont également chômées. Cette fête patronale de la mi-septembre se prolonge d'ailleurs généralement plusieurs jours et les ouvriers ne reviennent qu'après deux, trois voire quatre jours ! Pendant le règne de Napoléon III, le 15 août est chômé car c'est la fête de l'Empereur : un drapeau tricolore est alors hissé au sommet de la tour ronde et un *Te Deum* est chanté à l'église, en présence des ouvriers.

La durée journalière de travail est ordinairement de 10 heures pendant l'été, de 6H30 du matin à 17H30 le soir, avec une pause entre 11H et midi. En hiver, la journée est réduite à 8 heures de travail, entre 07H30 et 16H30. Exceptionnellement une trop forte pluie, le vent ou la tempête empêche le travail. Dans de très rares cas, certains ouvriers travaillent le dimanche, pour avancer le chantier. Si certains ouvriers ne se présentent pas sur le chantier c'est parce que tel ou tel entrepreneur a d'autres contrats à honorer, ou que certains travaux agricoles urgents nécessitent une main d'œuvre temporaire¹². Plus prosaïquement, il arrive que certains ouvriers « restent dans les cabarets », une fois touchée leur paie en début de mois. La présence de l'Empereur à Compiègne est aussi une source de distraction potentielle : ainsi ce jour de 1859 où « les couvreurs n'ont pas travaillé parce qu'ils sont allés dans la forêt assister à la chasse de l'Empereur », ce que Wyganowski trouve évidemment « très fâcheux » !

À plusieurs reprises il arrive que le travail soit arrêté sur le

Date	Ouvrier
23 octobre 1859	Antoine Melaye, manouvrier, 40 ans
20 août 1861	Anselme Eugène Coster, aide couvreur, 20 ans
12 juillet 1864	Albert Longuet, maçon, 18 ans
25 juillet 1864	Louis Hochard, manœuvre, 15 ans
9 juin 1865	Nicolas Cu villier, bardeur

Tableau 1 – accidents mortels sur le chantier du château de Pierrefonds (1858 – 1885)

chantier, car les ouvriers doivent se rendre aux funérailles d'un des leurs, victime d'un accident. Le journal de Wyganowski consigne 17 accidents durant les 27 années de chantier, dont 5 sont mortels. Les 5 victimes sont natives de Pierrefonds, ce qui tend à confirmer l'hypothèse d'un recrutement massif de dizaines d'ouvriers dans la population locale. Parfois le drame est évité de justesse : en décembre 1858 le charpentier Briollet fait une chute de 17 mètres mais tombe sur un tas de plâtre en poudre et n'est que « seulement étourdi » (sic). Son collègue Ernest Harlaut (le futur gardien du château) parvient de justesse à se raccrocher à une charpente : il est indemne. En juin 1865, Pierre Desange, bardeur de 16 ans, tombe du haut de la tour Alexandre, qui culmine quand même à 20 mètres de haut. On se frotte à nouveau les yeux lorsqu'on lit la fin de l'histoire, sous la plume de Wyganowski : « il n'est pas blessé ».

Le château : lieu public ou résidence impériale ?

Les habitants de Pierrefonds et des environs avaient pris l'habitude, depuis toujours, d'avoir libre accès aux ruines du château et en avaient fait un lieu de promenade¹³. Le début des travaux ne change rien à cette situation : le gardien des ruines et du chantier, Connétable, laisse les visiteurs accéder au site, et notamment au petit musée dans lequel sont entreposés les objets anciens (assiettes, monnaies, pots en

étain...) trouvés sur le chantier. Mais Wyganowski se rend vite compte que la cohabitation entre promeneurs et ouvriers est problématique. Au printemps 1859 il consigne que le public, « envahit journellement le chantier », « gêne les ouvriers » et occasionne des dégâts de manière répétée, notamment dans les plantations et les pelouses du parc. Il s'agit des « ouvriers des petites villes des environs », qui « ont l'habitude de venir s'amuser à Pierrefonds », et qui « une fois à moitié ivres » escaladent la clôture du parc. Ouvriers ou parfois notables d'ailleurs, puisque Wyganowski, qui, excédé, a décidé de faire lui-même la police surprend le substitut du procureur de Soissons en train de piétiner une pelouse, accompagné du sous-préfet de Soissons !

Des instructions sont données au gardien pour veiller à ce que les visiteurs ne fassent pas de dégâts dans les constructions et dans le parc, « comme cela se pratiquait jusqu'à présent » et la porte située près du village est fermée. Il est ensuite décidé que seuls les visiteurs accompagnés par le gardien des ruines pourraient rentrer sur le site. On peut imaginer que cela ne fut pas du goût des habitants : le maire se déplace chez Wyganowski pour prendre le parti des habitants de sa commune et des environs, qui réclament que le parc reste une promenade publique. Face au refus de Wyganowski, qui se retranche derrière les ordres donnés par Viollet-le-Duc, le maire menace de faire intervenir le minis-

tre d'État. Mais Viollet-le-Duc reste inflexible, et confirme que les portes du château doivent toujours être fermées.

En mars 1861 la situation a changé, une restauration complète est envisagée, et le château a vocation à devenir, « par la nature même des travaux qui s'y exécutent, une résidence impériale », et non « un lieu livré au public », selon les propres mots de Viollet-le-Duc. Un gardien militaire, Böhl, est nommé, s'installe au château et reçoit des instructions très claires de l'architecte : « considérez donc (...) le château et ses dépendances comme un domaine de la couronne et nullement comme un lieu de promenade dont la jouissance est laissée au public ».

Ces instructions furent loin d'être prises à la lettre par le surveillant militaire : rapidement les plaintes s'accumulent et on lui reproche son laxisme. Cela était sans doute justifié, car il semble que les visiteurs pouvaient se déplacer à leur guise sur le site, comme en témoigne cet accident survenu le 2 septembre 1862, relaté par Wyganowski : « trois bourgeois visitant le château se sont introduits dans l'étage souterrain de la tour Hector occupée par le gardien et là ils ont voulu descendre dans le caveau appelé vulgairement oubliette, mais l'échelle de perroquet n'étant assez forte pour porter 2 ou 3 hommes très forts qui se sont mis sur elle à la fois, l'échelle s'est cassée et ils étaient précipités au fond du caveau (...). Un de ces hommes a été blessé à la jambe, un autre au pied assez grièvement ». Dans un guide touristique de 1864, il est effectivement mentionné que « le gardien des travaux autorise les visiteurs à monter dans la tour du nord-est, et recommande avec raison de prendre garde aux interstices vides des mâ-

chicoulis ». Les parois de l'escalier à vis, de la base au sommet, sont couvertes de noms de visiteurs et d'inscriptions, quelques-unes de fort mauvais goût, d'autres naïvement comiques.

Le surveillant militaire Böhl finira par être révoqué quelques années plus tard, pendant la guerre de 1870-1871. Ayant vite compris le profit qu'il pouvait tirer de sa position et de l'afflux de visiteurs, il avait établi sans aucune autorisation une boutique de photographies. Accusé de « rançonner les visiteurs » avec les ventes de photographies, en plus d'être « ivrogne, querelleur et faisant de dettes », son éviction est mouvementée car il reste sourd aux demandes répétées de fermeture de la boutique. Même révoqué il refuse d'obtempérer et maintient sa boutique ouverte. Il faudra l'intervention du sous-régisseur du Palais de Compiègne, pour qu'enfin il accepte de quitter le château sur le champ, emportant avec lui les clés de la tour Godefroy, qu'il occupait.

Les premières visites « officielles » du château de Pierrefonds en cours de restauration sont celles du musée des armes, organisées à partir du dimanche 2 juin 1867. Ces visites, organisées chaque dimanche et chaque jeudi entre midi et 16H00, de début juin à fin septembre, attirent à chaque fois plusieurs centaines de personnes, que le gardien militaire Poncin, nommé quelques jours auparavant, conduit à l'intérieur du musée par groupes de 20.

Si la visite inaugurale remporte un certain succès, avec 300 personnes, la capacité maximale de visiteurs, estimée initialement à 500 personnes, est immédiatement dépassée : dès le second dimanche ce sont plus de 900 personnes qui se présentent ! Wyganowski reproduit dans son journal le règlement rédigé par Viollet-le-Duc à cet effet, qui vise notamment à assurer une bonne cohabitation entre les visiteurs et les ouvriers du chantier. Le règlement est strict : les sabots ne sont pas autorisés et il est interdit de chanter pendant la visite !



Vue de l'avancement des travaux, les murs présentent encore de larges brèches (Photo Dupré, Compiègne)

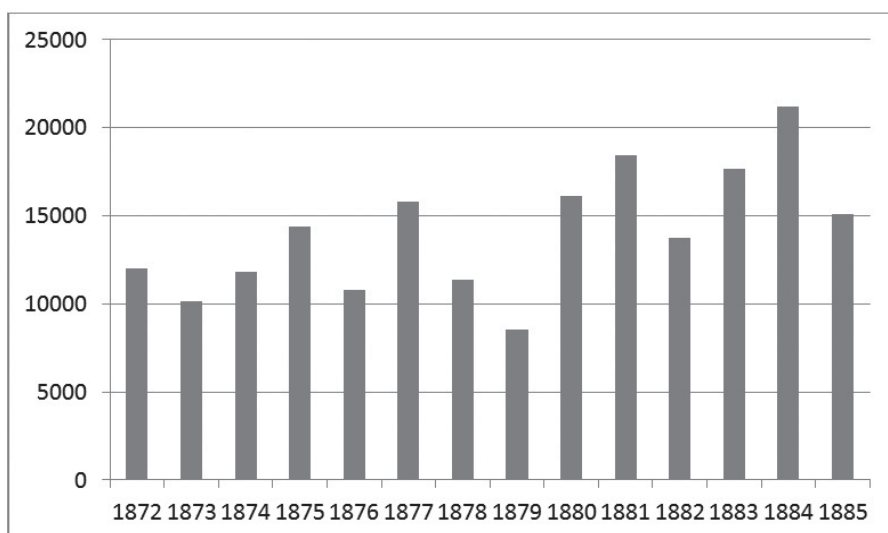


Figure 1 - Nombre annuel de visiteurs du château de Pierrefonds

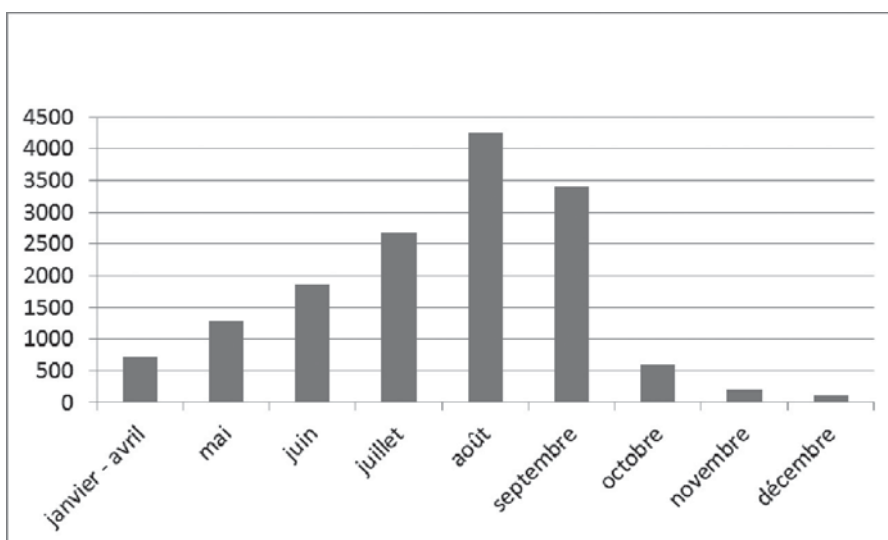


Figure 2 – Répartition annuelle du nombre de visiteurs du château de Pierrefonds (1885)

Les chantiers « parallèles » de Champlieu et de Saint-Pierre-en-Chastres

Avant d'être à partir de 1862 un projet de « résidence impériale », le projet initial de restauration du château de Pierrefonds en 1858 prévoyait de rénover deux tours et le donjon. Mais après un an de chantier surviennent les premiers problèmes budgétaires. Le 14 avril 1859, la quasi-totalité des ouvriers terrassiers est renvoyée car les travaux sont trop avancés en regard du crédit alloué pour l'année 1859. Le nombre des autres

ouvriers est réduit à 25, et ils seront finalement également renvoyés quinze jours plus tard, suite à un courrier de Viollet-le-Duc à Wyganowski l'informant que le budget de l'année 1859 a déjà été presque entièrement consommé. Les travaux sont donc interrompus et quelques ouvriers restent, afin de démonter les échafaudages. Une liste des travaux urgents, nonobstant l'arrêt du chantier, est dressée par le contrôleur en chef des bâtiments de la Couronne et Viollet-le-Duc.

L'arrêt du chantier à Pierrefonds est l'occasion pour Viollet-le-Duc de lancer des travaux

sur le site archéologique de Champlieu, dont les fouilles lui avaient été confiées un an plus tôt. Après la découverte en mars 1850 de sculptures de l'époque romaine et provenant d'un temple, le site avait fait l'objet de premières fouilles, notamment à l'initiative d'Edmond Caillette de l'Hervilliers. Elles permirent de commencer à mettre à découvert un théâtre vis-à-vis du temple, dont la datation (mérovingienne ou romaine) fut l'objet d'une polémique. Le site, classé monument historique est visité par Napoléon III en octobre 1857¹⁴ et la poursuite des fouilles est confiée à Viollet-le-Duc. Wyganowski est chargé de diriger les opérations de déblayage à Champlieu : il note à la date du 6 mai 1859 que 6 terrassiers affectés au chantier de Pierrefonds ont été employés à Champlieu. Ce furent à certaines périodes une trentaine d'ouvriers qui travaillèrent sur le chantier de Champlieu. Les travaux se terminent le 9 décembre 1859, juste après que Wyganowski eut remis à Napoléon III des médailles provenant des fouilles.

Déjà à partir du 23 octobre 1859 il avait fallu préparer la visite de l'Empereur, qui a pris pour habitude de passer le mois de novembre au château de Compiègne. Sa visite est une occasion pour Viollet-le-Duc de le convaincre de la nécessité de poursuivre le chantier et d'obtenir les budgets nécessaires. Napoléon III et Viollet-le-Duc s'entretiennent longuement sur le chantier et Wyganowski consigne leur « longue conférence ». Le pari semble gagnant puisque Wyganowski rentre à Paris à la mi-décembre pour préparer un « projet complet de restauration du grand logis, de la façade principale sur le parc et de la façade sur la route de Compiègne », destiné à être

présenté au Ministre d'État et de la Maison de l'Empereur. Mais les choses traînent et le 2 mars 1860 Viollet-le-Duc informe Wyganowski que les travaux de Pierrefonds sont définitivement suspendus. Ce dernier rentre à Paris quelques jours plus tard mais Viollet-le-Duc lui demande de repartir à Pierrefonds, car le château est en cours de classement comme monument historique et les travaux vont être poursuivis ! Une trentaine d'ouvriers sont ré-embauchés car « l'Empereur désire que la restauration du château de Pierrefonds soit poussée activement cette année (...) ». On peut imaginer que d'année en année les visites de Napoléon III lors de ses séjours à Compiègne permirent à Viollet-le-Duc d'obtenir les budgets nécessaires à la continuation des travaux comme le montre cette entrée : l'empereur est très satisfait des travaux, le budget pour l'année suivante est assuré.



Eugène Viollet-le-Duc
Portrait par Marville, 1860

L'autre chantier, mené cette fois-ci en parallèle avec Pierrefonds, est celui de Saint-Pierre-en-Chastres, auquel Napoléon III s'intéressait depuis 1859, ce lieu étant supposé un « camp de César », témoin du passage de César

pendant la « guerre des Gaules ». En octobre 1861, Viollet-le-Duc conduit Wyganowski à Saint-Pierre-en-Chastres. Des travaux débutent immédiatement et se poursuivront en 1862.

Globalement Viollet-le-Duc considère Wyganowski comme son assistant pour toutes les tâches qui lui sont confiées dans la région : lorsque l'Empereur le charge de lever les plans des Monts Saint-Pierre, Saint-Mard et Ganelon il en parle immédiatement à Wyganowski, « pour qu'il puisse commencer ce travail le plus tôt possible ». Vers la même époque il semblerait qu'ils se soient intéressés tous deux au château de Vez, distant de Pierrefonds d'une quinzaine de kilomètres, et dont Viollet-le-Duc pensait qu'il avait été pensé par le même architecte que celui de Pierrefonds ¹⁵. Au « Salon de 1866 » Wyganowski présente ses « 16 dessins du projet de restauration du château de Vez » ¹⁶. Le château de Vez fut finalement restauré dans les années 1890 par son propriétaire Léon Dru, dans un style qui n'est pas sans rappeler celui de Viollet-le-Duc : s'était-il basé sur le projet présenté par Wyganowski en 1866 ?

Le dernier chantier « parallèle » à celui de Pierrefonds est celui de l'abbaye de Saint-Jean-aux-Bois. Les travaux entrepris sous la direction de l'architecte Max Mimey, débutés dans les années 1860, sont confiés en 1879 à Maurice Ouradou, qui nomme Wyganowski comme inspecteur des travaux. Le projet de reconstruction du pignon et de la rose, et de réfection de la charpente, connu par des croquis datés de 1878, est mené entre 1879 et 1883 sans que le journal des travaux de Pierrefonds y fasse référence.

L'empereur Napoléon III à Pierrefonds

La première des nombreuses visites de l'Empereur et de l'Impératrice au chantier de restauration de Pierrefonds a lieu le 4 novembre 1858, le mois de novembre étant traditionnellement le mois où ils séjournaient à Compiègne. Ils sont alors accompagnés d'une cinquantaine de leurs invités et restent une heure. Les visites impériales sont nombreuses puisque l'empereur revient quelques jours après, et que l'Impératrice vient seule avec sa suite deux fois pendant le même mois de novembre. Le trajet en char à bancs n'étant pas des plus confortables, ces dames faisaient une pause au pavillon Eugénie au bord des étangs de Saint-Pierre depuis Compiègne. Les visites se font toujours sous la conduite de Viollet-le-Duc, en résidence à Compiègne avec la Cour. Exceptionnellement, en l'absence de Viollet-le-Duc, c'est Wyganowski qui se charge de donner aux visiteurs des explications quant à l'avancement des travaux.

On n'énumérera pas ici l'impressionnant défilé de têtes couronnées, princes et princesses divers, militaires de haut rang qui participent à ces visites, dont les noms des plus illustres sont systématiquement consignés à chaque visite par Wyganowski. Ce dernier consacre tout de même quelques lignes à la visite de six chefs arabes, parmi lesquels « le gouverneur de la Medjana », c'est-à-dire Hadj Mohamed el Mokrani : « tous les six sont magnifiques de distinction et de gravité. Le plus âgé, dont la barbe est toute grise a un regard voilé qui donne à sa physionomie un air de timidité qui contraste avec la mâle expression de ses compagnons. Les autres sont beaucoup plus jeunes ».

La guerre de 1870 à Pierrefonds

À la date du 15 juillet 1870, Wyganowski consigne la déclaration de la guerre contre la Prusse puis, quelques pages plus loin, les premières défaites de l'armée française : le 4 août à Wissembourg et le 6 août à Worth et Forbach. À partir de ce moment, les choses s'accroissent : le 9 août tous les ouvriers sont congédiés, sauf quelques-uns qui doivent terminer des travaux urgents. Le 10 août, on décide de préparer des caisses pour transporter la collection d'armes à Paris, afin qu'elle ne tombe pas aux mains des Prussiens : elle quittera Pierrefonds la semaine suivante.

Le front se rapproche et le 21 août Wyganowski propose à Viollet-le-Duc d'établir dans les salles du château une ambulance pour les blessés. Si ce dernier est d'accord, curieusement le maire de Pierrefonds

refuse. Mais Viollet-le-Duc passe outre et parle directement de ce projet au Ministre chargé de la maison de l'Empereur. On se prépare donc à accueillir des blessés : Wyganowski transfère ses papiers dans la maison d'habitation de l'agence pour laisser les salles libres et les habitants de Pierrefonds donnent des lits. Peine perdue : Napoléon III offre sa reddition le 2 septembre suivant. et deux jours après c'est la proclamation de la République.

Les travaux, qui pendant toute l'année 1870 avaient été uniquement financés avec des fonds provenant de la cassette de l'Empereur sont alors totalement arrêtés : « tous les travaux ont cessé sur le chantier du château, en conséquence tous les ouvriers maçons ont été renvoyés ». Wyganowski poursuit cependant son journal et consigne l'avancée prussienne dans la région. Le 13

septembre, l'armée prussienne est en route vers Paris et passe à Cuise, Berneuil-sur-Aisne, Chelles, Hautefontaine, Taillefontaine et Bonneuil-en-Valois. Quatre éclaireurs passent à Pierrefonds et le lendemain ce sont près de 2000 hommes qui traversent le bourg. Vient le temps des réquisitions : les prussiens invitent les habitants à leur remettre leurs armes (40 fusils et 17 sabres seront ainsi récupérés), vivres (notamment le jour où 60 sacs de farine, 100 sacs d'avoine, 100 kilos de lard et 40 jambons sont emportés à Compiègne) et chevaux (qui servent notamment à transporter le 22 novembre 1870 « le butin fait au château de la Chenoye à Grandfresnoy »). Dès cette période des unités prussiennes passent parfois la nuit chez les habitants de Pierrefonds et dans les villages alentours (Trosly, Rethondes, Cuise-La-motte, Saint-Étienne, Martimont et Chelles)

Visite du prince héritier
de Saxe (1870?)



puis occupent de façon permanente le village entre la mi-février et la mi-avril 1871. Wyganowski regarde avec étonnement la réaction des habitants à tous ces événements et livre à cette occasion l'une de ses seules réflexions personnelles des 320 pages de journal : « les habitants des villes et des villages sont d'une indifférence effrayante... ils regardent tous ces désastres avec un hébètement apathique ; il est vrai qu'ils étaient désarmés avant la guerre... Du reste jusqu'à présent la France n'a pas trouvé un seul homme, ni politique ni militaire... ».

Pendant tout ce temps les Prussiens cantonnés dans la région, notamment les officiers, visitent le château et l'admirent. Le 18 mars 1871, ce ne sont pas moins de 500 Prussiens qui viennent visiter le château. Le 18 mars c'est aussi le début des événements de la Commune, à Paris. Wyganowski note : « « Révolution à Paris (la commune avec le drapeau rouge) » ».

Le 11 avril Viollet-le-Duc vient à Pierrefonds (il y restera deux mois) et, même s'il relance à partir d'octobre les travaux urgents, le chantier ne retrouvera jamais son rythme et ses effectifs. Quelques meubles commandés avant la guerre sont livrés en 1872, l'imposante statue équestre de Louis d'Orléans, de Fremiet, arrive en janvier 1875 suivie par 18 caisses de vitraux. Les travaux concernent essentiellement les murs d'enceinte, le nivellement des accès, la pose du dallage ou des huisseries, le chauffage. Seul le sculpteur d'ornements Ernest George, résident à Pierrefonds, fournit un travail régulier.

Le château allait cependant retrouver un certain lustre à l'occasion de l'Exposition universelle. De janvier 1877 à mars 1878, trois ouvriers tailleurs de pierre de l'entreprise Mozet,



tous employés sur le chantier depuis son début en 1858, allaient réaliser une maquette impressionnante : d'un poids de 6 tonnes, elle comportait 85 pièces et il fallut deux voitures de déménagement pour son transport. Cette réalisation, visible aujourd'hui au château de Pierrefonds, est l'œuvre d'Amédée Selle, Lecot père et Paul Devillers.

La mort de Viollet-le-Duc fut une lourde perte pour Wyganowski et Pierrefonds (qui lui rendit hommage en 1881 en donnant son nom à la rue Pierrrot). Son vieux compagnon se rendit à Lausanne pour ses obsèques le 22 octobre 1879. Oradou, le nouvel architecte, tenta de rapatrier, avec l'appui de la municipalité, les collections d'armes évacuées en 1870 mais sans succès : elles restèrent au Musée de l'artillerie à l'Hôtel des Invalides. Manifestement la III^e République manifestait un intérêt très limité pour le projet monumental du régime précédent et le château ne sera donc jamais complètement aménagé et décoré. Le coup de grâce fut porté par la Chambre des députés avec l'annulation des crédits

alloués au chantier pour 1885. Les premiers ouvriers sont renvoyés en janvier et le 7 février le sculpteur George part. Ne restent sur le chantier que trois maçons pour changer des pierres gélives et refaire des joints. Wyganowski disparaît l'année suivante...

* * * * *

Lucjan Wyganowski

Le parcours de Lucjan Wyganowski mérite qu'on s'y attarde, d'autant plus qu'il est mal connu ¹⁷ : après avoir débuté sa carrière à Amiens comme collaborateur de l'architecte du département de la Somme ¹⁸, il travailla à Paris avec Jean-Baptiste Lassus ¹⁹. Engagé par Viollet-le-Duc à la mort de Lassus comme inspecteur des travaux sur le chantier de Pierrefonds, Wyganowski en a suivi la restauration de bout en bout. Son parcours, éclairé par la découverte de plusieurs dossiers et documents d'archives le concernant, est également celui de l'un de cette dizaine de milliers de militaires polonais réfugiés en France suite à la répression de l'insurrection de Varsovie, en 1831.

Né le 1^{er} septembre 1814 à Grodno (actuelle Biélorussie), comme l'indiquent son décret d'admission à domicile et son acte de décès, ou à Byalistok (Pologne), selon un laissez-passer de 1836, Wyganowski commence une carrière militaire au sein du 11^e régiment de lanciers de l'armée polonaise, au sein duquel il est sous-officier. Il participe à l'insurrection polonaise de novembre 1830, et la répression russe qui suivit la reprise de Varsovie par le tsar en septembre 1831 l'oblige à quitter la Pologne, comme plusieurs milliers de ses compatriotes. Son arrivée en France est rocambolesque. Le navire prussien Wrow Elisabeth, à bord duquel il était parti vers les États-Unis, est victime d'une avarie et est contraint de faire escale au Havre en janvier 1834. Les 158 militaires polonais qui se trouvent à bord, d'abord mis en quarantaine, sont débarqués par des jeunes Havrais au nez et à la barbe des autorités. Après une période d'atermoiement les militaires se voient affecter une destination, début mai 1834²⁰. Ils rejoignent les « dépôts », soumis à un régime militaire, déjà constitués pour accueillir les réfugiés polonais. Pour Wyganowski, ce sera le dépôt

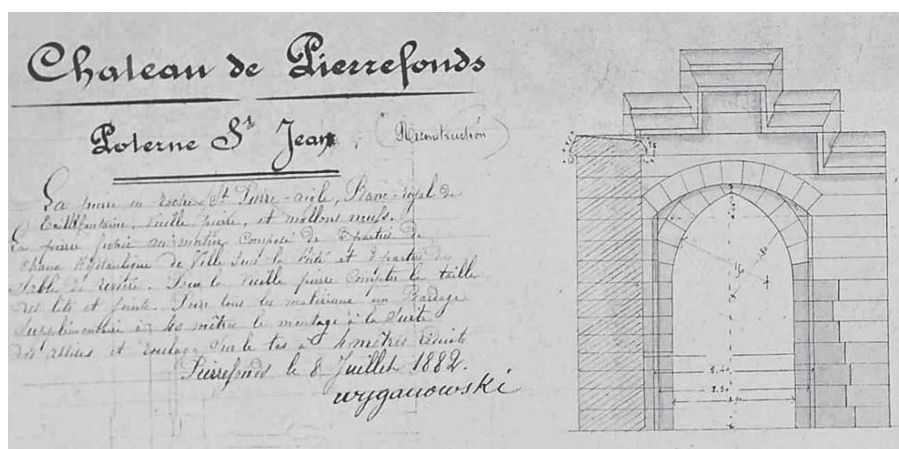
d'Amiens, comme 34 autres de ses compatriotes. Comme tous les autres réfugiés, Wyganowski reçoit une solde mensuelle de la part de l'État français.

Il ne reste que très temporairement à Amiens puisque dès le mois de novembre de la même année, il demande l'autorisation de résider à Clermont²¹, puis à Mouy, pour des raisons qui restent inconnues. Mais dès le mois d'avril 1836, il a l'opportunité de retourner à Amiens pour apprendre le métier de relieur. À cette époque Wyganowski fut membre, comme beaucoup d'émigrés polonais, de la Société Démocratique Polonaise, fondée en 1832²² et plus importante organisation politique de la Grande Émigration. C'est là qu'il vivra jusqu'en 1852 et qu'il se tournera vers l'architecture, travaillant dans les bureaux de l'architecte du département, en mettant à profit ses talents de dessinateur. Pendant cette période on sait qu'il travailla sur le chantier de la cathédrale d'Amiens, et sur le chantier de l'église de Saint-Riquier.

En 1852, Wyganowski commence à travailler à Paris pour Jean-Baptiste Lassus, et ce jusqu'en 1857. Cette partie de sa

carrière est à ce jour assez mal connue. Seul un dépouillement complet du fonds Wyganowski des archives départementales de l'Oise, qui contient de nombreux documents relatifs à son activité avant son arrivée à Pierrefonds, permettrait de connaître les modalités exactes de sa collaboration avec Lassus et Viollet-le-Duc entre 1836 et 1858, et les chantiers sur lesquels il a travaillé.

Le 15 janvier 1858, il est nommé inspecteur des travaux de la rénovation du château de Pierrefonds par Viollet-le-Duc. La première année est une sorte de période d'essai, car le 6 avril 1859 il est nommé par décision du ministre d'État et de la Maison de l'Empereur, inspecteur des travaux jusqu'à la fin des travaux, avec une indemnité de 2500 francs par an, rétroactive au 1^{er} janvier. C'est à cette époque qu'il sollicite son « admission à domicile » en France (l'équivalent d'un permis de séjour permanent), à la demande de l'administration des monuments historiques, qui souhaite qu'il régularise sa situation²³. Dans sa requête il souligne le fait que sa « position de famille et de fortune est nulle » et sa « position exceptionnelle d'émigré politique ». Interrogé par le ministère de l'Intérieur, comme il est de coutume, le préfet, après enquête, répond que Wyganowski ne « s'est jamais occupé de politique » et que sa « conduite morale a toujours été bonne ». En outre, « déjà investi de fonctions publiques », il « paraît digne de la mesure qu'il sollicite ». L'admission à domicile de Wyganowski est donc définitivement prononcée le 22 septembre 1862. Le 20 septembre 1871, il est nommé inspecteur conservateur du château de Pierrefonds, sur proposition de Viollet-le-Duc. Son traitement est alors de 1800 F. par an.



Wyganowski a certainement joué un rôle encore plus important après la disparition de Viollet-le-Duc. On trouve sa signature sur de nombreux plans des années 1880 concernant les derniers aménagements, il pourrait en être l'auteur

Détail d'un plan daté de juillet 1882, ADO, 4 Tp 58

Wyganowski meurt à Pierrefonds le 14 mai 1886, à l'âge de 71 ans, dans le logement qu'il occupait au château dans la tour Artus, moins de cinq mois après l'arrêt définitif des travaux de restauration. Le *Progrès de l'Oise* lui consacre une courte nécrologie, qui témoigne de sa personnalité extraordinaire et livre au passage quelques détails biographiques inédits relatifs à sa carrière militaire :

«Pierrefonds. Vendredi dernier, nous apprenions la mort subite de M. Wiganowski, ancien officier de l'armée polonaise, aide-de-camp des généraux Chlopicki et Skrzynecki ²³, l'un des héros légendaires du soulèvement de la Pologne en 1830. Architecte-Inspecteur des travaux du château de Pierrefonds, M. Wiganowski, pendant le quart de siècle qu'il vécut au milieu d'un des plus beaux chefs-d'œuvre de l'art militaire du Moyen-Age, s'était créé de nombreuses sympathies à Pierrefonds. Il aimait ardemment son œuvre, et il y consacrait tout son temps avec la passion d'un homme de goût et de savoir. Les obsèques de ce vaillant patriote et de ce ferme démocrate et philosophe, ont eu lieu dimanche dernier au milieu d'un immense concours de population de Pierrefonds et des environs. Le Conseil municipal, les membres du Bureau de Bienfaisance et la Société de Secours Mutuels, se pressaient derrière le char funèbre couvert de fleurs et de couronnes. Les cordons du poêle était tenus par MM. Juste Lisch, inspecteur général des monuments historiques, architecte du château de Pierrefonds ; E. Viollet-le-Duc, chef de bureau des monuments historiques ; Corroyer, architecte diocésain ; Mozet, président du syndicat des entrepreneurs du bâtiment. L'escorte d'honneur du héros des

batailles d'Ostrolenka, d'Iganie et de Grochow ²⁴, était formée par les jeunes soldats du bataillon scolaire. Cette solennité restera dans le souvenir, comme la plus grande manifestation qui ait jamais confondu dans le même sentiment de sympathie et de regret, toutes les classes de la population et tous les partis politiques. Pendant le service religieux, la société musicale joua plusieurs marches funèbres » ²⁵.

L'inventaire après-décès des biens de Wyganowski, dressé en novembre 1886 par le notaire François de Pierrefonds ²⁶, précède de quelques semaines la vente aux enchères car, célibataire et sans enfants, il n'a d'autre héritiers que ses neveux et nièces, qui demeurent en Pologne et en Russie. Assistent à la vente aux enchères quelques notables intéressés par l'histoire locale ou par l'architecture : outre les effets personnels de Wyganowski sont dispersés sa bibliothèque, ses collections de médailles, de photographies, de timbres, ainsi que des gravures et dessins qu'il a lui-même réalisés. Hérelle, propriétaire à Compiègne, achète un exemplaire du Dictionnaire du Mobilier Français et un nommé Méresse le Dictionnaire de l'Architecture Française. Bernard, architecte en chef des monuments historiques à Compiègne, achète un lot de photographies, ainsi qu'un lot de gravures, qu'il légua à la Société Historique de Senlis ²⁷. Enfin, c'est le gardien du château, Ernest Harlaut, qui achète son sabre de cavalerie, dernier vestige de son passé de militaire...

La lecture des 4 tomes du « Journal des travaux » de Pierrefonds, et les premières recherches biographiques sur Lucjan Wyganowski montrent que ce dernier a sans doute été bien plus qu'un

simple chef de chantier exécutant les ordres des architectes s'étant succédés sur le chantier de Pierrefonds, dont Viollet-le-Duc. Il faut espérer que des recherches ultérieures sur les travaux de Wyganowski à Amiens puis à Paris avec Jean-Baptiste Lassus puissent éclairer les nombreuses zones d'ombres qui subsistent aujourd'hui dans la biographie de celui qui semble être un personnage singulier, et qui joua un rôle important dans la restauration du château de Pierrefonds.

Notes

¹ AD Oise, Fonds du château de Pierrefonds, 4 Tp 1*-120* et 1507 W 1*-12, fonds Eugène-Emmanuel Viollet-le-Duc 64 J 1-39*, fonds Lucjan Wyganowski, 65 J 1-16. Un inventaire de ces trois fonds a été publié en 2004. Voir Bruno Ricard, « Le fonds d'archives du château de Pierrefonds conservé aux archives départementales de l'Oise », communication du colloque Viollet-le-Duc à Pierrefonds et dans l'Oise, juin 2007.

² AD Oise, 4 Tp 1* - 4*. Volume 1 : 1858-1861, volume 2 : 1862-1866, volume 3 : 1867-1874, volume 4 : 1875-1885. Ces documents ont été numérisés et sont disponibles sur le site internet des AD Oise. Viollet-le-Duc avait transmis à Wyganowski ses exigences pour la tenue d'un journal des travaux : « Sur ce journal on mentionnera sommairement la nature du travail exécuté dans la journée, la partie du chantier où le travail se fait ; les arrivages de matériaux, les lettres envoyées ou reçues, les accidents qui peuvent survenir sur le chantier, les visites des personnes qui ont à connaître les travaux - cours d'exécution ».

Le journal débute le 15 janvier 1858, jour de la prise de fonction de Wyganowski. À cette date Viollet-le-Duc, « architecte du gouvernement », chargé de la reconstruction du château de

Pierrefonds, se rend à Pierrefonds pour préparer l'arrivée de Wyganowski et pour donner ses instructions concernant les premiers travaux de déblaiement. Les travaux débutent effectivement le 18 janvier et Wyganowski arrive à Pierrefonds le 19 janvier.

3 Le journal ne contient en revanche que peu de mentions d'événements extérieurs qui auraient pu marquer Wyganowski. Hormis un récit détaillé de la guerre de 1870-1871, on note l'élection de Jules Grévy (30 janvier 1879) et la mort de Victor Hugo (22 mars 1885). Wyganowski rapporte également quelques événements météorologiques, comme l'ouragan du 10 décembre 1872, et surtout celui du 12 mars 1876, considéré comme la tempête du siècle, qui abat plusieurs milliers d'arbres en forêt, alors que l'Oise monte de plus de 5m à Venette.

4 Le devis des travaux à accomplir date de 1396. Voir Jean Mesqui, « Le château de Pierrefonds, une nouvelle vision du monument », *Bulletin Monumental*, n° 166-3, 2008.

5 Alexandre Dumas, *Le Monte Cristo*, 1^{ère} année n°20, 1857, p 305-307.

6 Auguste Morel, *De Paris à Cologne : itinéraire descriptif et historique*, Collection des Guides-Joanne, L. Hachette et Cie., 1864.

7 Camille Corot, « Les Ruines du château de Pierrefonds », Musée Départemental de l'Oise.

8 *L'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, n°589, p 120, 1892.

9 Edmond Caillette de L'Hervilliers, *Le dernier siège de Pierrefonds : étude d'histoire et d'art militaires*, Compiègne, 1860, p 100.

10 Laurent Jouanne, *Les environs de Paris illustrés*, Paris, 1856, p 509.

11 Constant Moisand, *Pierrefonds-les-Ruines et Pierrefonds-les-Bains*, Germer Baillère, Paris, 1856, p 9.

12 « Plusieurs terrassiers quittent le

chantier pour faire les moissons » (26 juillet 1858).

13 Les habitants avaient également pris l'habitude de se servir du château comme d'une décharge ! Lorsque l'oubliette du château doit être dégagée, Wyganowski mentionne qu'elle est remplie d'immondices et de cadavres d'animaux : « ces immondices ont été jetés dans ce souterrain par les habitants de Pierrefonds depuis que le château est en ruines ». L'odeur oblige les ouvriers à utiliser plusieurs fois par jour de l'eau de chlore comme désinfectant, avant de pouvoir continuer leur tâche. Il est également possible que des habitants aient utilisé le château comme habitation : au début du journal de Wyganowski il est question d'un ouvrier maçon « qui a habité le château pendant 10 ans ».

14 Marie-Laure Berdeaux-le Brazidec. « Viollet le Duc, les fouilles de Champ-lieu et du camp de Saint Pierre, et le dessein archéologique de Napoléon III, in *Actes du colloque Viollet-le-Duc à Pierrefonds et dans l'Oise*, octobre 2007.

15 Sur Vez, voir Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, Tome V, article « Donjon ».

16 *Revue Artistique et Littéraire*, tome 11, 1866.

17 Le portrait conservé aux Archives Départementales de l'Oise comme un portrait de Wyganowski serait en fait le portrait de Jean Herbault, architecte du département de la Somme entre 1849 et 1853. Ce portrait est reproduit dans les *Notices biographiques et obscures de M. Paul Herbault, avocat à la Cour d'appel d'Amiens (1848-1876) et de M. Jean Herbault, architecte (1807-1880)*, Amiens, vers 1880, p. 95-96.

Il existerait un portrait par Dupré, photographe compiégnois.

18 L'architecte du département était chargé de l'exécution des travaux de construction, de réparation et d'entretien des bâtiments appartenant soit à l'État, soit au département.

19 Jean-Baptiste Lassus (1807 – 1857).

Il s'était vu confier des chantiers maieurs de restauration, comme les cathédrales de Chartres, du Mans, de la Sainte Chapelle, de Notre-Dame et des églises Saint-Séverin et Saint-Germain l'Auxerrois à Paris. Jean-Baptiste Lassus et Viollet-le-Duc avaient travaillé ensemble, notamment sur le chantier de Notre-Dame de Paris en 1843.

20 À ce sujet, voir notamment « Sympathie du peuple pour les Polonais débarqués au Havre et à Marseille », Paris, 1834 ; John Barzman, Éric Saunier, « Migrants dans une ville portuaire : le Havre (XVI^e – XX^e siècle) », *Outre-mers*, tome 93, n°350-351, 1^{er} semestre 2006, Rouen, page 96.

21 AD Oise, dossiers des réfugiés polonais, Mp1694/2.

22 Sa signature figure d'ailleurs parmi les 1135 signatures au bas du manifeste de la Société, rédigé en 1836.

23 AD Oise, dossier de naturalisation de Wyganowski, Mp3233.

24 Jozef Chlopicki (1768-1854) et Jan Zygmunt Skrzynecki (1787-1860). Ce dernier était le commandant en chef de l'armée polonaise pendant l'insurrection de 1830.

24 Il s'agit de trois des principales batailles ayant opposé l'armée russe à l'armée polonaise suite à l'insurrection polonaise de novembre 1830 : Grochow le 25 février 1831, Iganie le 10 avril 1831 et Ostrolenka le 26 mai 1831.

25 *Le Progrès de l'Oise*, édition du 19 mai 1886, page 3.

26 AD Oise, minutier de M. François, notaire à Pierrefonds, 2E58/218. La vente des biens de Wyganowski est conservée dans la même liasse, à la date du 21 novembre 1886.

27 *Compte-rendu et mémoires, Comité Archéologique de Senlis*, Société d'histoire et d'Archéologie de Senlis, tome 3, 1929, page 57. Ces gravures concernaient Chaâlis, Chantilly, Rully, Saint-Vaast-de-Longmont, Saintines, Morienval et Vez.

Le Thermalisme à Pierrefonds

Rémi Hébert

Tout commença en 1845... Cette année-là, en faisant retourner la terre de son parc, Louis-Joseph Deflubé vit surgir une eau fraîche et limpide mais fort odorante. Il venait de découvrir une source abondante d'eau sulfureuse. Deflubé était un peintre parisien qui, charmé par Pierrefonds, s'y établit. Il acquit de vastes terrains, puis se fit construire une demeure fortement inspirée du château que Louis XVIII venait de faire édifier à Saint-Ouen pour Madame du Cayla. Pour rendre sa demeure plus agréable à vivre, il lui fallut aménager ses abords et l'ensemble de son domaine. Ainsi fit-il curer le lac, qui n'était plus qu'une grande mare, assainir le marais et défricher la prairie. Les travaux s'achevaient lors de la découverte de la source. De la découverte fortuite d'une source en 1845 dans le fond d'un parc allait naître une station thermique qui, en une douzaine d'années deviendra l'une des plus en vogue de France. Comment une évolution si fulgurante a-t-elle pu se produire ?

La Source

On peut se demander si la découverte de 1845 n'était pas plutôt une redécouverte. En

effet, les eaux et les sources semblent avoir été liées à Pierrefonds depuis un temps immémorial. Ainsi, dans son histoire du Valois publiée en 1764, l'abbé Carlier fait-il référence à des textes mentionnant une fontaine connue depuis la plus haute antiquité où les malades et infirmes venaient boire, voire s'y baigner. Ils s'en retournaient guéris ou soulagés selon la tradition rapportée par le savant abbé. Cette source miraculeuse fut « christianisée » et en partie couverte par la crypte de l'église de Pierrefonds. On a là l'illustration d'un héritage païen récupéré par l'église. En fait, compte tenu de la proximité entre la source de la crypte et celle découverte en 1845, tout porte à croire qu'il s'agit de

résurgences différentes d'une même nappe souterraine comprise entre deux couches argileuses.

Le contexte est alors favorable puisque le thermalisme a repris vigueur au début du XIX^e. Mais le thermalisme à Pierrefonds ne se serait probablement pas développé si vite si L-J Deflubé « le découvreur » de la source n'avait mené les choses autant de vigueur. Ainsi, dans les jours qui suivirent la découverte, envoie-t-il au ministre de l'agriculture, dont les services étaient en charge des eaux minérales, l'eau sulfureuse de Pierrefonds en flacons scellés. Le ministre les transmet à l'Académie de médecine qui chargea l'un de ses membres, le Dr Henry, chef de ses tra-



4 LE VIEUX PIERREFONDS. — VUE DE L'ÉTABLISSEMENT DES BAINS

L.L.
Decelle. — Compiègne

vaux analytiques, d'examiner les échantillons. Après s'être rendu sur place, l'Académicien rendit son rapport en concluant le 25 mai 1846 qu'il n'est pas douteux que l'eau sulfureuse de Pierrefonds ne soit appelée à rendre de très grands services à la médecine. Une prédiction aussi prometteuse émanant d'une sommité médicale, fit que l'autorisation ministérielle d'exploiter les eaux ne tarda pas « pour le plus grand profit de l'humanité souffrante ». Les travaux commencèrent aussitôt : les sources furent captées, l'une pour la buvette du parc tandis que les autres, reliées entre elles furent conduites pour être distribuées en différents endroits à l'intérieur de l'établissement thermal et de ses dépendances qui étaient en cours d'édification au bord du lac. Des pompes furent également construites. Deffluby transforma sa demeure en un hôtel des bains qui accueillit les premiers curistes à partir de 1847 et Pierrefonds-les-Bains éclipsa Pierrefonds-les-Ruines.

Caractéristiques des eaux et leurs vertus

Les eaux de Pierrefonds sont des eaux minérales hydrosulfatées, hydrosulfurées, comparables aux eaux des stations thermales pyrénéennes et à celles d'Enghien, bien que moins chargées en soufre que ces dernières et présentant de ce fait l'avantage d'être moins excitantes.

Les bienfaits des eaux de Pierrefonds sont fort nombreux. Pour en juger, il suffit de lire l'opinion formulée par le Dr Beaudé, médecin-inspecteur des établissements thermaux du département de la Seine. Il recommande les eaux de Pierrefonds pour soigner les maladies des organes respiratoires, les catarrhes, les laryn-

gites chroniques ainsi que les affections de l'estomac et des organes abdominaux, les douleurs articulaires et les maladies de peau. Encore la liste n'est-elle pas exhaustive...

Dès 1847, l'établissement thermal était déjà en mesure de fournir 100 bains par jour. Cette saison là fut la première d'une longue série. Mais auparavant, il avait fallu dépenser 20.000 francs pour curer le lac et rendre ses abords agréables. Chaque année la presse annonça la saison qui, à l'origine commençait en mai pour s'achever au début de l'automne ¹. La station thermale prit progressivement son essor mais c'est la nomination en 1853 d'un nouveau médecin-inspecteur qui allait lui donner une impulsion décisive.

Un innovateur et un développeur : le docteur Sales-Girons

Ce médecin, directeur de la « *Revue médicale* », spécialisé dans le traitement des maladies de poitrine alla étudier à la demande du ministère de l'Instruction publique, la manière

re dont ces maladies étaient soignées en Allemagne et en Angleterre. En 1851, il rédigea une « *Étude médicale et historique des eaux médicales et sulfureuses d'Enghien-les-Bains* ». Deux ans plus tard en 1853, il publia un traité sur les qualités et les bienfaits des eaux de Pierrefonds.

La même année, nommé médecin-inspecteur de la station thermale par le ministre de l'Intérieur, il vint résider en permanence à Pierrefonds ². Dès lors et au-delà du rôle de médecin-inspecteur, il se donne la mission de faire connaître la remarquable qualité des eaux de Pierrefonds. Dans ce but, il accroît rapidement leur notoriété tant auprès des malades que de ses confrères et s'attache à différencier l'image de Pierrefonds de celle des nombreuses autres stations thermales.

Par ailleurs, il estime avoir trouvé un procédé faisant progresser considérablement la médecine hydrothermale et n'hésite pas à écrire que son invention (la pulvérisation des eaux) « est la seule chose en matière de thermes que les Grecs et les Romains n'avaient pas connue » ³. En effet, pour

Docteur Jean Sales - Girons (1808-1879)

Dessin de Félix-Jean
Gauchard, gravure par
Bocourt, publié en
1862



Sales-Girons, le procédé qu'il prône, permet au malade de respirer l'eau avec ses minéraux car « l'eau n'étant que brisée, fragmentée, divisée, le malade respire dans chaque fragment l'eau minérale elle-même »⁴ alors que le procédé habituel d'inhalation n'administre que la vapeur des eaux aux malades à l'exclusion des minéraux qui sont le médicament (le principe actif). Un rapport des docteurs Henry et Patissier⁴ informe l'Académie de médecine en septembre 1856 de l'invention de leur confrère. Celui-ci la fit connaître au public en 1858 avant de faire paraître en 1864 un ouvrage de près de 200 pages sous le titre « Étude médicale sur les eaux minérales de Pierrefonds-les-bains ». Consécration pour Sales - Girons : il reçoit la Légion d'Honneur en 1859.

Mais, Louis-Joseph Deflubé avait d'emblée été convaincu de l'intérêt de la découverte. Sans attendre, la diffusion des travaux de Sales-Girons, il fit construire une salle de respiration, décidant en 1855 de remplacer dans son établissement la vaporisation par la pulvérisation de l'eau minérale de manière à ce que Pierrefonds soit la première station thermale à mettre en œuvre cette importante innovation. Bien plus, il construisit lui-même l'appareil ingénieux « au moyen duquel on réduit l'eau minérale en poussière extrêmement fine, en la projetant avec beaucoup de force en jets capillaires, lesquels se brisent sur un disque métallique. Cette eau pulvérisée se transforme en brouillard au milieu duquel les malades viendront respirer une heure chaque jour sous l'œil attentif du médecin de l'établissement »⁶.

Pour ceux qui ne peuvent venir sur place, dès avant 1856, les eaux sont mises en bouteille et commercialisées à



Partie de la salle de respiration durant la séance.
Chaque malade disposait d'un respirateur particulier
(Gravure extraite de l'Étude médicale sur les eaux minérales
de Pierrefonds-les-Bains, Dr Sales-Girons, 1864)

partir de Pierrefonds et d'un dépôt à Paris. Le refus après un an de tergiversations du ministre de l'agriculture de reconnaître l'utilité publique des cinq sources ne diminue en rien l'attractivité de la station thermale⁷.

Quelques années suffirent au Dr Sales-Girons pour promouvoir Pierrefonds-les-Bains. Ainsi alors que le nombre de curistes était de 90 en 1854, il passe à 160 en 1855 et 350 en 1856. Dès 1856, C. Moisand observe que l'on ne peut accueillir tous les baigneurs « en dépit de la capacité de quatre grands hôtels et malgré le zèle des petits propriétaires de maisons »⁸. En 1857, des pompes sont construites et l'établissement thermal ne tarde pas à s'agrandir avec la construction d'une aile sur chacun de ses côtés. En une dizaine d'années seulement, le village de Pierrefonds et son lac avaient été transformés. L'avenir s'annonçait encore plus prometteur d'autant « que la cour impériale en résidence à Compiègne se plaisait à suivre les progrès de cette ville d'eaux naissante et à voir l'embellissement de ce joli bourg »⁹.

C'est alors qu'à la fin de 1857, l'empereur décide de se faire aménager par Viollet-le-Duc une résidence occasionnelle. À cet égard, rien ne permet d'affirmer que cette décision soit liée au succès de la jeune station thermale. Cependant, il n'est pas déraisonnable non plus de penser que l'animation liée à la présence de toute une bonne société à Pierrefonds ait sensiblement accru l'attrait du lieu notamment pour l'impératrice. Toujours est-il que peu après, débute la gigantesque entreprise qui donna naissance au château que nous connaissons.

L'établissement thermal vers 1860

Dès 1856, Constant Moisand note que « Le service des bains est fait de la manière la plus convenable : les malades y sont l'objet de l'attention et des soins les plus délicats. Le médecin lui-même est là qui veille auprès d'eux avec sollicitude »¹⁰.

La spécificité de l'établissement thermal après 1855, tient à l'application du nouveau procédé « fondé sur les décou-

vertes de la science » de la pulvérisation des eaux ¹¹. Celui-ci se pratique pour soigner les affections des voies respiratoires dans la salle de respiration pouvant contenir vingt malades et à l'intérieur d'un cabinet hydrofère dans lequel l'eau minérale est projetée en poussière liquide sur tout le corps à la fois. Le procédé s'applique aussi pour les douches laryngiennes destinées aux maladies de la gorge.

L'installation balnéaire comprend également 21 cabines de bains avec vestiaire ¹². Il s'agit de traiter les maladies de peau et les maladies nerveuses. S'y ajoutent 4 cabines de douches pour les hommes et autant pour les femmes. Administrées par un doucheur, les eaux sulfureuses sont indiquées pour presque toutes les maladies

mais leur efficacité est particulièrement patente dans les cas de rhumatismes et de névrose. Dans tous les cas, c'est au médecin de prescrire la partie du corps à doucher, la durée des douches, la température de l'eau, la combinaison thérapeutique des applications de l'eau des sources... D'autres traitements particuliers sont prodigués également sous contrôle médical comme les bains de vapeur générale ou locale, la douche écossaise pour la cure de névrose des jeunes personnes, le clystère médical ou douches ascendantes (lavements), les bains de pieds pour décongestionner les organes supérieurs...

L'accès à l'établissement se fait à partir de 6 heures du matin par un vestibule où on attend son tour tout en devisant. Tout est parfaitement

réglé. Le tarif de chaque prestation est affiché ainsi qu'un règlement. Matin et soir, les curistes se rendent au bout du parc pour aller boire au moins un verre d'eau sulfureuse à la buvette. Une seconde buvette à proximité délivre des eaux ferrugineuses très recommandées en particulier pour les jeunes personnes lymphatiques ou « chlorotiques ».

Toujours dans le parc, on a construit le chalet de l'étable à vaches et du lait chaud. Dans la partie supérieure du chalet, les curistes peuvent pratiquer « la diète respiratoire », autre innovation thérapeutique du docteur Sales-Girons.

Naturellement, tous ces investissements successifs sont fort lourds même pour un particulier fortuné. Aussi, en 1860, L-J Deflubé appauvri,



L'établissement des bains avant les travaux de 1857 par Deflubé, tirage sur papier albuminé monté sur carton, vers 1860.

vend-il l'établissement thermal et l'hôtel des bains à un trio de parisiens fortunés, MM Fauqueux, Lavergne et Archambault.

La même année, Auguste Cottenet, gendre de Deflubé et fils d'un important notaire parisien est nommé maire de Pierrefonds. Suivant son exemple, toute une cohorte de Parisiens fortunés se fera construire de jolies résidences dans la localité.

Les nouveaux propriétaires des bains acceptent de vendre à la commune une bande de terrain prise sur le lac. On y édifie une promenade à laquelle sera donné le nom de « Chaussée Deflubé ». Il semble par ailleurs, qu'ils aient voulu rapprocher les stations thermales d'Enghien et Pierrefonds. En effet, en 1869, les administrations des deux établissements fusionnent.

En 1878, alors que les travaux reprennent ¹³ au château, la société des bains est vendue en juillet par Archambault, son président, pour 500.000 francs. L'acheteur est le fastueux prince Constantin Radziwill ¹⁴ qui ambitionne de faire de Pierrefonds la station thermique de la haute société.

La vente porte sur le domaine des bains avec son parc, ses sources et le lac. Mais l'année suivante, le prince prend prétexte d'une pétition pour se désintéresser complètement de Pierrefonds. Il abandonne son projet de transformation de l'hôtel des bains en établissement de grande classe et fait vendre aux enchères le fonds de l'établissement des bains pour 250.000 francs. Après cette cession, la société des bains reste néanmoins propriétaire des bâtiments et des terrains.

Parallèlement au changement de propriétaire, un nouveau responsable (Dellac) prend brièvement les rênes du domaine thermal. Son succes-



**Le prince Constantin Radziwill
1850 - 1920**

seur Thouvenin restera en poste 27 ans et saura attirer dans le domaine des bains, têtes couronnées, hommes politiques en vue, industriels, patrons de presse, hommes et femmes de lettres, comédiens de renom et même un milliardaire américain : Rockefeller.

La vie dans la station thermique

L'hôtel des bains, construit initialement par Deflubé pour son usage personnel, est le pôle principal de la station thermique et de loin l'établissement le plus recherché par la bonne société. Grâce à la construction d'ailes latérales à l'hôtel et de bâtiments annexes édifiés dans le parc, les baigneurs disposent d'un hébergement confortable, d'un bon restau-

rant, de remises et d'écuries. L'hôtel offre en outre des salons de « conversation » et de lecture, une bibliothèque tandis que des instruments de musique sont à la disposition des pensionnaires.

On peut s'adonner à des jeux divers dans un « casino » construit en prolongement du bâtiment de l'hôtel. Surtout, on a aménagé en 1889 une salle de spectacle avec un parterre, des loges et une bonne machinerie pour les décors. La direction en est confiée à Ch. Baret, artiste lyrique qui fait venir de Paris nombre de comédiens, musiciens, chanteurs, illusionnistes, magnétiseurs... Tous les jours un spectacle est prévu. Chaque année, un programme est fixé pour la saison touristique.

Les capacités d'accueil se sont progressivement développées. Aux différents hôtels viennent s'ajouter des pensions ainsi que de nombreuses chambres et villas à louer. Pierrefonds peut ainsi faire face de la sorte à l'affluence



L'une des sources dans le parc du domaine. L'eau dégagait une odeur d'oeuf cuit ou cuit.

des estivants et héberger environ 600 d'entre eux dès le début de la Troisième République¹⁵.

Un journal bimensuel « *La Gazette de Pierrefonds* », créé le 20 mai 1857, donne les nouvelles de la ville d'eaux où toute une gamme d'activités est proposée aux curistes et à leurs accompagnateurs qui viennent généralement pour des séjours de plusieurs semaines. :

- canotage¹⁶ (avec ou sans rameur appointé) et pêche sur le lac pour les clients de l'hôtel des bains.

- location de voitures à cheval

- promenades en forêt

- participation à des épreuves de tir, à des courses de bicyclettes

- concerts donnés par la société musicale de Pierrefonds

- excursions aux environs...

Peu à peu, parallèlement à la dimension médicale du thermalisme se développe un contexte propre aux lieux de villégiature. Les mondanités aussi font partie de la vie de la station. Elles associent les baigneurs à ceux qui ont fini par s'installer à demeure en se faisant construire d'élégantes demeures. Ainsi, assiste-t-on à l'éclosion d'un pôle mondain dans lequel se retrouvent aristocrates et citadins appartenant à la grande bourgeoisie triomphante venus prendre les eaux dans un site privilégié proche de Compiègne et de Paris.

Le parc de l'hôtel est décrit comme un modèle de soin, large et bien dessiné dont les corbeilles et les massifs pouvaient rivaliser avec les plus beaux parcs parisiens. De même, le soir, attablé sous les arbres séculaires on pouvait se croire dans l'un des restaurants du bois de Boulogne en voyant sans cesse des barques



Daguerréotype pleine-plaque (16,5 x 22 cm) de Deflubé, vendu en 2012 chez Sotheby's pour 34.350 €. Au second plan l'hôtel des Bains et au premier plan le « navire amiral » de la flotte qu'il avait construite et duquel il tirait des salves de canons pour le plus grand plaisir des touristes.

allant et venant, barques qui se garnissaient de lanternes vénitienes à l'occasion de réjouissances estivales¹⁷.

Une ambiance récréative s'installe progressivement. De grandes fêtes sont données. Ainsi, la fête de nuit du 11 août 1889 donne-t-elle lieu à des salves d'artillerie puis à l'illumination du parc et des bains, à un concert sur le lac suivi d'un grand feu d'artifice avec embrasement général de l'île. Les fêtes se terminent généralement par un grand bal gratuit. Rien ne fait faiblir le flux des estivants d'autant que le chemin de fer arrive en 1884 ; la parenthèse de l'épidémie de fièvre typhoïde du mois d'août 1886 est vite refermée.

Vers la fin de la station thermale

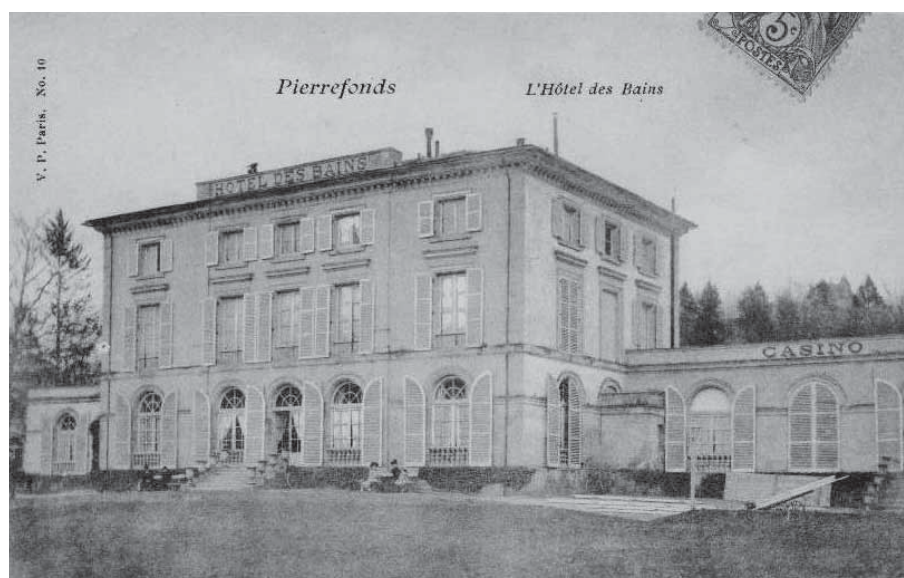
Néanmoins, le désintérêt du prince Radziwill pour Pierrefonds va avoir des conséquences préjudiciables pour la sta-

tion thermale, dont l'installation commence à vieillir et même à manquer d'entretien. C'était à tel point qu'en 1905, le Conseil Municipal demande la réparation de la clôture extérieure dont la vétusté risque de provoquer des accidents et s'inquiète de l'état d'abandon du lac.

Les époux Thévenin abandonnent la direction du domaine six ans avant la fin de leur bail. La nouvelle exploitante entreprend la modernisation des chambres de l'hôtel et clôture trois des portes du parc. Mais cela est bien insuffisant et le soutien du propriétaire lui fait défaut...

Mis au pied du mur, le prince vend son domaine en 1906. Le fait que l'acheteur du domaine thermal ne soit autre que le très connu Gustave-Adolphe Clément-Bayard suscite un immense espoir.

L'espoir d'un nouveau souffle se présente tout d'abord sous la forme de sollicitations appuyées pour installer des jeux d'argent au casino. La première



Malgré sa taille très modeste, l'adjonction d'une aile abritant un casino aurait pu assurer un avenir à la station thermale

re demande émane des banquiers parisiens Worms et Henry Dupont qui, en échange d'une concession de 25 ans, proposent de verser une allocation mensuelle de 1200 francs à la commune. Pour rendre leur offre encore plus séduisante, les banquiers proposent d'organiser les loisirs dans la propriété des bains dès 1907¹⁸ et font leur affaire personnelle de l'obtention des autorisations ministérielles nécessaires. Le conseil municipal donne son accord unanime sous réserve d'exécutions des engagements des banquiers.

L'affaire ne se fait cependant pas avec eux mais l'idée reste dans l'air et les demandes affluent. Un Pétrifontain, M. Crépin, se met sur les rangs tout comme le gérant du journal *L'Aurore*. Cependant, le 19 juin 1911, l'autorisation ministérielle est accordée à un autre Parisien, M. Coutant. Mais comme l'autorisation obtenue ne porte que le jeu « des petits chevaux », quelques mois plus tard il demande à la municipalité d'étendre sa licence aux jeux de cartes tels le baccara à deux, le baccara chemin de fer, le bridge, le piquet... Séduite, la municipalité sous réserve

d'un cahier des charges, cède à la tentation des jeux...

En matière de thermalisme, Clément-Bayard le célèbre industriel, enfant de Pierrefonds, a de grandes ambitions. Le nouveau propriétaire échafauda de vastes projets de modernisation et de développement de la station balnéaire. Il veut réédifier l'établissement thermal, restaurer l'hôtel et construire des villas dans le fond du parc. Les travaux commencèrent par la construction d'un vaste restaurant à l'entrée du parc pour remplacer le désuet café des bains. Puis la guerre arriva et on s'arrêta là. Le conflit mit un terme à tous les projets et à l'activité thermale elle-même. L'hôtel des bains fut transformé en hôpital militaire et ses locaux réaménagés pour les besoins des soins aux blessés.

À la fin de la guerre, les locaux de l'établissement thermal ont été dévastés et il ne reste plus que des bâtiments délabrés. Malgré tout, on espère que Clément-Bayard restaurera les installations et relancera la station thermale. Pour les Pétrifontains « Qui dit Pierrefonds, dit Clément-

Bayard de sorte qu'il n'est pas envisageable que la si belle propriété de l'Hôtel des Bains, qui est l'âme de Pierrefonds reste abandonnée »¹⁹.

Las ! les Pétrifontains ignorent que si la commune avait bien demandé à être reconnue « Station hydrominérale » sa demande avait été sèchement rejetée le 28 février 1921 après avis défavorable de l'Académie de médecine et du conseil supérieur d'hygiène, compte tenu de la présentation d'un dossier qui fut jugé plus que succinct²⁰. Dès lors, la cause était entendue...

La grande vogue du thermalisme parée de la caution scientifique du discours médical auquel on ne demande qu'à se soumettre est née à une époque où l'on commence davantage à s'intéresser à l'hygiène et aux soins corporels. C'est dans ce contexte, que Pierrefonds-les-Bains est née de la rencontre entre un artiste et un scientifique chante des eaux de Pierrefonds.

Le thermalisme a métamorphosé la petite cité qui peut-être, sans lui ne serait toujours dominée que par les ruines pantelantes du château de Louis d'Orléans.

Aujourd'hui, ne subsiste de l'hôtel des Bains que le bâtiment central²¹. Toutes les installations thermales ont disparu. Seul subsiste le puits captant les eaux que le nouveau propriétaire a entrepris de dégager.

Mais 70 ans de thermalisme ont durablement marqué Pierrefonds restée ville résidentielle en dépit d'un XX^e siècle oublieux. Sa configuration aujourd'hui demeure celle de la station thermale de Pierrefonds-les-Bains. Les trois principaux axes de circulation enserrant le lac autour duquel sont disposés les anciens thermes, une belle pro-

menade bordée d'une double rangée de tilleuls comme à Enghien-les-Bains, la place centrale, la mairie, les hôtels, les restaurants et l'ensemble des commerces.

Aquae [...] urbes condunt

Ce sont les eaux
qui fondent les villes

Pline l'Ancien,
Histoire naturelle XXXI, 1-2

NOTES

1 En 1850, l'ouverture des bains le 20 mai est annoncée par la presse dès le 3 mai.

2 Le précédent médecin-inspecteur résidait à Compiègne et n'exerçait qu'à temps partiel. Sa fonction, créée par ordonnance du 18 juin 1823 avait pour objet « tout ce qui, dans chaque établissement importe à la santé publique. »

3 Sales-Giron (Dr.), *Étude médicale sur les eaux minérales de Pierrefonds-les-Bains*, Adrien Delahaye, Paris, 1864.

4 *Ibid.*

5 Celle-ci juge intéressante la communication mais demande la continuation de l'expérimentation. Dans l'article consacré aux eaux minérales *La Revue contemporaine* de 1860 estime elle aussi que c'est avec le temps que l'on pourra juger de la valeur thérapeutique de ce nouveau mode d'administration des eaux.

6 Constant Moisan, *Pierrefonds-les-Ruines et Pierrefonds-les-Bains*, Germer Baillièrre, Paris, 1856.

7 A.N. F/14/8244, refus en date du 25 février 1858 suite aux vives oppositions du Dr de Villepin qui veut obtenir la gratuité des sources pour les indigents et surtout de Boitel de Dienval qui s'oppose à ce que sa propriété soit

incluse dans le périmètre de protection des sources voulu par Defflubé.

8 *Ibid.*

9 *Le Réveil de Pierrefonds*, N° 4, A.D.O. 158 PRSP 1.

10 *In Pierrefonds-les-Ruines et Pierrefonds-les-Bains*, déjà cité.

11 Sales-Girons n'en réserve pas longtemps l'exclusivité à Pierrefonds de sorte que son procédé innovant fait tache d'huile rapidement. L'intérêt qu'il suscite se prolongera dans le temps si l'on en juge la tenue à Pierrefonds en 1889 du congrès international d'hydrologie et de climatologie venu « examiner les appareils à pulvérisation inventés à Pierrefonds ».

12 *Étude médicale sur les eaux minérales de Pierrefonds*, déjà cité.

13 Pour s'interrompre définitivement en 1885.

14 À la tête d'un patrimoine immobilier considérable (Ermenonville, Paris,

Cote d'Azur...) grâce à la dot de sa femme. Ce personnage et son fils Léon ont inspiré à Proust différents personnages dont « le prince de Foix ».

15 Viennent s'y ajouter, les innombrables visiteurs d'un jour venant à Compiègne par les trains de plaisir dès le milieu du XIX^e siècle.

16 La barque de l'impératrice est conservée au château de Compiègne.

17 *Le Réveil de Pierrefonds*, N° 4.

18 Année au cours de laquelle a été votée la loi réglementant les jeux dans les stations balnéaires et climatiques.

19 *Le Réveil de Pierrefonds*, N° 9.

20 A.N. 19870334/13 DGS.

21 L'appellation actuelle du bâtiment conservé est « Domaines des Thermes ». Grâce aux travaux effectués par le nouveau propriétaire, M. Delsaux, et au réaménagement progressif du parc, des réceptions sont données toute l'année.



Façade arrière de la gare de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Inaugurée en 1884, elle porte l'inscription « Pierrefonds-les-Bains ». Elle est l'œuvre de l'architecte Charles Lecœur qui avait été recommandé par le prince Radziwill qui était alors le propriétaire de l'Hôtel des Bains.

François Ferrand (1877-1953): un demi-siècle de passion pour Pierrefonds

Rémi Hébert

Un certain nombre de personnages ont leur nom lié à celui de Pierrefonds. Napoléon III, l'impératrice Eugénie, Viollet-le-Duc, Séverine ou Clément-Bayard en sont des exemples. Mais d'autres, dont le nom n'a pas été retenu par la postérité n'ont pas moins marqué la charmante commune. François Ferrand est de ceux là ; son attachement exceptionnel pour Pierrefonds et sa personnalité hors du commun nous paraissent mériter d'être connus.

La découverte de Pierrefonds

C'est aux curistes fortunés qui prirent l'habitude de passer la belle saison à Pierrefonds à la Belle époque que l'on doit ces villas qui sont des exemples étonnants de la démarche éclectique des architectes depuis le second empire. Parmi eux, Frédéric Jurgensen, tapissier parisien de renom fit appel à un architecte, élève de Viollet-le-Duc, pour construire au bord du lac, face au château, la maison de ses rêves qu'il appela « Palestrina ». Cette construction surprend encore aujourd'hui par sa richesse et son originalité.

François Ferrand qui avait quitté sa Corrèze natale¹ pour

venir étudier à Paris, épousa en 1906 Alice, la fille aînée de Frédéric Jurgensen. Il s'éprit également de Pierrefonds et y séjourna autant qu'il lui était possible².

Sous l'uniforme

Incorporé le 8 août 1914, classé dans le service auxiliaire pour raisons de santé, il servit dans la 22^e section d'infirmiers militaires avant d'être nommé dentiste militaire en avril 1916. Il ne fut démobilisé qu'en juillet 1919, ayant passé la durée de la guerre loin du front et n'ayant jamais été médecin-chef de l'ambulance

de Pierrefonds comme on peut le lire ici ou là. Dentiste, stomatologue puis professeur à l'école dentaire, ses compétences en chirurgie faciale furent utilisées pour redonner figure humaine aux « Gueules cassées ».

Par ailleurs, pour rendre hommage, à Elisabeth Jalaugier, l'infirmière tuée lors d'un bombardement de Pierrefonds le 20 août 1918, il prit en 1933 l'initiative avec la très célèbre « Maman Perdon » d'ériger un monument en sa mémoire ainsi qu'en celle de toutes les infirmières victimes de leur dévouement pendant la Grande Guerre. Il obtint le parrainage



la villa Palestrina
et le musée de l'impératrice (au coin de la rue)

nage du Président de la République Albert Lebrun, ouvrit une souscription et donna le terrain sur lequel le monument sera érigé en 1955.

Des ambitions électorales contrariées

Après l'armistice, Gustave-Adolphe Clément-Bayard continua de jouir d'une grande popularité parmi ses concitoyens³. Néanmoins, il renonça à briguer un nouveau mandat en décembre 1919. Les nouveaux conseillers déclinant l'un après l'autre la fonction de maire, ce n'est qu'au troisième tour qu'Eugène Clément, fils du maire sortant fut élu par une courte majorité de 8 voix sur 15. De toute évidence, le fils ne valait pas le père aux yeux des Pétrifontains et le nouveau maire peina à s'affirmer. Dans ce contexte et « pour œuvrer à la renaissance de Pierrefonds », François Ferrand se présenta à une élection partielle en 1923 et fut élu conseiller municipal au second tour. Deux ans plus tard, il échoua à sa réélection.

La constitution d'un patrimoine immobilier considérable

À défaut de pouvoir succéder à Clément-Bayard dans ses fonctions de maire, François Ferrand lui racheta l'essentiel de ses biens immobiliers : le Domaine des Bains, le lac et la grande demeure de la chaussée Defublé.

C'est le début d'une boulimie immobilière... En effet, plusieurs maisons et terrains sont achetés principalement rue du Beaudon et parmi elles la villa « La Colombine », une curieuse construction de style toscan avec des toits en tuiles colorées vernissées.

Cette villa sera transformée en 1935 en musée de la dentis-



Villa « La Colombine »

Elle accueillit à partir de 1935 le Musée de la dentisterie

terie dans lequel François Ferrand exposera ses peintures, sculptures, dessins, gravures et porcelaines se rapportant à l'art dentaire⁴. Peu auparavant, il avait créé « *Cadmus* », revue dentaire dont le numéro d'avril 1931 fait état du projet de création d'une « Société d'histoire dentaire » à l'instar des sociétés existant pour la médecine et la pharmacie. L'objet de cette société serait « d'étudier toute documentation artistique, instrumentale et littéraire concernant l'art dentaire »⁵.

Insatiable et voyant toujours très grand, François Ferrand se rendit acquéreur vers 1935, du château de Jonval⁶. Ce château - dont la chapelle est la réplique de celle de Chantilly - et ses jardins étagés à l'italienne, fait modestement le pendant du château de Viollet-le-Duc. À chacun son château... Il dédia la chapelle à Sainte Apolline, patronne des dentistes et alla même jusqu'à faire frapper des médailles à l'effigie de la sainte.

L'affectation fut toute trouvée, le château de Jonval fut

transformé en « Maison du dentiste »⁷ dans laquelle il reçut non seulement des dentistes ayant besoin de repos mais aussi des personnalités ou des membres d'associations historiques⁸.



(Archives familiales)



Enfin en 1941, il apporta son concours financier à sa fille aînée pour l'achat du Rocher, quartier de Pierrefonds situé au dessus de l'église.

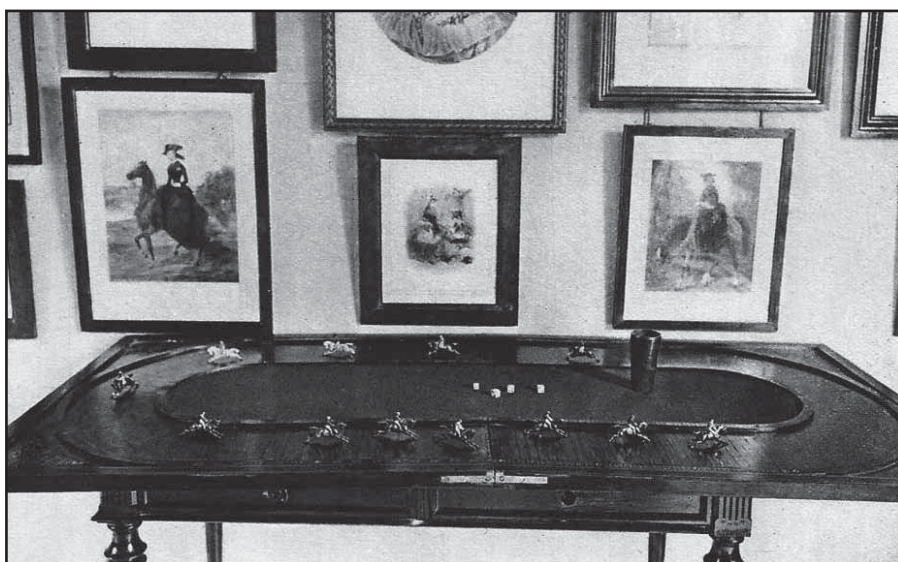
Le musée de l'impératrice Eugénie

Par ailleurs, jamais à cours d'initiatives et désireux de promouvoir l'histoire de Pierrefonds, François Ferrand avait créé en 1933, la société des « Amis de Pierrefonds ». Naturellement, il en devint le président actif ⁹. Un des premiers buts de la société sera d'organiser une exposition de gravures sur le vieux Pierrefonds.

Les « Amis de Pierrefonds » devaient porter un projet beaucoup plus ambitieux en relation avec la passion que le docteur Ferrand vouait à l'Impératrice Eugénie ¹⁰ et au Prince impérial. Dès 1927, il acheta aux enchères, un certain nombre de pièces de mobilier et d'objets ayant appartenu à Eugénie dans son exil anglais de Farnborough Hill. Familier de l'Hôtel Drouot, il enrichit constamment sa collection qui arriva à dépasser les mille pièces.



Portrait par Winterhalter
Musée de l'Impératrice, Pierrefonds



Le jeu des petits chevaux d'Eugénie de Montijo (Musée de l'Impératrice, Pierrefonds)

Désireux là aussi de faire connaître sa collection, il l'exposa au public dans l'une de ses maisons, au 1 rue du Beaudon qui devient « Le musée de l'Impératrice, comtesse de Pierrefonds » ¹¹. L'esprit de ce musée avait bien été saisi par le journaliste du *Matin* qui écrivait dans l'édition du 10 novembre 1935 : « C'est donc le musée de la comtesse de Pierrefonds plus que celui de l'Impératrice Eugénie qui ouvrira dans quelques mois à Pierrefonds ».

On devait y trouver une iconographie retraçant les étapes de sa vie avec quelques pièces maîtresses dont son portrait par Winterhalter et celui réalisé en 1880 par Viala ainsi que des photos « où elle n'est plus que la vieille dame errante aux yeux usés par les larmes ». Une reconstitution d'une salle à manger devait exposer l'argenterie qu'elle utilisait à Farnborough et son buste exécuté par Nieuwerckerke. Le Prince impérial volait quant à lui la vedette à son père avec des gravures le représentant enfant dans divers costumes, dont celui de grenadier, et jeune adulte en uniforme de lieutenant d'artillerie anglaise peu avant son départ pour l'Afrique où il devait périr.

Le musée fut inauguré le 21 juin 1936 en présence de M. Bourguignon, conservateur de La Malmaison et de Compiègne, représentant M. Huisman, directeur général des Beaux-Arts. Dans l'assistance se trouvaient également M. Robiquet, conservateur de Sceaux et directeur de l'association de la presse artistique, M. Girodie, conservateur de Blérancourt, le prince Murat et la maréchale Lyautey.

Un épicurien

François Ferrand, ami de Curnonsky, était membre de l'Académie des gastronomes et il prononça un éloge de Luculus devant cette société en 1944.

Le Temps du 15 juillet 1939 rend compte d'une visite des membres de l'Académie des gastronomes à Pierrefonds, accompagnés de leurs épouses. Après une visite du musée de l'impératrice, où les objets de l'art de la table furent le centre d'intérêt principal, les convives prirent place autour d'une table recouverte d'une nappe avec aigles et service aux armes impériales. Ils dégustèrent « (...) des melons de Vaucluse servis

dans des meloniers de Sèvres très rares avec un Château-Doisy 1904, qui faisait honneur au Sauternais, des queues de homard à la fine Champagne pour déguster un grand vin blanc de Bourgogne, le Corton-Charlemagne 1928.

Comme rôti, des oisons de Guinée flambés à l'Armagnac, escortés d'une mousse d'artichauts au vin de Vouvray avec lesquels on apprécia le Château-Ausone 1921. Puis des pintadeaux Lucullus garnis de foie gras apportés avec la Romanée-Conti 1921, une merveille comme toujours. Le Château-Yquem 1901, brillant et conquérant, arriva avec le praliné impératrice et le Champagne G. H. Mumm-cordon rouge 1919 avec les plus beaux fruits de la saison, pêches et abricots. Au café, une fine réserve de Compiègne 1828 et une vieille cure 1^{ère} cuvée 1911 ».

Un homme d'affaires avisé

Mais d'où provenaient les moyens considérables dont disposait François Ferrand pour financer ses acquisitions immobilières, ses collections, le séjour des dentistes en mal de détente ?

La réponse se trouve dans le succès des activités des deux sociétés parapharmaceutiques qu'il a créées : Pâte AGNEL qui diffuse une crème de beauté pour la peau et Bi-OXYNE qui commercialise poudre et pâte dentifrice, savon, élixir, brosses à dents. Cette dernière société, créée le 22 avril 1911 a connu un véritable succès. La Bi-Oxyne se composait de deux poudres à employer simultanément : une poudre blanche devait nettoyer et blanchir les dents tandis qu'une rose aseptisait la bouche et tonifiait les gencives.

Précurseur à bien des égards, François Ferrand comprend au même moment qu'Eugène Schueller ¹² l'intérêt grandissant des Français pour les produits d'hygiène et ceux destinés aux soins du corps. Comme lui, il a l'intuition qu'il faut innover tant dans la conception des produits ¹³ que dans les méthodes de marketing et de commercialisation. Ainsi, lorsqu'il offre un avion Potez 60 en 1935 à l'aéroclub fondé par les étudiants des écoles dentaires de Paris, il déclare vouloir aider l'aviation sanitaire mais il n'est pas sans ignorer qu'il offre également à sa Bi-Oxyne une efficace campagne publicitaire. Grâce à cela, les affaires seront florissantes.

L'empire du Dr. Ferrand ne lui survivra pas, son patrimoine va être dispersé après son décès. Mais dès avant sa disparition il avait fermé le musée de l'impératrice, car d'un tempérament généreux, il légua ses collections à la ville de Compiègne qui la déposa au musée national du château ¹⁴. Reconnaisante, la ville donna le nom de Ferrand à un square. Il semblerait qu'il ait espéré une reconnaissance différente avec la promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur

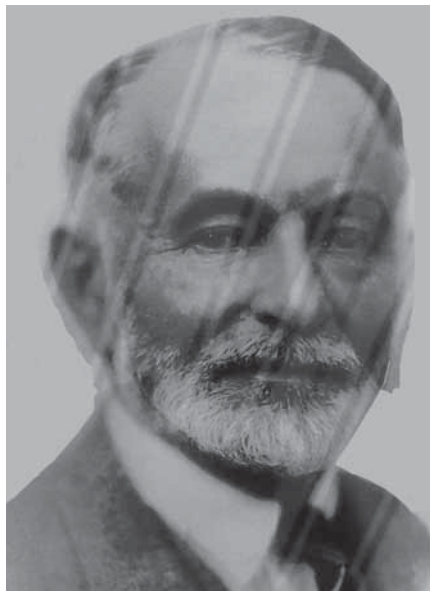
Homme d'envergure, entrepreneur capable de mener de front le développement de ses affaires et une activité de collectionneur insatiable, il n'est cependant pas prophète en son pays. Ses ambitions municipales y ont été contrariées et l'autorisation de fabriquer son dentifrice dans le Domaine des bains lui fut refusée, Pierrefonds ne lui rendit pas son attachement... Estimant avoir été ostracisé de son vivant, il ne voulut pas être inhumé dans le cimetière de Pierrefonds. Il décéda le 7 février



Ex Libris de François Ferrand

On y retrouve sa détermination et deux thèmes de prédilection :
Pierrefonds et l'Empire
(Archives familiales)

1953 à son domicile parisien et comme il l'avait voulu, fut enterré dans son verger face à l'entrée du cimetière communal... Un face à face qui perpétue celui de son vivant...



François Ferrand (1877 - 1953)

Mes vifs remerciements vont à MM. Gérard, Christian et Bernard Chadapaux pour les précieuses informations qu'ils ont bien voulu me fournir concernant leur grand-père.

NOTES

- 1 Il était né le 28 août 1877 à Saint Setiers en Corrèze.
- 2 D'ailleurs, le premier des trois enfants du couple Ferrand-Jurgensen naquit à Pierrefonds en 1907.
- 3 Qui ne semblent pas lui en vouloir d'avoir quitté son poste fuyant l'avance allemande l'été 1914.
- 4 Dans un ensemble un peu hétéroclite, se trouvaient des œuvres de maîtres flamands et italiens, voisinant avec des dessins de Daumier, Cham, Gustave Doré,...
- 5 *Cadmus* cesse sa parution vers 1941 et la Société Française d'Histoire de



l'Art dentaire ne voit finalement le jour qu'en 1949 ; F. Ferrand en sera nommé membre d'honneur à l'unanimité.

6 Cette acquisition s'effectua via une fondation.

7 L'illustration du 10 août 1935.

8 Dont ceux de la Société d'histoire de la pharmacie lors de leur sortie annuelle de 1939.

9 Le président d'honneur sera un ancien président de l'Académie de médecine, âgé de 103 ans, qui attribuait son exceptionnelle longévité aux séjours réguliers qu'il effectuait depuis 54 ans à Pierrefonds...

10 Autre amoureux de Pierrefonds et dont le rôle fut déterminant pour décider de la restauration du château. « L'impératrice voyait dans Pierrefonds l'apanage du prince impérial et la future résidence de la jeune cour » selon A. Boinet.

11 Titre que l'impératrice déchu adopta pour séjourner incognito en France sous la III^e République.

12 Fondateur de l'OREAL

13 Il sera le premier à imaginer un dentifrice bicolore.

14 Elle y constitue depuis l'essentiel du musée de l'impératrice.



J. Bonnotte

Pierre POLACK, Edit d'Art, Paris

Perfection de l'Épiderme
Pâte Agnel
Beauté des mains

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES REÇUS

Nos amis publient :

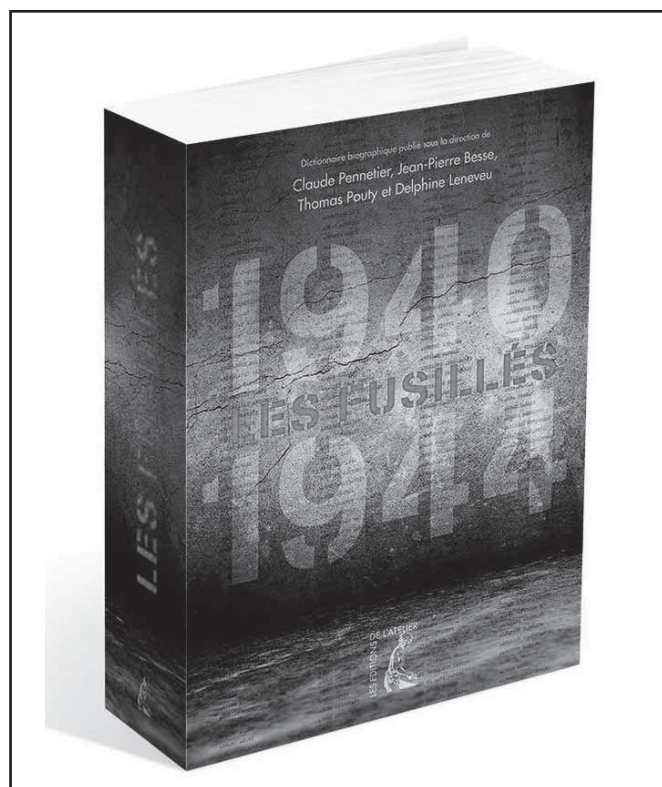
Claude PENNETIER, Jean-Pierre BESSE, Thomas POUTY, Delphine LENEVEU (dir), *Les Fusillés, 1940-1944*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2015, 1950 p., 30 €.

Notre regretté ami Jean-Pierre BESSE avait publié en 2006, avec Thomas POUTY, *Les fusillés, répression et exécutions pendant l'Occupation (1940-1944)*, ouvrage où ils s'étaient efforcés de définir, avec une grande rigueur, les formes de répression et d'exécution perpétrées par l'Occupant allemand et ses alliés vichystes, de manière à établir des chiffres fiables et à mesurer l'ampleur réelle d'un phénomène sensible et depuis longtemps controversé, ayant fait l'objet de maintes récupérations et polémiques politiques. Le PCF ne s'est-il pas ainsi longtemps proclamé « parti des 100 000 fusillés », alors qu'il était avéré que les exécutions en France n'avaient jamais atteint un tel chiffre ni concerné les seuls militants communistes en 1940-44.

Dans la foulée de cette recherche, Jean-Pierre avait

alors entrepris la tâche titanesque d'établir un dictionnaire biographique complet des fusillés ou guillotins, exécutés par condamnation et/ou comme otages, dans la France de l'Occupation, de 1940 à 1944. S'appuyant sur l'expérience et les équipes du Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier qu'il avait co-dirigé ces dernières années avec Claude Pennetier, notre ami s'est aussitôt mis à la tâche avec sa fougue habituelle, animant une équipe de chercheurs dans les divers départements, avec l'objectif de parvenir à boucler ce vaste chantier pour le 70^e anniversaire de la Libération, soit en 2015. Malheureusement, la maladie et le décès trop précoce de Jean-Pierre en juillet 2012, ne lui ont pas permis de voir lui-même l'aboutissement de ce grand projet. Il a été néanmoins été repris et achevé dans le court temps imparti, grâce à l'immense travail accompli par Claude Pennetier et son équipe du Maitron, qui ont su y mettre tout leur cœur, leur énergie et leur compétence.

Le corpus ainsi constitué est celui des fusillés réputés



« légaux » par condamnation des Allemands ou exécutés comme otages, voire guillotins par Vichy, soit près de 4500 noms. Il ne tient pas compte en revanche des exécutions sommaires, dont l'ampleur estimée entre 15.000 et 20.000 fusillés ou massacrés, ne peut être actuellement établie avec certitude. La liste par lieu d'exécution en précise bien la géographie ;

elle est suivie de la masse des biographies individuelles présentées dans l'ordre alphabétique, constituant un impressionnant dictionnaire, à la fois œuvre d'histoire et de mémoire d'une sombre période, dont les héros et les victimes méritaient amplement d'être tirés de l'oubli et honorés.

Jacques BERNET

Lucien COUSIN, *Héritages de Picardie*, Éditions de l'Onde, 2014, 185 p., 17 €.

Derrière ce titre se cache ce que l'auteur, Lucien Cousin (1914-2012), définit comme un ouvrage à l'instar des livres de raison.

Une première partie évoque les racines picardes de l'auteur et de son épouse; c'est une généalogie contextualisée, dont l'intérêt est bien moindre que les chapitres suivants. On y trouve en effet, abordée rapidement, la formation d'un futur instituteur à l'École Normale de Beauvais au début des années 1930.

La carrière militaire de celui qui se présentait parfois comme « officier d'active et instituteur de réserve » est la plus documentée. Après avoir suivi le Peloton des candidats élèves officiers de réserve en 1935, il est affecté l'année suivante comme sous-lieutenant au bataillon du 51^e RI de Beauvais, puis en 1937 au 3^e bataillon du 67^e RI à Compiègne.

Après un bref retour à la vie civile à l'École Hersan, Lucien Cousin retrouva le

régiment en septembre 1939. En mai-juin 1940, la 3^e DIM se trouvait dans le secteur de Stone; le jeune sous-lieutenant commandait les mortiers de la CA 3 et donne un bon témoignage de ce qu'a pu voir un chef de section.

L'autre chapitre occupant une place importante concerne la captivité en *Offlag*, la libération et le retour à la vie civile. On ne découvrira donc que très succinctement la formation et la vie d'instituteur dans ce livre, mais l'on mesurera la cassure que constitua la guerre pour les hommes de cette génération.

Marc PILOT

Marie-Claude DINET-LECOMTE, Pascal MAUTAUBIN, *Les hôpitaux de Picardie du Moyen-Âge à la Révolution*, Encrage, Amiens, 2014, 668 p., 40 €.

Réalisé par une copieuse équipe d'historiens, d'historiens de l'art, d'archéologues et d'archivistes, coordonnée par deux maîtres de conférences de l'Université de



Sous la direction de
Marie-Claude Dinet-Lecomte
& **Pascal Montaubin**

LES HÔPITAUX DE PICARDIE du Moyen Age à la Révolution

encrage

Picardie-Jules Verne, cet important ouvrage se présente d'abord et avant tout comme un répertoire-atlas et un guide de recherches à

l'échelle de l'actuelle région de Picardie. Il propose les notices uniformisées de quelque 180 établissements répartis dans 110 localités, petites

Ouvrages reçus, dont il sera rendu compte dans un prochain numéro de la revue :

- Gérard HURPIN (Éd.), *L'Intendance de Soissons à la fin du XVIII^e siècle, édition critique du Mémoire « pour l'instruction du Duc de Bourgogne »*, Paris, Éd. du CTHS, 2010, 476 p., 50 €.
- Florence GAUTHIER, *L'aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des Citoyens de Couleur, 1789/1791*, CNRS Éditions, Paris, 2007, 446 p., 22 €.
- F. GAUTHIER, Y. BOSCH (rééd.), A. MATHIEZ, *La réaction thermidorienne*, fabrique éditions, Paris, 2010, 410 p., 25 €
- Yves JUNOT, *Les bourgeois de Valenciennes. Anatomie d'une élite dans la ville (1500-1630)*, P.U. du Septentrion, Villeneuve d'Asq, 2009, 320 p., 23 €.
- *Histoire et patrimoine industriels de l'Oise*, Actes du colloque de Beauvais, 17-18 mars 2007, A.D. Oise, 2009, 140 p.
- Éline HASCOËT, *La buveuse d'encre*, Éd. Cheminements, 2009, 146 p., 14 €.
- Éloi DELBECQUE (prés.), *Nouvelles Annales pour servir à l'histoire de la ville et de l'église de Noyon, par le chanoine Sézille (1707-1775)*, Société Historique de Noyon, 2012, 418 p., 20 €.
- Claude HODIN, *Murnau ou les Aventures de la pureté*, Paris, L'Harmattan, 2012, 216 p., 21 €.
- Geneviève HODIN, *Rimbaud : une rentrée dans le monde des Lettres en cachette ?* Imédia, Compiègne, 2012, 104 p., 7 €
- M-C. SVETOVIDOFF, C. LESCLINGAND, *l'église Saint-Laurent de Beaumont*, Beaumont-sur-Oise, 2013, 75 p.
- Jacques HANTRAYE, *Le cimetière de Meulan-en-Yvelines (1832-2013)*, municipalité de Meulan, 2013, 65 p.
- Françoise WARO, *Neuville-sur-Oise, des origines à 1914*, Mairie de Neuville, Lambersart, 2013, 351 p., 19 €.

et grandes, des trois départements de l'Aisne, l'Oise et la Somme, depuis le haut Moyen-Âge jusqu'à la Révolution française.

Un large choix d'annexes, d'illustrations et de cartes complète l'approche analytique, embrassant plus d'un millénaire d'histoire charitable et hospitalière, où Compiègne figure d'ailleurs en bonne place avec quatre hôpitaux, dont l'hôtel-Dieu Saint-Nicolas-du-Pont, remontant au haut Moyen-Âge et l'hôpital général, création du début du règne de Louis XIV.

Témoignant de la densité et de la permanence des fondations charitables sur le long terme en notre région comme ailleurs, ce livre très pratique apporte ainsi une éminente contribution à l'histoire économique, sociale, urbaine, religieuse et médicale, participant à la préservation d'une mémoire hospitalière quelque peu mise à mal par les restructurations actuelles.

Jacques BERNET

AU SOMMAIRE DES PUBLICATIONS RÉGIONALES

Picardie

Bulletin des Avenues,
Association des Avenues
de Compiègne

n° 5, avril 2015 :

Le dernier bulletin de l'association animée par notre collègue et ami Éric Georgin présente un article sur le Haras (Marion LHOTÉ) et des extraits de *l'Histoire de Compiègne et des Environs*, manuscrit de l'ancien Oratorien Gaspard Escuyer (1754-1832) conservé à la Bibliothèque Saint-Corneille, au sujet des plantations des

Avenues sous Louis XV.

Mémoire de l'Oise CANOPE, Beauvais

n° 21, mars 2015 :

Atlas de la Libération de l'Oise, 28 août - 2 septembre 1944 (Jean-Yves BONNARD).

Archives et mémoire A.D. Oise, Beauvais

n° 14, mars 2015 :

Photographie et numérisation de documents figurés concernant la restauration du château de Pierrefonds ; Peau neuve pour les tables de succession ; les expositions itinérantes.

Mémoires de la Société Académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise Beauvais

Tome 37, 2015 :

Ce 37^e tome de Mémoires de la Société beauvaisienne, marque une résurrection, renouant avec un glorieux passé éditorial dans une présentation de notre temps.

Les chapelles funéraires de Chépoix et Guiscard (Pascale TOUZET) ; Les vitraux de l'église de la Madeleine de Beauvais (Paul REEVE, Rita POXON) ; Un diagnostic archéologique sur le site de la Madeleine à Beauvais (François HAAZ) ; Mémoire sur la restauration récente de l'abbaye bénédictine de Breteuil (P. DOUS) ; L'abbé Sterlin (1832-1912), un curé picard (R. BULAN) ; Les industries du bois autour de la forêt de Hez (Patricia FEUGEY) ; Sur le fil rouge de Charles Janet (Loïc CASSON) ; Souvenirs de Xavier-Eugène de Maistre (Jacques DUMONT de MONTROY).

Études Noyonnaises Société Historique de Noyon

n° 287, mars 2015 :

Les maires, conseillers généraux et d'arrondissement morts pour la France durant la Grande Guerre dans l'Oise ; L'architecture de la première reconstruction en Picardie : une patrimonialisation en devenir (J.-Yves BONNARD) ; Quand Noyon jouait à la petite guerre (G. TERTIEAUX) ; Inauguration et bénédiction du mémorial de l'empire britannique dans la cathédrale (Dr Jean LEFRANC).

Histoires du Valois Société d'Histoire et d'Archéologie du Valois, Crépy-en-Valois.

n° 5, 2015 :

Une famille ouvrière à Béthisy-Saint-Pierre au tournant de la Belle Époque (J.

GRESSIER) ; La féodalité à Pierrefonds (XIII^e-XVII^e siècles) (Laurent KOKANOSKY) ; *Dossier Seconde Guerre mondiale* : La « Drôle de guerre » d'Yves Perrin, correspondance présentée par Daniel GIBERT ; La ligne Chauvineau (Frédéric GONDRON) ; Quelques jours de mai-juin 1940 à Crépy-en-Valois (Marc PILOT) ; L'appel du préfet Paul Vacquier aux maires de l'Oise, 4 juin 1941 ; 70^e anniversaire du sort de Germaine Lehmann et de ses deux garçons, exterminés à Auschwitz, le 25 janvier 1944 (Éric DANCOISNE).

La revue du pays d'Estrées Estrées-Saint-Denis

n° 53, janvier 2015 :

Statistiques agricoles sous la Terreur (1793-1794) (Jean-Marie GILLARDIN) ; Un écrivain oublié : Honoré Lescot (1834-?) (I) ; Les débuts de la

Histoires du Valois
2015
n° 5
Dossier:
Seconde Guerre mondiale dans le Valois et l'Oise
La féodalité à Pierrefonds XIII^e-XVII^e siècles
Une famille ouvrière de Béthisy-Saint-Pierre à la Belle Époque
Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie du Valois
Année 2015, numéro 5
12 euros

Grande Guerre à Grandfresnoy (Pascal LENOIR).

n° 54, avril 2015 :

Honoré Lescot (II) ; L'Hironnelle des cheminées (Maryse DELAFOLLIE) ; Les propriétaires du château de Jonquières au XIX^e siècle, des de Muysart aux Lebeau ; Pétition pour la réouverture de l'église de Jonquières en 1795 (J.-Marie GILLARDIN).

Les Cahiers de l'AMOI Creil

n° 26, décembre 2014 :

L'usine Ferretite à Villers-St-Paul (G. ROSE, Th. DUBLANGE) ; Reconversion industrielle : Villers (J. PENIT) ; Une étude du BRGM (J. LOIGEROT) ; Creil-Nogent : autour de la gare (Thierry DUBLANGE) ; Transport de force par électricité entre Creil et Paris (1885-1886) (F. SCHNEIDER) ; Burton à Nogent vers 1890.

Amis du Vieux Verneuil Verneuil-en-Halatte

n° 133, mars 2015 :

Carrières et carriers de Verneuil (J.-Philippe PINEAU).

Histoire et Archéologie Nanteuil-le-Haudouin

Hist&A, n° 1, juin 2015

Le monastère Notre-Dame et Saint-Babylas de Nanteuil-le-Haudouin (Ph. RACINET) ; Souvenirs d'enfance et de jeunesse à Péroy-les-Gombries (P. DURAND) ; La borne Trudaine à Nanteuil (P. CHAIX) ; Brest du 1^{er} au 11 septembre 1914, journal d'Élis. ROUSSEL.

Mémoire de Gouvieux Société Historique de Gouvieux

n° 1, juin 2014 :

De l'eau pétillante à la Chaussée ? (F. GONDRON).

Comptes rendus et Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Senlis

années 2010-2011 :

La légende de Saint-Rieul (Ph. BOUDIN) ; Saint-Frambourg de Senlis, archéologie et anthropologie (M. DURAND, B. PINELLA, B. et P. Fr. PUECH) ; Le palais épiscopal de Senlis (P. RACINET) ; 1536-1550, l'irrésistible ascension d'Hippolyte le Magnifique (J.-M. VASSEUR) ; Contribution à l'histoire des collections patrimoniales de la bibliothèque de Senlis (I) (Ph. VILLAIN) ; L'influence Blanc-Radziwill dans le domaine d'Ermenonville (J.-C. MORIN) ; Les traces archéologiques des conflits mondiaux dans le paysage senlisien (J.-M. POPINEAU, L. DAPREMONT) ; Le Dr Léon Dautheuil (1889-1977) (G. BODIN).

Cahiers de la SHGBE, Bray, Thelle, Vexin Le Coudray-Saint-Germer

n° 73, 2015 :

L'orgue de la collégiale Saint-Hildevert de Gournay-en-Bray (M. DESCARPENTRIE) ; « Arrestation » de grains dans le district de Gournay en 1792 (B. LOIR CHATEL) ; Châteaux et chatelains du Vexin : deux volumes de José Gilles (Joël GODARD) ; Souvenirs d'enfance, de l'Occupation à la Libération à St-Pierre-ès-Champs (R. PUECHALDOU) ; Gournay-en-Bray, le textile dans tous ses états (I) : la manufacture royale de serge, façon dite de Londres (Yves BEGUÉ).

Bulletin de la Société Historique de Soissons

avril 2015 :

Robert ATTAL (1926-2015) (R. VERQUIN) ; La guerre des femmes (D. ROLLAND) ; Le jour

où a explosé le bastion de St Rémy, 1815 (J.-P. BELLAU) ; La chute et le retour de l'Empire (J.-P. HALLARD) ; C. Chastillon, témoin du siège de Laon par Henry IV en 1594 (É. THIERRY).

La lettre du Chemin des Dames, Laon

n° 34, mars 2015 :

Le cimetière militaire provisoire du parc du château de Soupir (G. FLUCHER) ; Retour au bois de Beaumarais par Henri Couvreur (1897-1993) ; Trois frères à la guerre, François, Émile et Jules Fangeaud ; Alphonse Hanras (1892-1958), premier guide de la Caverne du Dragon (D. BECQUART) ; Photos d'un artilleur à Berry-au-Bac, été 1916.

Société des Antiquaires de Picardie, Amiens.

Bulletin 1er sem. 2014


Les somptueuses sibylles à la cathédrale d'Amiens (I. HANSCOLLAS) ; L'image à Amiens autour de 1500. Les peintures (P. DUBOIS) ; Le couvreur J. Martin et le massacre de protestants à Amiens en 1568 (D. ROSENBERG) ; Amiens face à ses pollutions à la fin du Moyen-Âge (M. BEGHIN) ; Prosopographie de l'état-major de la garde nationale amiénoise (août 1789) (M. MAROUCHE) ; L'ombre du Vel d'Hiv dans la Somme : la rafle des « juifs étrangers et apatrides » en juillet 1942 (D. ROSENBERG).

Île-de-France

Mémoires de la Société Historique de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin


Tome XCVI, 2014 :

Carrières et carriers de la butte de l'Hautil (R. BRÉANT, J.-Claude GRIGNON) ; Louise

 **Mémoire de Gouvieux** n°1 juin 2014

Le magazine d'histoire pour tout connaître de notre ville d'hier ... à aujourd'hui.

De l'eau pétillante à la Chaussée ?



Gouvieux - Le Canon de la Source de La Chaussée

Société Historique de Gouvieux

d'Épinay et le château de la Chevrette (Marie-Thérèse LHONORÉ) ; Débuts de guerre en Val d'Oise (Fr. WARO) : cet important article de 130 pages très documenté et richement illustré relate les débuts de la Grande Guerre dans l'arrondissement de Pontoise : l'immédiat avant-guerre, la mobilisation et la déclaration de guerre de l'été 1914, puis les premiers mois du conflit jusqu'à la fin de sa première année ; Les Deylons, bourgeois de Pontoise et seigneurs de Theuville (Christian KOVARIK) ; Argenteuil et l'aéronautique (II) (Gérard HARTMANN).

n° 80, 2015 :

Nouveautés dans les collections iconographiques des Archives départementales du Val d'Oise (Marie-Hélène PELTIER) ; Alphonsine, couturière dans le Vexin (Françoise WARO) ; Deux aquarelles inédites de William Thornley

(Françoise WARO, Bernard GAUDINOT, Michel IBRE, Paul MATHIEU ; 1880-1914. Le beau temps des céramiques (Marie-Thérèse LHONORÉ)

Amis du Vexin français

n° 69, décembre 2013 :

Fontaine, Pontoisien et architecte de Napoléon (J.-P. BARLIER) ; La vallée de l'Oise et le Vexin français (I) (Jean-Claude CAVARD) ; Oscar Legris. Couleurs d'un destin (Marie-Claude BOULENGER).

n° 70, vol. 1, déc. 2014

Le Vexin français dans les misères de la guerre [1649-1652] (Jean-Pierre BARLIER) ; Boggio : de Xavier à Emilio ; Michel Fillette, un peintre paysagiste (Marie-Claude BOULENGER) ; Rencontre à Auvers-sur-Oise avec Xavier Boggio sculpteur et peintre (VERADIAS) ; Tourisme en Vexin (J.-C. CAVARD).

n° 70, vol. 2, dec. 2014

Agriculteurs et agricultures en Vexin (J.-Cl. CAVARD, E. de MAGNITOT) ; Aménagements hydrauliques de l'Oise à l'Isle-Adam (Cl. LEGOUT).

Champagne-Ardenne

Mémoires de la Société Académique de l'Aube

Troyes

T. 138, 2014 :

L'épiscopat d'Henri de Carinthie, évêque de Troyes (1145-1169) (P. CORBET) ; Robert et Richard, héros de la Bibliothèque bleue marqués par le Diable (Marie-Dominique LECLERC) ; Une peinture janséniste de Jacques de Létin (Robert FOSSET) ; La nécropole celtique du Chêne (Solange GAUDY) ; La gestion des conservations des chasses de Xavier de Saxe à Pont-sur-Seine (1775-1790) (Aurélie LOUIS) ; Grandes dates de la vie musicale à Troyes (Jean-Marie MEIGNIEN) ; Le prieuré et la fontaine de la Madeleine près de Villenaux (Jean-Claude TERILLON) ; Le conseil de fabrique de l'église de Bourguignons (Didier FRAMERY) ; La vie quotidienne dans l'Aube en novembre-décembre 1944 (Robert POISSON) ; Charles Des Guerros (André GERARD) ; Auguste Marguillier, esthète aubois (1862-1945) (Madeleine COPPENS) ; Villenaux, son vignoble (Jacques GESLIN) ; Saint-Lyé à la fin du XVIII^e siècle (1773-1789) (Ludovic TROUVÉ) ; La campagne de France à Pont-sur-Seine en 1814 ; les Casimir-Perier à Pont-sur-Seine (1821-1968) (Paulette SIMOUTRE) ; Crancey aux XVIII^e et XVIII^e siècles (Odile GAGNIÈRE) ; Les Casimir-Perier à Pont-sur-Seine (1821-1968) (Marie-Thérèse SIMOU-

TRE) ; Albert Camus, modèle pédagogique d'un collègue aubois (Jean-Paul CHARLOT) ; Les écoles de Villenaux, de l'Ancien Régime au XX^e (J.-Cl. TERILLON) ; Les répétiteurs du lycée de garçons à la fin du XIX^e siècle (Jean-Louis HUMBERT) ; Histoire du « Bois l'Abbesse » (Raymond TAMASSON) ; Paul Lutet (1850-1902) (Monique LOUVEL) ; Histoire des seigneurs de Vendevre-sur-Barse (Édouard de SAINT-PHALLE) ; Aspects de la création dans la sculpture auboise des XVI^e-XVII^e siècles (Jean-Luc LIEZ) ; Une œuvre de Luc Olivier Merson au musée Saint-Loup de Troyes (Clément CHEVALLIER).

Travaux de l'Académie nationale de Reims

Vol. 182, 2015 :

Un homme, un livre au XI^e siècle. Le prévôt Odalric et le manuscrit 15 de la Bibliothèque municipale de Reims. Études réunies par Patrick CORBET et Patrick DEMOUY.

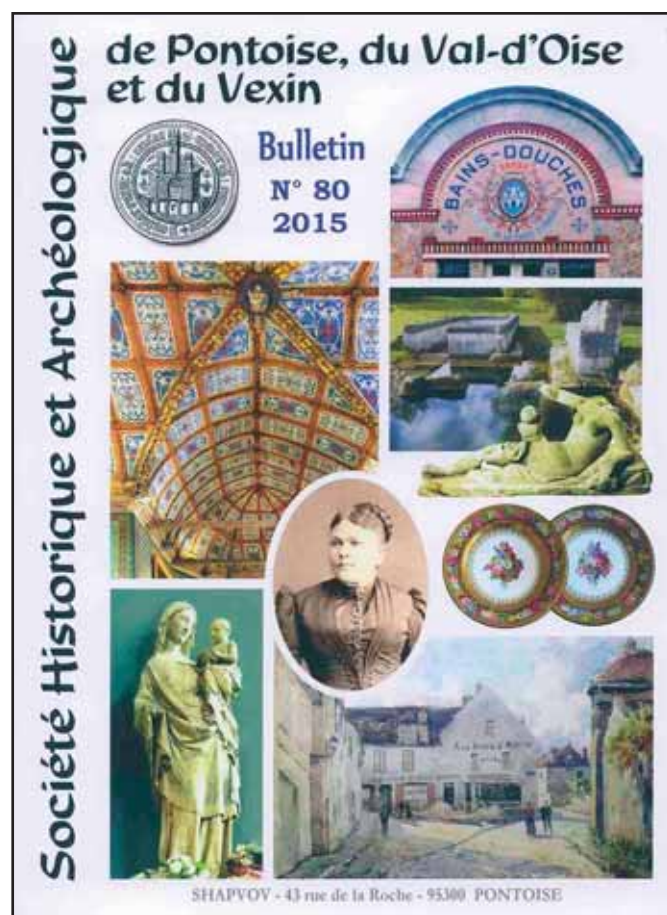
Les Cahiers Haut-Marnais, Chaumont.

n° 273, 2014/2 :

Le général de Gaulle à Colombey : les témoins racontent (Céline ANCHE, Antoine COLLIAT, dir.).

n° 274-275, 2014/3-4 :

Étude architecturale des couvents des annonciades célestes fondés au XVII^e siècle dans l'espace haut-marnais, Joinville (1621), Langres (1623), Bourmont (1667) (Julie PIRONT) ; Autour des bâtiments médiévaux disparus d'Aubérive et de Longuay (1153-1762) (Benoit CHAUVIN) ; L'église d'Annoville : un riche décor de modillons du XVI^e siècle (Alain LAURENT) ; Chronique



de l'année 2013 aux Archives départementales de la Haute-Marne (Sandrine FRITZ) ; En attendant la numérisation de la presse ancienne, le reclassé des collections de journaux des Archives départementales (Samuel MOURIN).

Société Historique et Archéologique de Langres

Bull. n° 398, 1/2015 :

Débuts de la Grande Guerre à Baissey. Journal inédit (Jean-Nicolas CARDINAL) ; Émile Darbot. Un curé de campagne et les deux guerres Mondiales (Bernard DROUOT) ; Un prêtre-soldat fait une découverte (Georges VIARD).

Bull. n° 399, 2/2015 :

Deux stèles à décor latéral au Musée de Langres (Anne-Laure EDME) ; Felipe Bigarny (1475-1542). Un « Langrois » en terre ibérique au Siècle d'Or (Cyril PELTIER) ; Débuts de la Grande Guerre à Baissey (suite du journal de CARDINAL).

Normandie

Annales de Normandie
Caen

Juillet-déc. 2014 :

Le site d'Étouvry / La Graverie (Calvados) (Daniel LEVALET) ; Les donations pieuses en Ecosse aux XII^e-XIII^e, le *Coldinghashire* (Aline BRODIN) ; Robert Jolivet, abbé du Mont Saint-Michel (1411-1444) (David FIASSON) ; Les débits de boisson au Havre au XIX^e siècle (Nicolas COCHARD) ; Opinions et quotidien dans le Bessin en juin 1944 (Jean-Luc LELEU) ; Malaises étudiants et perplexités professorales à Caen en 1970-1971 (Benoit MAR-

PEAU) ; *Count Eustace II of Boulogne and the Bayeux Tapestry* (Horst VAN CUYCK, Véronique LAMBERT).

Janv.-juin 2015 :

L'église Notre-Dame-de-Froide-Rue (Saint-Sauveur) à Caen (Étienne FAISANT) ; L'abbaye cistercienne de Barbery (Calvados) (Adrien DUBOIS, Jean-Baptiste VINCENT) ; *Who built what at Mont Saint-Michel during the 10th Century* (Georges GANDY).

Autres régions :

Revue Historique du Centre-Ouest,
Poitiers.

T. XII, 2e sem. 2013 :

Poitiers à la fin du Moyen-Âge, une capitale artistique ?
Le mécénat des frères du

Fou, de Jean Mérichon et de quelques autres amateurs éclairés (Laurent HABLLOT) ; La famille du Fou ; Les Mérichon en Aunis et en Poitou au XV^e siècle (Robert FAVREAU) ; Le jardin d'Eden à Dissay (Claudine LANDRY-DELCROIX) ; Les carreaux de pavement émaillés du château de Dissay (XV^e siècle) (Maé SIBERIL) ; La restauration des pavillons sud du château de Thouars (Grégoire VOUHÉ, François JEANNEAU, Bénédicte FILLION-BRAGUET) ; Les architectes du château des Ormes du XVIII^e au XX^e siècle : Meunier, De Wailly, Coulomb (Philippe CACHAU) ; Le jardin de l'hypogée des Dunes à Poitiers (G. VOUHÉ).

Musée de la Révolution française, Vizille.

Programme des anima-

tions de la saison 2015 : *Collectionner la Révolution française*, colloque, 23-25 septembre ; acquisitions et restaurations du musée ; bicentenaire du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, mars 1815.

Études Héraultaises,
Montpellier.

n° 44. 2, 2014 :

D'une guerre à l'autre, 1914-1918 / 1939-1945.

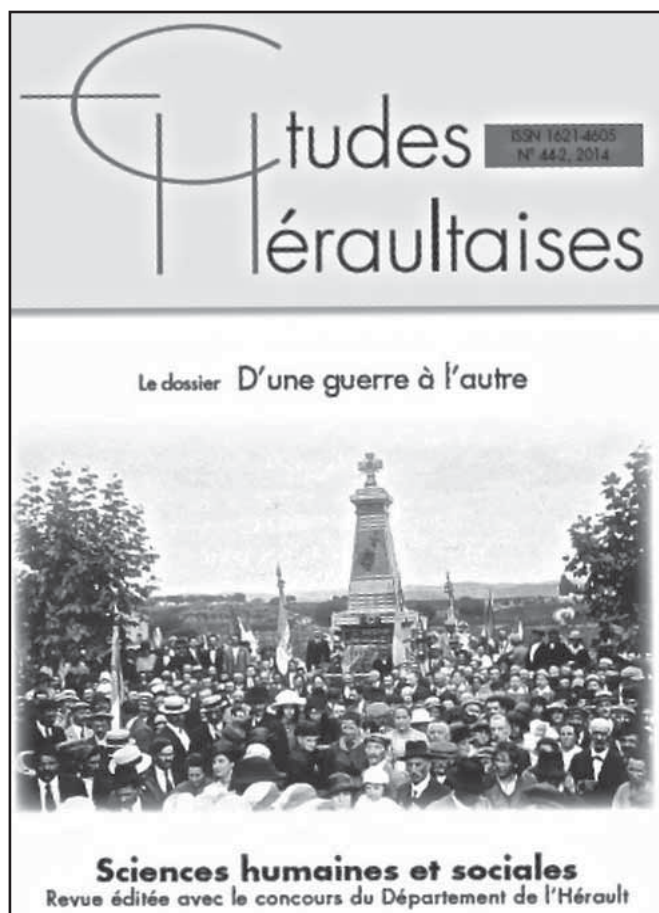
Le conseil municipal de Lunel, 1914-1919 (Aurélia JANDOT) ; Correspondance d'André Nicolas (Rafaël HYACINTHE) ; Louis Vallière et la Grande Guerre (Christine DELPOUS-DARNIGE) ; De *L'Avenir agathois* à *L'Agathois* (Yves GUILLAUMA) ; 21 août 1944 : la fusillade place de la Comédie (Alain ALQUIER).

Étranger

Bulletin CEGESOMA
Bruxelles

n° 47, décembre 2014 :

Quel avenir pour le patrimoine belge des années noires du 20^e siècle ? (Rudi VAN DOORLAER) ; Le CEGESOMA, acteur majeur des commémorations de la Grande Guerre ; Le nouveau *Bastogne War Museum*. ; Histoire et mémoire du premier conflit mondial ; Spécialistes belges et allemands face à la Première Guerre mondiale ; Première Guerre mondiale et identités nationales en Belgique ; Iconographie et mouvements sociaux au XX^e siècle ; Pénurie et ravitaillement pendant la Seconde Guerre mondiale en Europe occupée ; Albert et Elisabeth, la vie d'un couple royal ; Les Juifs à Bruxelles ; La Justice de Transition.



ANNALES HISTORIQUES COMPIEGNOISES

Études picardes modernes et contemporaines

Reuves encore disponibles :

- N° 35 : La crise des années trente dans l'Oise [1986], 49 p. - 4 €
- N° 36 : La démographie moderne de Compiègne ; Le Front Populaire dans l'Oise [1986], 56 p. - 4 € (*presque épuisé*).
- N° 45-46 : Populations de l'Oise (XVIII^e-XX^e siècles) [1991], **prix Afforty, Clio, Senlis 1991** - 66 p. - 4 €.
- N° 51-52 spécial : Le sport à Compiègne et en Picardie, 1860-1930 [1992], 64 p. - 4 €.
- N° 57-58 : Cléricaux et anticléricaux en Picardie; mission d'Isoré, Collot d'Herbois dans l'Oise, 1793 [1994], 68 p. - 4 €.
- N° 59-60 : Aspects de la Belle Époque à Compiègne et dans l'Oise [1995], 68 p. - 4 €.
- N° 63-64 : Enfance, éducation à Compiègne et dans sa région [1996], 72 p. - 4 €.
- N° 65-66 spécial : Le Directoire dans l'Oise, 1795-1799 [1996], 72 p. - 5 €.
- N° 67-68 : Compiègne et ses forêts, histoire d'une fréquentation touristique ; Un babouviste compiégnois ? le notaire Jean-Baptiste Sivé (1766-1808) [1997], 50 p. - 4 €.
- N° 69-70 : L'Oise histoire d'une vallée industrielle, XIX^e-XX^e siècles ; visite de Nicolas II à Compiègne [1997], 58 p. - 4 €
- N° 71-72 spécial : Les élections sous la Révolution dans l'Oise et en Picardie [1998], 84 p. - 5 €.
- N° 75-76 : La conscription dans l'Oise, 1798-1805, l'armistice de 1918, le séisme de 1756 [1999], 58 p. 4 € (*presque épuisé*)
- N° 77-78 : Compiègne à l'aube du XXI^e siècle, démographie et urbanisme [2000], 65 p. - 4 €.
- N° 103-104 spécial : Centenaire de la Séparation de l'Église et de l'État à Compiègne et dans l'Oise [2006], 80 p. - 8 €.
- N° 109-110 : Un Compiégnois P.G. en Angleterre, 1804-1811 ; Jean Lhuillier, maire de Compiègne, 1940-1944 ; productions végétales à Neufvy-sur-Aronde, 1850 -1939 ; Institution et lycée à Beauvais, 1889-1900 [2008], 70 p. - 7 €.
- N° 111-112 spécial : Saint-Léger-aux-Bois, XVIII^e-XX^e siècles [2008], 70 p. - 8 € (*presque épuisé*)
- N° 113-114 : Carmélites de Compiègne ; Charles IV à Compiègne (1808-09) ; reconstitution des terres de l'Oise après 1918, l'impact de la défaite de 1940 sur les maires de l'arrondissement de Senlis, [printemps 2009], 64 p. - 8 € (*presque épuisé*)
- N° 119-120 spécial : Femmes d'influence et héroïnes dans l'Oise [automne 2010], 63 p., 7 €.
- N° 127-128 spécial : Mémoire des guerres. Compiègne-Royallieu (1918-2012) [automne 2012], 81 p., 8 € (*presque épuisé*).
- N° 129-130 spécial : Berneuil-sur-Aisne (XVIII^e-XX^e siècles) [printemps 2013], 81 p., 8 €.
- N° 131-132 : Amiens, Compiègne dans les guerres de Religion ; Antoine Vivenel, entrepreneur et mécène ; Les débuts de la III^e République dans l'Oise, 1869-1889 ; Les élections municipales dans l'Oise (1919-1935) ; La Haute Cour de Justice de l'Oise en 1945 [automne 2013], 78 p., 8 €.
- N° 133-134 spécial : Bicentenaire 1814, Compiègne - Oise [printemps 2014] 78 p., 8 €.
- N° 135-136 spécial : Centenaire 1914, Compiègne - Oise [automne 2014], 82 p., 8 € (*presque épuisé*).
- N° 137-138 : Le château de Compiègne, 1788-1852 ; la villa Marcot (1908) [printemps 2015], 74 p., 8 €.
- N° 139-140 spécial : Pierrefonds, XVIII^e-XX^e siècles [automne 2015], 75 p., 8 €.

Suppléments à la revue :

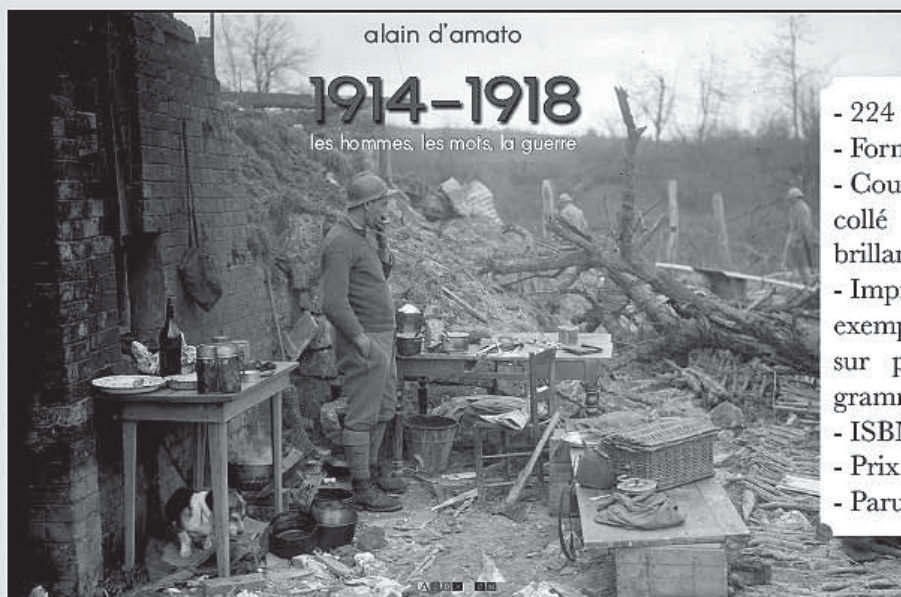
- Jean-Marie TOURNEBIZE, *Si Nogent-sur-Oise m'était conté* [cartes postales anciennes] [1979] - 8 € (*presque épuisé*)
- Marc PILOT, *La région de Compiègne pendant la Seconde guerre mondiale, 1940-1944* [1994], 170 p. - 12 €.
- Philippe PAPET, *Cléricaux et anticléricaux en l'arrondissement de Senlis, 1871-1914*, **prix Afforty, Senlis 1995** [1995], 2 vol., 600 p. - 15 €.
- Éric DANCOISNE, *Jean VASSAL député-maire de Crépy-en-Valois (1870-1953)* [2008], 253 p. - 20 € (*presque épuisé*).
- Christiane FAGOT, *Les mémoires de Krysta, témoignage d'une enfant de Morienvall* [2009], 165 p. - 20 € (*presque épuisé*).
- Françoise MARTINS, Index de la revue, 1978 - 1997, [1997] - 40 p., 3 € - **1998 - 2007** [2008], 48 p. - 5 €.
- Pierrefonds, XVIII^e- XX^e siècles, rééd. du n° 49-50 de la revue [2001], 55 p. - 7 € (*vendu à l'Office du tourisme de Pierrefonds*)
- La guerre de 1870 dans l'Oise, *Actes de la journée d'études du 5 novembre 2011* [2013] - 127 p., 20 €.
- Entrer en guerre dans l'Oise en 1914, *Actes du colloque de Senlis, 26-27 septembre 2014* [2015], 183 p., 25 €.

Pour se procurer les publications disponibles, écrire ou téléphoner au siège de la Société :
82 bis rue de Paris, 60 200 COMPIEGNE - Tel. : 03.44.20.26.52 - Courriel : Jbnet@wanadoo. fr
Joindre un chèque au prix indiqué à l'ordre de la Société d'Histoire de Compiègne.
On peut aussi obtenir, à prix coûtant, des photocopies d'articles de numéros épuisés.

Prochaine publication prévue :

- N° 141-142 : Compiègne et l'Oise de la Seconde Guerre Mondiale à la Libération [Printemps 2016].

1914-1918 : les hommes, les mots, la guerre



- 224 pages couleur.
- Format 21 x 29,7 cm à l'Italienne.
- Couverture cartonnée, dos carré collé avec tranchefile, pelliculage brillant.
- Imprimé dans les Flandres à 1918 exemplaires numérotés et signés sur papier "Périgord matt" 150 grammes.
- ISBN: 978-2-917197-18-9
- Prix : 40 Euros
- Parution : septembre 2015

Entre 1914 et 1918, l'Europe s'est déchirée dans le conflit le plus meurtrier de son histoire avec l'avènement d'une guerre moderne - moderne parce qu'industrielle -, qui a vu l'apparition et la production en masse de nouvelles armes de combat toujours plus perfectionnées et destructrices. Cette guerre, les acteurs ne l'ont pas vécue en noir et blanc mais il existe peu de photographies en couleur de l'époque qui apportent pourtant un autre regard sur l'enfer qu'ont traversé ces millions de soldats et de civils durant plus de 1500 jours.

Spécialiste de la colorisation de photos anciennes, Alain D'Amato, également auteur de plusieurs ouvrages historiques, a décidé de redonner de l'éclat à des clichés de la Grande Guerre et de les regrouper dans un livre. Il a, au fil d'un long et méticuleux travail artistique, mis en couleur plus de deux cents photographies, la plupart partiellement, pour mettre en lumière une situation, un lieu, un regard, une émotion, un objet. De plus, chacune d'elle est associée à une citation qui la relie à un contexte ou à un événement qu'une légende claire et concise vient compléter. Ainsi, en six parties thématiques, l'auteur nous livre un remarquable panorama en couleur de quatre années de combats acharnés, de désastres et de souffrances qui ont sonné le glas de la Belle Époque et emporté le monde dans le tourbillon des Années folles.

BON DE COMMANDE

Nom :

Prénom :

Adresse de livraison :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Courriel :

Nombre d'exemplaires commandés :

x 40 Euros =

Euros + 5 Euros de frais de port

TOTAL :

Euros

Veuillez retourner ce bon de commande accompagné de votre règlement par chèque à l'adresse suivante
(Pour les établissements publics réglant par virement renvoyez simplement ce bon de commande) :

ÉDITIONS ALDACOM

6, avenue des Cistes - 34420 Villeneuve-lès-Béziers

Commande en ligne : www.couleursdupasse.fr

NOUVELLES DE L'ASSOCIATION

Samedi 14 février 2015, à 14 H 30 au lycée Pierre d'Ailly de Compiègne, Céline HAIGRON, maître en histoire de l'art, nous a présenté une brillante conférence sur **la villa Marcot (1908)** fleuron de l'Art nouveau à Compiègne.

Située au 16 avenue Thiers, la villa Marcot, fleuron de l'Art nouveau sans équivalent dans la ville, reste largement méconnue des Compiègnais. Elle avait pourtant fait l'objet d'un reportage complet dans la prestigieuse revue *La construction moderne*, en 1908. Racheté par la Ville en 1950 et devenu une annexe de l'actuel collège Monod, l'édifice a heureusement bénéficié en 1986 d'un classement à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, à l'initiative de la DRAC de Picardie. Ayant consacré son mémoire de master 1 en histoire de l'art, soutenu avec succès en 2014 à l'Université de Paris I, à l'œuvre du mosaïste parisien Henri Bicchi, Céline HAIGRON s'est notamment intéressée à l'une de ses réalisations dans cette villa compiégnaise, œuvre majeure de Henri Sauvage, un architecte pion-

nier de l'Art nouveau puis de l'Art déco, situé à la charnière des XIX^e et XX^e siècles.

Le commanditaire de la villa était un militaire de carrière, le capitaine puis chef d'escadron de réserve de cavalerie Albert MARCOT. Né en 1865 à Nancy, il était fils d'un manufacturier. Saint-Cyrien, formé à Saumur, il fit une brillante carrière militaire qui devait l'amener à Compiègne au début du XX^e siècle. Ayant épousé en 1896 une riche héritière espagnole, père d'une fille en 1897, il prit un congé sans solde en 1903 pour se consacrer à une filature de coton à Nancy, puis se fit réintégrer dans l'armée et vint s'installer à Compiègne. Placé dans la Territoriale en 1910, il fut rappelé en 1914 dans le 30^e Régiment de dragons. Il se distingua dans les combats de la Grande Guerre, obtint la Légion d'Honneur dans l'Aisne en 1917 et fut démobilisé en 1922.

Pour construire sa villa dans le quartier recherché des Avenues, Albert Marcot investit en 1907 la coquette somme de 200.000 francs or. Originaire de Nancy, capitale

de la Lorraine, alors vitrine française de l'Art nouveau après l'annexion allemande de l'Alsace-Moselle en 1871, le capitaine semble avoir eu des contacts personnels avec les plus grands artistes du crû, en particulier l'ébéniste Louis Majorelle (1856-1926), qui s'y était fait bâtir et avait meublé, en 1898, une exubérante villa dans le style Art nouveau, œuvre originale du jeune architecte Henri Sauvage (1873-1932). C'est de fait au cabinet parisien des architectes Henri Sauvage et Charles Sarrazin (1873-1950), en même temps qu'à Louis Majorelle pour la décoration, qu'Albert Marcot

fit appel, ainsi qu'à une pléiade d'artistes essentiellement parisiens, comme le mosaïste Henri Bicchi pour les sols, Regnier et Ruffin pour les feuillages et les fleurs des balcons.

Une décennie après la villa Majorelle de Nancy, précédée des villas de Biarritz ou de Saint-Lunaire, la villa Marcot de Compiègne représente une intéressante transition dans l'œuvre de Henri Sauvage, celle d'un Art nouveau quelque peu assagi, une étape vers les formes plus géométriques et épurées de l'Art déco, qui devaient marquer de futures constructions comme la Samaritaine



Céline HAIGRON

en 1924. L'Art nouveau reste néanmoins bien présent par la complexité des formes architecturales et l'exubérance décorative extérieure ou intérieure, en particulier les décors floraux des ferronneries ou des vitraux, le style des mosaïques, des boiseries ou du mobilier.

Construite sur un terre-plein dégageant un beau point de vue sur l'avenue et le champ de courses, la villa en belle pierre blonde de Saint-Maximin présente un sous-sol et deux étages avec quatre façades toutes différentes, offrant une grande variété dans les baies et les balcons, des nuances de couleur grâce aux grès flammés et au décor floral des ferronneries. Son aménagement intérieur sur trois niveaux,

très fonctionnel, était celui d'une vaste demeure bourgeoise ayant la double vocation d'une résidence confortable et d'un lieu de mondanités permettant de fréquentes réceptions.

Œuvre d'art totale, il s'agit d'une entreprise collective, dont le chantier mobilisa de nombreux artistes et artisans, des meilleurs spécialistes de la place parisienne. Parmi ceux-ci, le mosaïste Henri Bicchi, né à Florence en 1855, dont l'entreprise parisienne Bicchi et Moreno s'était spécialisée dans les nouveaux matériaux, suppléant le marbre de Carrare ou le verre de Venise, pour la fabrication des tesselles en plus grande série, en carreaux préfabriqués de Briare, selon un brevet déposé et

exploité par son atelier. Ses mosaïques en marbre pour le rez-de-chaussée de la villa Marcot à Compiègne en 1907, furent d'ailleurs une des dernières commandes de la maison Bicchi, qui fit faillite et disparut en 1909.

Grâce aux recherches passionnantes et aux découvertes récentes de Céline, la villa Marcot de Compiègne nous est désormais plus familière. L'on comprend mieux les conditions de sa réalisation et l'on apprécie davantage sa grande originalité, son intérêt esthétique de premier ordre. Parmi les nombreuses constructions résidentielles, souvent de qualité, qui firent qualifier Compiègne de « Nice du Nord » à la Belle Époque, où domine généralement le pastiche néo-médiéval, néo-Renaissance et néo-classique, ou encore le style éclectique qui les mélangeait, la villa Marcot, chef-d'œuvre encore méconnu de l'Art nouveau, représente ainsi un exemple quasi-unique et particulièrement précieux pour notre ville.

La belle communication de Céline a donné lieu à un article, qui a été publié dans le n° 137-138 de notre revue, daté du printemps 2015.

Jacques BERNET

Mercredi 18 mars 2015, à Paris, s'est tenue l'assemblée générale de la **Fédération des Sociétés savantes de Paris et d'Île-de-France**, à laquelle nous sommes affiliés depuis 1980.

Cette rencontre annuelle a eu lieu dans la magnifique salle des fêtes de la mairie du XV^e arrondissement, dont le décor Art déco, dû au peintre Henri Rapin en 1928, a été récem-

ment restauré. Nous y avons été accueillis par Mme de Clermont-Tonnerre, maire-adjoint.

Le président Michel Balard a présenté le rapport d'activités de la Fédération, forte à ce jour de 98 sociétés, pour la saison 2014-2015 : excursion de printemps à Melun, Blangy-les-Tours et Champeaux ; journée des présidents à l'automne, dont la localisation excentrée à l'Est de l'Île-de-France a réduit l'assistance ; sortie du tome 65 des *Mémoires de la Fédération*, une copieuse livraison de variés.

Pour 2015, l'excursion prévue le 6 juin à Senlis a été présentée par notre collègue Jean-Marc Popineau. La journée des présidents pourrait se tenir à Rueil-Malmaison en octobre ou novembre. Il a été proposé d'y consacrer une séquence à l'usage d'Internet par nos sociétés savantes, mais aussi à l'enrichissement du site Internet de la Fédération, comme instrument d'information et de liaison entre nos sociétés. Le tome 66 des *Mémoires* comportera un dossier sur Jacques Amyot et d'autres articles. Le temps fort de cette année sera le colloque de la fin novembre, dans le 10^e arrondissement de Paris sur « La vie culturelle à Paris et en Île-de-France pendant la Grande Guerre ». Un guide de recherches a été envoyé aux sociétés et les propositions de communications sont attendues d'ici juin. La prochaine AG pourrait se tenir en la mairie du IX^e arrondissement, en mars 2016.

Ayant adopté le rapport moral, l'unanimité des présents a renouvelé la résolution donnant au président et au vice-président le pouvoir d'accomplir les démarches en vue d'obtenir le statut d'utilité publique pour la



Fédération. Le rapport financier du trésorier a été adopté, après quelques débats portant notamment sur le coût du site Internet de la Fédération, dont l'hébergement a été anticipé sur 10 ans, et sur l'insuffisante diffusion des *Mémoires*.

Jacques BERNET

Samedi 21 mars 2015, notre collègue et ami Guy Marival, ancien professeur d'histoire-géographie au lycée Paul Claudel de Laon, a présenté son dernier livre : *La chanson de Craonne, enquête sur une chanson mythique*, publié par Regain de Lecture en 2014.

Depuis son premier enregistrement de 1952 par Éric Amado repris en vinyle 33 tours dans l'Histoire de France par les chansons proposée par « Le Chant du Monde » en 1963, la chanson de Craonne a bénéficié d'une bonne trentaine de nouvelles versions, de Mouloudji à Maxime Le Forestier. À l'heure où l'on célèbre le centenaire de la Grande Guerre, cette authentique chanson populaire restée jusqu'à ce jour anonyme est en passe de supplanter « La Madelon » comme emblème de ce terrible conflit. Son omniprésence dans les films historiques ou dans les manuels scolaires témoigne d'ailleurs d'une passable évolution de la sensibilité du public, notamment de la jeunesse, dans la perception de la séquence 1914-1918, désormais beaucoup moins envisagée sous l'angle du patriotisme cocardier, qu'au regard de la grande compassion exprimée par cette œuvre profondément humaine, disant avant tout la grande lassitude d'une boucherie inutile.

Il n'en a pas toujours été ainsi, car la chanson de Craonne a été longtemps bien sulfureuse : associée géographiquement et chronologiquement à l'offensive Nivelle d'avril 1917 au Chemin des Dames, dont l'échec amena les mutineries et la grave crise de l'armée française dans ce secteur en mai-juin 1917, prétendument recueillie sur ce front par Paul Vaillant-Couturier, elle passa pour un brûlot contestataire prônant la grève des tranchées, sinon la révolution prolétarienne contre la guerre impérialiste, suivant le mot d'ordre de Lénine.

C'est tout l'intérêt de cette enquête historique patiemment conduite par Guy Marival, que de nous amener à décrypter les mythes et à remettre en cause les idées reçues. Longtemps enseignant à Laon, très investi dans les recherches et l'animation autour de la Grande Guerre dans l'Aisne, notamment dans la *Lettre du Chemin des Dames* publiée par le Conseil Général du département, il était fort bien placé pour nous éclairer sur cette affaire complexe et passionnante, en mettant à profit la plus large ouverture des archives publiques de la période et un bon usage des puissants moyens de communication et d'échanges dont nous disposons de nos jours grâce au réseau Internet.

Au point de départ, un succès de café-concert de la Belle Époque (1911), intitulé « Bonjour Mamour », une valse lente composée par A. Sablon, père du futur crooner Jean Sablon, avec des paroles de chanson sentimentale réaliste dues à Raoul Le Pelletier. À l'instar de maintes chansons populaires, dont la « Quand

Madelon », ce tube d'avant-guerre donna lieu à une parodie née au front, comportant plusieurs variantes. Le contenu globalement protestataire exprimait avant tout une grande lassitude de la guerre, mais certaines versions avec un quatrième couplet faisaient référence aux « boches », avec une connotation plus patriotique. Par le contexte suggéré, la chanson apparut au plus tôt à l'automne 1915, quand l'espoir d'une fin prochaine du conflit parut s'éloigner indéfiniment et après que l'état-major dut se résoudre à instaurer un régime de permissions, auquel le texte fait explicitement allusion.

Grâce à une minutieuse enquête conduite tous azimuts pour retrouver des traces de la chanson, en particulier dans le courrier des poilus saisi par le contrôle postal militaire définitivement organisé à partir de décembre 1916, mais aussi dans les écrits de soldats, les carnets de chansons ou les témoignages oraux, Guy Marival a retrouvé une appréciable série de variantes significatives, en particulier quant à la localisation géographique affirmée ; car la chanson de Craonne semble avoir été auparavant chanson de Lorette, par référence aux offensives meurtrières du plateau de Notre-Dame de Lorette (Pas-de-Calais) en 1915, mais aussi de Champagne, d'Argonne ou de Verdun. Sur une trentaine de versions répertoriées de la guerre ou issues du conflit, seule la moitié se réfèrent à Craonne, et la première version vraiment datée par une saisie du contrôle postal militaire, localisée à la fois en Champagne et à Lorette, remonte à février 1917, soit avant l'offensive Nivelle sur le



Guy MARIVAL

Chemin des Dames et son dramatique échec.

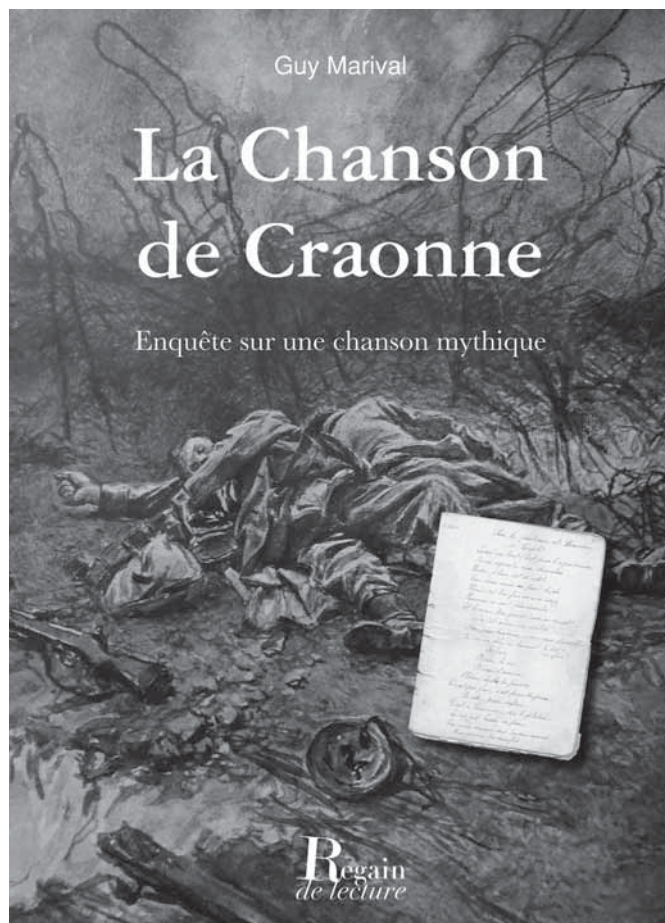
Il paraît donc maintenant bien établi que la future chanson de Craonne, création d'un auteur resté anonyme, a circulé oralement sur divers secteurs du front, avant d'atterrir au Chemin des Dames, début 1917, et qu'on ne saurait par conséquent en faire un produit des mutineries de ce secteur en mai-juin 1917, où la contestation de la guerre s'exprimait d'ailleurs plutôt par le chant de l'Internationale. C'est donc bien a posteriori qu'a été opéré le rapprochement avec les mutineries, tant il est vrai que la lassitude de la guerre et la menace de révolte des soldats (« car les troufions vont tous se mettre en grève »), contenues dans la chanson, surtout dans sa version définitive amputée de toute référence aux « boches », paraissent s'appliquer à la crise de l'armée du printemps 1917 et annoncer l'enterrement de l'union sacrée.

Cette manipulation politique a été opérée sciemment. Dès 1919, Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier avaient proposé dans leur ouvrage commun, *La Guerre des soldats*, une première édition de la Chanson de Lorette, qui fut censurée. Initiateurs de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) en no-

vembre 1917, ces intellectuels anciens combattants, membres de la SFIO, adhèrent au Comité Français pour la III^e Internationale en juillet 1920. Sa mort accidentelle, à son retour de Moscou en 1920, a fait oublier Raymond Lefebvre au profit de son ami Paul Vaillant-Couturier, devenu un dirigeant communiste, rédacteur en chef de *L'Humanité* à son décès en 1937. C'est sous la bannière de l'antimilitarisme, avec une lecture anti-impérialiste de la Grande Guerre, que ce dernier publia à nouveau, en 1934, dans *La Commune*, le texte actuel connu de la Chanson de Craonne, au point qu'on lui en attribua la paternité. Cette popularisation a été ensuite prolongée par les moyens culturels des compagnons de route du PCF, tels Jacques Prévert, le groupe Octobre ou le label « Le Chant du Monde ».

Ainsi s'est faite la mutation politique d'une authentique chanson populaire particulièrement émouvante et réussie, dont le langage direct et la profonde humanité retrouvent sans doute davantage la sensibilité de nos contemporains sur la guerre. Elle est devenue de fait subrepticement, la nouvelle *Madelon* des poilus, le tube du centenaire de 1914. Restait à la débarrasser de ses connotations superflues et à lui restituer toute sa virginité d'authentique création sinon spontanée, du moins l'expression aboutie du tréfonds de l'âme du peuple. L'enquête historique exemplaire conduite par Guy Marival permet ainsi de réintégrer pleinement et pour tous cette magnifique chanson dans la mémoire de la Grande Guerre.

Jacques BERNET



Samedi 18 avril 2015, à 14 H 30, au Lycée Pierre d'Ailly, Laurent KOKANOSKY, ingénieur et historien, a proposé une brillante conférence sur **Les Polonais de Napoléon dans l'Oise après 1814**.

C'est en reconstituant la généalogie de ses ancêtres, que notre conférencier a été amené à s'intéresser à la présence de ressortissants polonais dans l'Oise après 1814, un phénomène loin d'être anecdotique, puisqu'il s'agit de plusieurs centaines d'individus dans les départements de l'Oise, de l'Aisne, de l'Eure et du Nord de la France. Cette spécificité avait été jusqu'alors bien moins étudiée que les vagues d'immigration venues de ce pays après son troisième partage entre la Prusse, l'Autriche et la Russie en 1795, puis au lendemain de l'insurrection de 1830-1831 contre le régime tsariste, ou encore plus récemment dans les années 1920-1930.

En 1807, Napoléon avait constitué le « Grand Duché de Varsovie » à partir des territoires polonais repris à la Prusse, ce qui pour les Polonais représentait l'amorce d'une reconstitution de leur pays. L'Empereur symbolisa dès lors, pour ce peuple patriote, l'espoir d'une réunification totale de la nation. Cela explique la facilité avec laquelle Napoléon, préparant l'attaque de la Russie fin 1811- début 1812, put enrôler près de 100.000 Polonais, constitués en une armée autonome commandée par des officiers nationaux. La campagne de Russie fut un échec ; la Grande Armée et ses auxiliaires polonais rentrèrent donc en France au début de 1814, poursuivis par les armées prussiennes et autrichiennes.

Après la campagne de France et l'abdication de l'Empereur, les armées furent démobilisées. On enjoignit aux troupes étrangères qui avaient servi la France de regagner leur pays d'origine ; ceux qui n'obtempéreraient pas seraient considérés comme des « déserteurs ». De nombreux soldats polonais restèrent ainsi en France, beaucoup espérant le retour de Napoléon pour reprendre la lutte contre les puissances occupant leur pays. Désœuvrés, ils vagabondèrent, occupant des emplois précaires souvent sous-payés, dans l'agriculture. Ils se réengagèrent lors des Cent Jours, puis furent à nouveau démobilisés après Waterloo. Nombre d'entre eux poursuivirent leur séjour en France, toujours regardés comme des « déserteurs ». En 1815-1816, l'État craignant qu'ils ne fomentent des troubles, ordonna leur recensement et procéda à l'expulsion de ceux qui étaient considérés comme des éléments dangereux : une soixantaine furent ainsi bannis du département de l'Oise ; mais on veilla à ce que ces hommes soient traités avec équité, notamment en matière de salaires. Trouvant des conditions d'existence décente, les prétendus « déserteurs » d'hier maintenus se sédentarisèrent définitivement sur leurs lieux de résidence.

L'historien n'aurait rien su de leur destin, si certains n'avaient cherché à se marier et à faire souche. Beaucoup étant incapables de prouver leur identité par un acte de naissance ou de baptême nécessaire à la célébration du mariage, durent faire établir par le juge de paix cantonal un « acte de notoriété », sur la foi de témoins présentés par les



demandeurs. On retrouve ainsi dans l'Oise quelque 80 de ces actes, qui permettent de connaître le fil des destinées de ces « déserteurs », car ils indiquent souvent l'origine et l'état civil de ces hommes, leurs grades, corps d'affectation, campagnes, et les raisons de leur désertion : l'impécuniosité rendant impossible un retour en Pologne, l'absence d'attache avec leur pays d'origine, la crainte de représailles, la volonté d'échapper à l'asservissement d'une puissance honnie (la Russie), le désir de refaire sa vie dans « le pays de la liberté », la nécessité de leur présence en France pour bénéficier de la pension attachée à la Légion d'honneur (près d'une dizaine de cas dans l'Oise). La lecture de ces actes révèle aussi les solidarités dont ont bénéficié les demandeurs dans la communauté des « déserteurs étrangers », en matière d'aides matérielles, de recherche d'emplois ...

En 1824, à l'occasion d'une enquête, la Préfecture de l'Oise constata la parfaite intégration de ces « déserteurs », dont cinq avaient d'ailleurs demandé à être naturalisés ; dans leur environnement, les autres ne furent pas considérés comme des étrangers et un seul fut inquiété pour un fait de

délinquance. Le fait que ces « déserteurs » aient transmis leur nationalité à leur descendance devait permettre, quelques générations plus tard, à quelques jeunes hommes d'échapper au tirage au sort de la conscription.

Rien ne paraît aujourd'hui subsister, dans le souvenir des familles ni dans la mémoire collective, de ces fameux « déserteurs » polonais ayant appartenu pour certains à des unités prestigieuses, tel le 1^{er} Régiment de cheveau-légers de la Garde Impériale cantonné à Chantilly. Gageons, qu'à l'instar de Laurent Kokanosky, d'autres historiens s'évertueront bientôt à tirer de l'oubli la vie de ces hommes, qui avaient servi et aimé la France avant de choisir d'en faire leur pays.

Jean POLAK

Samedi 18 avril 2015, 17 H, à la suite de la conférence de Laurent KOKANOSKI, le bureau s'est réuni au domicile du président, empêché de sortir, pour raison de santé.

Présents :

Jacques BERNET, Rémi HEBERT, Céline LAURENT-REIG, Marc PILOT, Vincent REIG, Jean POLAK, Françoise ROSENZWEIG.

Absents excusés :

Éric DANCOISNE, Martine FOURNIER, Christian MAX, Pascal SIMON.

1°) Le trésorier Jean Polak a fait le point sur les finances, comme de tradition à leur étiage au lendemain de l'impression et l'envoi de notre revue du printemps n° 137-138, avec quelque 2.500 € en caisse. L'annonce d'une subvention municipale de 720 € et le solde de 180 € de la subvention départementale, devraient permettre, avec les réabonnements, adhésions et ventes de publications, de faire face aux éché-ances de cet automne.

2°) 92 cotisations ont d'ores et déjà été réglées pour cette année 2014-2015, soit un peu plus que dans la saison précédente. En revanche la lente érosion des abonnés se poursuit (160 au lieu de 170 à ce jour), et la disparition chaque année de nouveaux points de vente restreint davantage les possibilités de diffusion de nos publications, notre poste le plus lourd. Soulignons le très bon accueil de notre n° 135-136 consacré au centenaire de 1914, dont les 500 exemplaires ont presque tous été vendus.

3°) Céline Laurent-Reig, qui a pris la succession de David Bruyer pour la gestion du site Internet de la société, a fait le point de son activité depuis décembre dernier. Céline a été unanimement saluée par le bureau, qui s'est félicité de sa rapide adaptation, de sa réactivité et de ses initiatives et la mise à jour régulière. En attendant une réflexion sur les possibilités d'enrichissement du site, son architecture actuelle, paraît répondre à ses fonctions d'information de nos adhérents et du public sur

nos activités et l'actualité historique locale.

4°) Le programme d'activités de la fin de l'année 2015 a été ensuite mis au point dans ses grandes lignes.

La visite de la clouterie Rivierre à Creil prévue le samedi 9 mai prochain ne sera maintenue, que si nous avons un nombre suffisant d'inscriptions. Un rappel sera donc envoyé par le biais de la *newsletter*, avec pour date limite le 2 mai, en espérant atteindre le chiffre minimal de 15 participants.

L'assemblée générale a été fixée au samedi 17 octobre. Elle devrait être suivie d'une présentation de l'ouvrage *Entrer en guerre dans l'Oise en 1914*, issu des actes du colloque départemental tenu à Senlis en septembre 2014. Ce devrait être notre dernière rencontre au lycée Pierre d'Ailly, qui ne nous sera plus accessible à compter de 2016.

Le samedi 21 novembre après-midi, a été prévue une visite de la villa Marcot, sous la conduite de Céline Haigron, et de l'ancienne chapelle anglicane devenue temple baptiste, avenue Thiers. Il a été souhaité pour cette sortie, de se joindre à l'Association de sauvegarde des avenues que préside notre collègue et ancien sociétaire Éric Georjin.

Le samedi 5 décembre, une séance commune avec la Société Historique à l'Hôtel de Ville devrait nous permettre d'entendre la présentation de son dernier livre sur Joachim Murat, par Vincent Haegele, bibliothécaire de Saint-Corneille.

Pour la séance du samedi 16 janvier 2016, notre collègue de l'UTC Nathalie Darenne pourrait enfin venir présenter son ouvrage : *Fabriquer le luxe. Le travail des sous-traitants*, qui concerne notam-

ment le secteur du façonnage de la parfumerie dans la vallée de la Bresle.

D'autres suggestions ont par ailleurs été faites pour la suite de la saison 2015-2016 : présentation du livre de Rémi Porte sur Joffre ; conférences sur le Dr Cesbrond et sur les fouilles de l'INRAP concernant la Grande Guerre en Picardie.

5°) Le contenu des prochaines revues a été présenté par le secrétaire général Marc Pilot :

- le n° 139-140 de l'automne 2015 sera entièrement consacré à l'histoire de Pierrefonds, avec une étude sur le domaine de la Folie et la famille de Boyenval (Marc Pilot) ; un article sur la petite histoire de la reconstruction du château, d'après des notes inédites d'un assistant de Viollet-le-Duc (Laurent Kokanosky) ; l'histoire du thermalisme aux XIX^e-XX^e siècles (Rémi Hébert) ; les maires de 1815 à 1914 (Éric Dancoisne). Pour ce numéro monographique, nous souhaitons pouvoir bénéficier, comme en 1992, du concours de la municipalité du bourg.

- le n° 141-142, du printemps 2016, reviendra sur la Seconde guerre mondiale à Compiègne et dans l'Oise, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Libération. Cette livraison devrait contenir des articles sur la répression allemande dans l'Oise de 1940 à 1944 (Françoise Rosenzweig) ; les réfugiés espagnols dans le département à la veille du conflit (Vincent Reig) ; le château de Compiègne de 1940 à 1945 (Marc Pilot) ; la salle Joffre à Compiègne en 1939-1940 (Monique Mercier) ; les itinéraires prévus de Laval, le jour de la Relève en gare de Compiègne (août 1942) (Éric Dancoisne).

6°) Le président représentant les deux sociétés de Compiègne dans le collectif départemental du centenaire de 1914 a rendu compte de la dernière réunion tenue le 27 mars aux AD Oise à Beauvais. Les actes du colloque de Senlis *Entrer en guerre dans l'Oise en 1914* devraient être imprimés au cours du printemps 2015 à Noyon, sous la même présentation que l'ouvrage sur *La guerre de 1870 dans l'Oise* paru en 2013. Le financement paraît assuré pour l'essentiel grâce aux réserves du collectif et aux subventions départementales promises pour cette manifestation et sa publication.

La suite du programme du centenaire de la Grande Guerre dans l'Oise devrait consister en un deuxième colloque, en septembre 2016, à Clermont de l'Oise, sur le thème de l'Oise en guerre (1915-1917). La société et la mairie de Clermont ont été sollicitées pour en assurer le support. Un appel à communication, à partir de la synthèse de nos débats et propositions, dont a été chargé Jean-Yves Bonnard, devrait être prochainement diffusé.

Jacques BERNET

Jeudi 7 mai 2015, à l'Hôtel de Ville de Paris, s'est tenue une journée d'animation et d'études en hommage aux **Fusillés de la Seconde Guerre mondiale**, à laquelle nous avons été conviés. Présidée par Mme Catherine Vieu-Charrier, adjointe à la Maire de Paris, cette manifestation accompagnait la sortie de l'ouvrage **Les Fusillés (1940-1944)**. Publié par les éditions de l'Atelier, ce dictionnaire biographique été initié et co-dirigé par notre re-

gretté vice-président et ami Jean-Pierre Besse, jusqu'à son décès en juillet 2012. Il a été terminé sous la direction de Claude Pennefier, actuel directeur du Maitron. Ce livre hors normes, préparé depuis huit ans, grâce au concours d'une bonne centaine d'auteurs, ne compte pas moins de 1952 p., 200 photos et ne coûte pourtant que 30 €.

Jacques BERNET

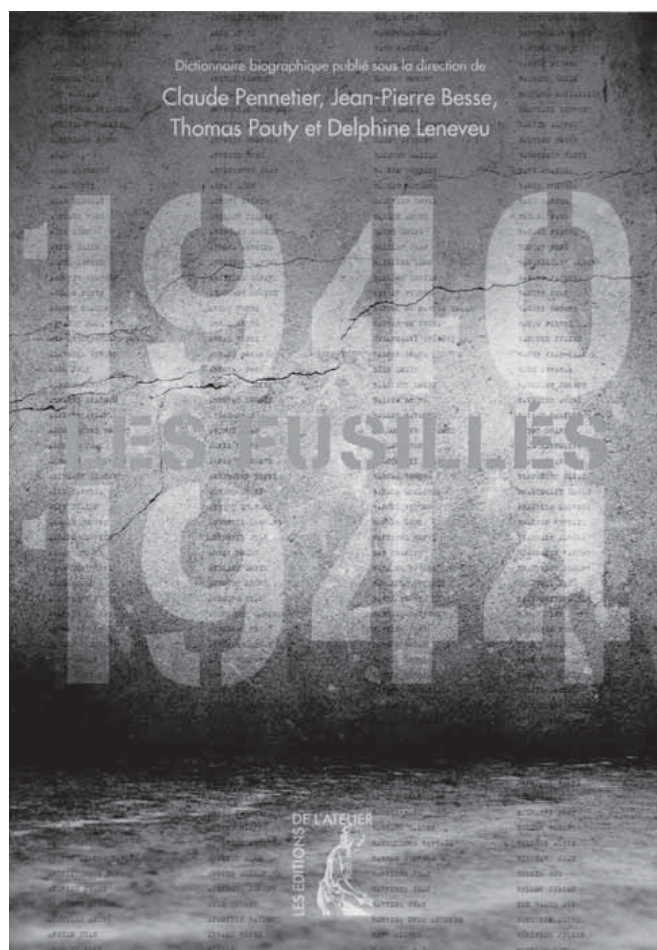
Samedi 9 mai 2015 après-midi, la sortie prévue à la **Clouterie Rivierre à Creil** a dû être annulée en raison d'un nombre insuffisant d'inscriptions. Nous espérons pouvoir faire cette visite à une date plus favorable, lors d'une prochaine saison.

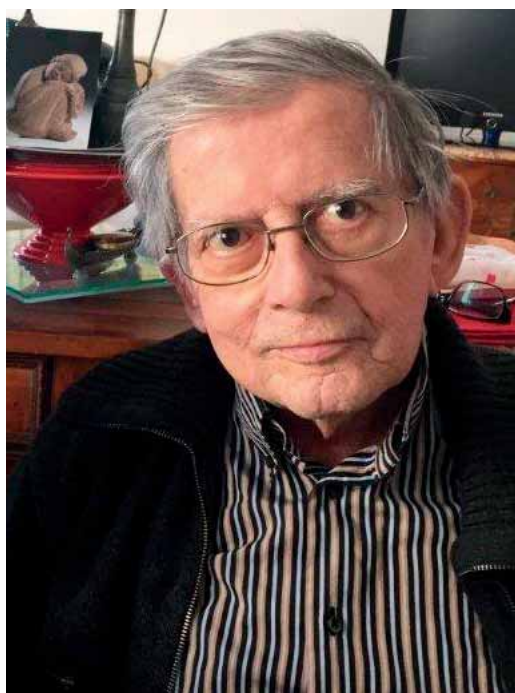
Jacques BERNET

Samedi 27 juin 2015, à la bibliothèque Saint-Corneille de Compiègne, notre société a convié ses adhérents à assister à la présentation du livre **Les hôpitaux de Picardie, du Moyen-âge à la Révolution**, sous la direction de Marie-Claude DINET-LECOMTE et Pascal MONTAUBIN, Ed. Encrage, Amiens, 2015.

Ce guide de recherches contient les notices uniformisées de 180 hôpitaux répartis dans 110 localités de l'actuelle région picarde, du haut Moyen-Âge à la Révolution française, réalisées par une équipe d'historiens, sous la direction de deux maîtres de conférences de l'Université de Picardie, accompagnées, d'annexes, d'illustrations et de cartes.

Jacques BERNET





Bertrand LECHEVALIER (1932-2015)

Notre collègue, sociétaire et ami Bertrand LECHEVALIER est décédé à l'hôpital de Compiègne, le 21 avril 2015, à l'âge de 83 ans. Ses obsèques ont été célébrées le 24 avril en l'église Saint-Germain de Compiègne, en présence d'une assistance nombreuse, suivies de l'inhumation au cimetière sud.

Bertrand LECHEVALIER était né le 5 avril 1932 à Caen (Calvados), fils d'un employé de banque et d'une mère au foyer. Les tribulations de carrière de son père l'amenèrent à faire ses études primaires puis secondaires à Caen, à Cherbourg et à Sedan (Ardennes), où il passa avec succès son baccalauréat en 1949. Auparavant, il avait connu la Seconde guerre mondiale en Normandie, l'exode de 1940 et surtout le débarquement allié de juin 1944, qui obligea la famille à se réfugier quelque temps à Bellême dans l'Orne.

Il devint étudiant en hypokhâgne et en khâgne à Paris, préparant Normale Sup dans le prestigieux lycée Louis-le-Grand, où il eut pour condisciples les philosophes Michel Serre et Jacques Dérída, l'historien Pierre Nora. Boursier de licence à partir de 1952, il poursuivit ses études à Lille, obtenant son CAPES de philosophie en 1957, ce qui lui permit d'enseigner au lycée de Calais en 1957-1958. En 1957, il s'était marié avec Anne Louvcen, professeur d'allemand d'origine danoise. Appelé en Algérie pour son service militaire, en 1959-1960, il fut nommé à son retour en France, en 1961, au lycée de Lillebonne

(Seine-Maritime) et passa avec succès l'Agrégation de philosophie en 1962. En 1967, Anne et Bertrand obtinrent un poste double au lycée Pierre d'Ailly de Compiègne et ils emménagèrent dans leur grande maison de la rue des Sablons, dont la taille correspondait à celle de leur foyer, enrichi au fil des années de la naissance de cinq enfants. Bertrand enseigna la philosophie pendant deux ans à Compiègne, puis participa à la création de la jeune Université d'Amiens, comme assistant en 1969 puis maître-assistant en 1971, dans le département de philosophie dirigé par le professeur David Rousset. Il prépara une thèse de Doctorat d'État en sciences de l'éducation, sous la direction du professeur Jacques Uhlmann, soutenue à l'Université de Paris I-Sorbonne en juin 1983. Il obtint dans la foulée, en 1985, un poste de Professeur à l'Université de Lille III, où il s'investit bientôt dans la direction de l'UFR des sciences de l'Éducation, jusqu'à sa retraite en 1994.

En 1978, à l'époque du bicentenaire de la mort de Voltaire et Rousseau, Bertrand LECHEVALIER participa à la création de notre Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne, dont il est resté pendant 38 ans un très fidèle adhérent comme un lecteur assidu et avisé de sa revue. Il nous a généreusement apporté d'éminentes contributions scientifiques dans son domaine de prédilection, l'histoire de l'éducation en France et en Europe. Lors du colloque organisé au lycée Pierre d'Ailly en 1981, pour le centenaire des lois scolaires de la III^e République, il nous fit une belle communication intitulée : « Hiérarchie et psycho-pédagogie dans l'oeuvre de Jules Ferry ». Lorsqu'il eut brillamment soutenu sa thèse de Doctorat d'État, ayant pour titre « Philosophie de l'enfance et psychologie de l'Enfance, les conceptions françaises de Fourier à Wallon », il nous présenta sa vaste recherche dans une chaleureuse interview, parue dans le n° 23 des *Annales Historiques Compiégnoises* à l'automne 1983. Le texte en avait été recueilli et mis en forme par notre regretté trésorier d'alors, Jacques LÉCURU, un collègue de lettres, qui avait une grande proximité intellectuelle et une parfaite complicité avec Bertrand, d'autant qu'ils étaient tous les deux de grands amateurs et d'excellents spécialistes de Jean-Jacques Rousseau, une belle référence pour l'histoire de l'éducation. Par une étrange coïncidence, eux qui étaient nés la même année, 1932, disparurent le même jour, un fatal 21 avril, mais à 13 ans d'intervalle, puisque Jacques LÉCURU nous a quittés bien trop tôt, à 69 ans en 2002. Cette triste circonstance est ainsi l'occasion d'associer à notre hommage à Bertrand la mémoire de Jacques, qui en fut si proche.

Bertrand LECHEVALIER était un homme d'esprit et de cœur. Brillant intellectuel, d'une pensée subtile et rigoureuse, il avait une vaste culture philosophique, littéraire, historique, politique, mais n'en faisait jamais l'étalage. Pédagogue passionnant et passionné, il avait le goût du débat d'idées, des échanges politiques, tout en se montrant toujours à l'écoute des autres, avec beaucoup d'élégance et de tolérance. Il avait ses convictions, mais ne les imposait à personne, sachant garder une distance critique avec lui-même, c'est à dire ne pas se prendre plus qu'il ne faut au sérieux. Sous des dehors quelque peu dilettantes, lui servant d'armure ou de masque pudique, se trouvait un homme d'une grande sensibilité, d'une belle richesse affective pour sa famille, pour ses amis, car il était très attaché à ses proches et très fidèle en amitié. Il fit preuve d'un grand courage il y a trois ans et demie, lors de la terrible disparition de sa fille Sophie, soutenant sa famille et prenant tout sur lui pour épargner les autres. Il fut toujours un homme debout, même dans l'adversité et la maladie. Authentique humaniste chrétien, il nous a donné une belle leçon de vie et d'humanité, nous montrant la voie pour garder notre dignité par-delà nos fragilités.

Bertrand reste bien vivant et présent dans nos coeurs, et nous reprenons volontiers à son égard ses belles paroles d'avril 2002 pour J. LÉCURU : « Merci encore à toi d'avoir été toi, merci pour nous tous. Au revoir vieux camarade et adieu l'Ami ».

À son épouse Anne, si courageuse, à sa famille et à ses proches, nous présentons nos sincères condoléances.

Jacques BERNET



Robert BERNET (1917-2015)

J'ai la grande douleur de faire part du décès de mon père Robert BERNET, le 9 juillet 2015 à l'hôpital de Troyes, dans sa 99^e année. Ses obsèques civiles et militaires ont été célébrées au cimetière de Pouan-les-Vallées (Aube), où il a été inhumé auprès de ma mère Andréa, elle-même disparue en octobre 2010.

Né pendant la Première guerre mondiale, dont il a pu commémorer le centenaire du déclenchement en juillet 2014, sa longue vie a couvert pratiquement tout notre tragique XX^e siècle, avant d'entamer largement le XXI^e siècle non moins incertain. C'est tout un pan de notre histoire à laquelle il a lui-même apporté sa belle contribution, surtout comme combattant dans l'Armée de l'Air en 1939-1940, ce qui lui valut la reconnaissance de la Nation avec la médaille militaire, la Croix de guerre de 1939-1940 et le prestigieux grade de chevalier de la Légion d'Honneur, dont il a été honoré en juillet 2010.

Il était né à Saint-Germain près de Troyes, le 7 mai 1917, fils d'Hélène Babeau, couturière et d'un soldat de la Grande Guerre, mort au combat près de Château-Thierry au printemps 1918. Orphelin, il trouva un second père, quand sa mère épousa en 1924 Marcel Bernet, comptable en entreprise, fils d'un apiculteur de Saint-Pouange, ami d'enfance d'Edouard

Herriot, qui lui donna son nom et lui fit faire de bonnes études au cours complémentaire de la rue Hennequin à Troyes, jusqu'à son brevet. Mais après le décès prématuré de son père Marcel en 1934, Robert dut s'embaucher au tri postal de Troyes gare. En 1937, il apprit à piloter des avions à Barberey, grâce à l'Aviation populaire et fit tout naturellement son service dans l'Armée de l'Air de 1937 à 1939. Il enchaîna immédiatement avec la guerre, s'illustrant dans la campagne de France de 1939-1940, comme sergent mitrailleur sur Potez 63 dans une escadrille d'observation aérienne. Il obtint la Croix de guerre dès novembre 1939, lors d'un combat au-dessus de la Sarre où il fut blessé, puis en Belgique en mai 1940, où son avion abattu, il dut sauter par deux fois en parachute près de Namur puis de Charleroi. Tombé la seconde fois en secteur anglais, il put rejoindre son groupe et continuer le combat jusqu'à l'armistice de juin, avant d'être démobilisé à Perpignan en juillet 1940. Sur son expérience d'aviateur et de combattant, il devait écrire un beau petit livre de mémoires, « Mon carnet de vol », publié par ses soins en 1950 et réédité en 1990.

Revenu à Troyes, il y reprit son travail au tri postal de la gare, où il rencontra une jeune postière, Andréa Chardin, qu'il épousa en juillet 1942. Pour tenter d'échapper aux pénuries de cette sombre période, mes parents s'installèrent à Géraudot, où mon père obtint un poste de facteur receveur à la campagne. À proximité de la forêt d'Orient, la Résistance était active et le bureau des PTT de Géraudot servit alors de relais pour les contacts et les renseignements des patriotes luttant contre l'occupant jusqu'à la Libération. Après la guerre, mes parents furent aussi convoqués, notamment à Metz, comme témoins dans des procès mettant en cause des collaborateurs locaux. La famille s'enrichit avec la naissance à Géraudot de ma soeur Annie en 1943, de moi-même en 1947, puis dans les bureaux successifs tenus par mon père dans l'Aube, à Virey-sous-Bar et à Pouan-les-Vallées, d'Ellen en 1948 et Françoise en 1958. En 1966, mon père dut s'exiler en Picardie pour obtenir un poste plus important, poursuivant sa carrière avec ma mère à Crépy-en-Laonnois dans l'Aisne, bourg où il s'investit comme conseiller municipal, représentant syndical aux PTT, mais aussi dans les associations d'anciens combattants très actives dans cette région alors riche en casernements militaires, tels que la base de Crépy-Couvron ou le dépôt de bombes de la base aérienne de Cambrai.

À l'heure de la retraite, en juin 1977, après plus de 40 ans de carrière civile et militaire pour mon père, mes parents revinrent dans leur Champagne natale. Ils avaient fait construire un coquet pavillon à Pouan-les-Vallées, où mon père avait exercé de 1954 à 1966, et où ma soeur Annie et son mari Daniel étaient devenus instituteurs des écoles primaires. Mon père put se consacrer pleinement à sa passion du bricolage : toujours inventif, il créa de toutes pièces son atelier de reliure, rendant bien des services bénévoles aux particuliers et aux bibliothèques, apportant généreusement son savoir-faire aux jeunes dans le cadre de « l'outil en main » à Arcis-sur-Aube. Il relia les exemplaires de ma thèse en 1981 et l'ensemble de la collection des Annales Historiques Compiègnaises, dont il fut d'emblée et jusqu'au bout un lecteur assidu. Il était particulièrement intéressé par l'histoire de l'Aviation et des deux guerres mondiales. Ayant un sens aigu du devoir de mémoire, il s'investit fortement dans les cérémonies patriotiques et les associations d'Anciens combattants, qui étaient pour lui comme une seconde famille.

Il était devenu le doyen estimé du village, une personnalité originale et généreuse, au tempérament d'artiste et au caractère bien trempé. Je salue la mémoire d'un homme droit, resté debout jusqu'au bout de sa longue vie de labeur et d'engagement. Il a été pour moi, pour la famille, ses proches et bien au-delà, un bel exemple que nous ne pourrions jamais oublier. Sa disparition, près de cinq ans après celle de maman, nous laisse dans le désarroi et la peine, mais il restera toujours bien présent parmi nous par son lumineux souvenir.

Jacques BERNET

Prochaines activités de la Société d'Histoire de Compiègne :

* **Samedi 17 octobre 2015**, 14H30, lycée Pierre d'Ailly, salle de réunion
Assemblée générale annuelle ordinaire de la Société

* **Samedi 21 novembre 2015**, 14H30 - 17H00, RDV sur place
Visite de la villa Marcot, 16 avenue Thiers
puis du temple baptiste, ancienne chapelle anglicane
sous la conduite de Céline Haigron et de Jean-Yves Thobois

* **Samedi 5 décembre 2015**, 15 H 00, Bibliothèque Saint-Corneille, salle Le Chatelier
Communication de Vincent HAEGELE, Dr des bibliothèques municipales de Compiègne
autour de son ouvrage : *Murat, la solitude du cavalier*
[Séance commune avec la Société Historique de Compiègne]

* **Samedi 16 janvier 2016**, 14H30, lycée Pierre d'Ailly, salle de réunion
Conférence de Nathalie DARÈNE, enseignant-chercheur à l'UTC de Compiègne
Territoire de sous-traitance : quand le luxe conduit à coopérer
[Vallée de la Bresle]

Prochaines activités de la Société Historique de Compiègne :

* **Samedi 3 octobre 2015**, 15 H, Bibliothèque Saint-Corneille, salle Le Chatelier
Communication de Frédéric FOURNIS, chercheur à l'Inventaire du Patrimoine de Picardie
Compiègne, Chantilly et Pierrefonds, trois exemples de villes de villégiature

* **Samedi 24 octobre 2015**, 15 H, Bibliothèque Saint-Corneille, salle Le Chatelier
Communication d'Emmanuel WARESQUIEL, historien, autour de son ouvrage :
Fouché, le silence de la pieuvre

* **Samedi 7 novembre 2015**, 15 H., Hôtel-de-Ville, salle du Conseil
Conférence de Patrice de LARRARD, vice-président de la Société
La Congrégation de la Compassion, un siècle en Picardie et en pays compiégnois

* **Samedi 5 décembre 2015**, 15 H 00, Bibliothèque Saint-Corneille, salle Le Chatelier
Communication de Vincent HAEGELE, Dr des bibliothèques municipales de Compiègne
autour de son ouvrage : *Murat, la solitude du cavalier*
[Séance commune avec la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne]



L'entrée en guerre
1914
1918
dans l'Oise

Prix public : 25 € - Prix membre de la Société : 20 € (+ frais de port s'il y a lieu)
Commande auprès de la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne :
jbnet@wanadoo.fr

Entrer en guerre dans l'Oise, 1914-1918

*Actes du colloque organisé par le collectif de sociétés d'histoire
et d'archéologie de l'Oise, l'ONACVG de l'Oise
les archives départementales de l'Oise.*

avec le soutien de la Mission Centenaire, du Conseil général de l'Oise
et de la ville de Senlis

Senlis, 20 et 21 septembre 2014

SOMMAIRE

Discours de Pascale LOISELEUR, maire de Senlis

Discours d'Alain BLANCHARD, vice-président du Conseil Général de l'Oise

Le colloque à Senlis, entre enjeux historiographiques et réalités locales (Philippe PAPET)

Le département de l'Oise à la fin de la Belle Epoque (Jacques BERNET)

L'entrée en guerre vue par la presse isarienne (Françoise LECLERE-ROSENZWEIG)

Marcel Boulanger, un dandy à la guerre (Philippe LAMPS)

D'Annunzio à Chantilly (Jean-Paul BESSE)

Le comité clermontois des Dames françaises (Claude BOULET)

Les « *Scottish women of Royaumont* » (Marie-France WEINER)

L'incendie de Senlis en 1914, un événement médiatique (Gilles BODIN)

Creil et Senlis « villes martyres » de l'invasion allemande :
relecture d'un imaginaire (Mathilde MARGUERIT-HOUTE)

Les exactions allemandes lors de l'invasion de l'Oise en 1914 (Marc PILOT)

Faire face à la guerre : analyse du journal de Gustave Chopinet,
maire de Crépy-en-Valois (30 août-31 décembre 1914) (Eric DANCOISNE)

La cathédrale de Senlis à l'épreuve des bombardements de 1914 :
bilan patrimonial et cicatrisation d'un monument (Mathieu LEJEUNE)

L'occupation des troupes allemandes à Clermont (Emmanuel BELLANGER)

Les hôpitaux militaires à Clermont-de-l'Oise au début de la Grande Guerre (Guy ISAMBART)

Les six frères Bouchet (Caroline BITSCH).

De la guerre de mouvement à la guerre de position :
entrer d'une guerre à l'autre (Jean-Yves BONNARD)

Index des noms de personnes.

Index des noms de lieux.

Colloque

**Colloque de Clermont, septembre 2016 :
L'Oise en guerre (octobre 1914–mars 1917)**

Ce colloque, organisé par un collectif de sociétés historiques de l'Oise, s'inscrit dans le cadre des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale. Il fait suite au colloque « Entrer en guerre en 1914 dans l'Oise » soutenu par la Mission centenaire.

Projet scientifique

D'octobre 1914 à mars 1917, le département de l'Oise se trouva divisé en deux parties par une ligne de front stabilisée s'étendant de Crapeaumesnil à Autrêches. Durant trente mois, les armées françaises et allemandes s'affrontèrent dans une guerre de position marquée par de vaines offensives, des bombardements incessants, une surenchère technologique (gaz, tanks, aviation...) qui détruisit les villages du front et installa de puissantes organisations défensives. Durant trente mois, la population civile demeurée dans le nord-est du département vécut sous le régime de l'occupant allemand tandis que le reste de la population de l'Oise était intégrée dans une zone des armées soumise à des règles de circulation.

L'objet de ce colloque est d'évoquer cette période de guerre de position durant laquelle, côté français ou côté allemand, les civils et les militaires ont du apprendre à vivre autrement. Il propose, par le biais d'étude de cas et de comparaisons, d'évoquer les particularités du département, ses permanences et ses mutations à la fois dans le court terme (la vie quotidienne) et dans le long terme (mode de vie). Sept thématiques ont ainsi été élaborées pour aborder sous différents aspects le thème titre.

Appel à communication : Les thématiques de l'Oise en guerre

Axe 1. Aspects militaires

L'aviation, les tanks, les transmissions, les fortifications, la vie des soldats, la circulation des troupes, les gares, les conférences internationales, la défense passive, la vie des civils en zone occupée

Axe 2. Aspects politiques

La vie municipale, la vie départementale, la vie gouvernementale et l'Oise

Axe 3. Aspects économiques

L'agriculture, les usines, les ouvriers, les pénuries, les grèves

Axe 4. Aspects sanitaires

Les hôpitaux, les ambulances, les maladies, les blessures, les morts, les soins

Axe 5. Aspects culturels

Le cinéma, le théâtre, les manifestations, la littérature, la presse, les expositions, les cérémonies, la musique

Axe 6. Aspects éducatifs

Les écoles, les élèves, l'enseignement, les lieux d'éducation

Axe 7. Aspects sociaux et comportementaux

La religion, le deuil, la place des femmes, les enfants, les vieillards, les évacués, les prisonniers, les mutilés et estropiés

Sur ces questions et toutes les autres qui pourront être suggérées autour de ces thématiques dans l'Oise, nous faisons appel aux sociétés historiques et savantes du département comme à tous les historiens intéressés, pour proposer des communications originales susceptibles de renouveler nos connaissances et d'apporter des éclairages sur les réalités et les enjeux de cette période.

Comité d'organisation pour le centenaire de la Première guerre mondiale dans l'Oise

- Jacques Bernet, président de la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne.
- Jean-Yves Bonnard, président de la Société Historique et archéologique de Noyon, Directeur du CANOPE de l'Oise (Beauvais)
- Eric Dancoisne, président de la Société d'Histoire et d'Archéologie du Valois
- Guy Isambart, trésorier de la Société Archéologique et Historique de Clermont
- Philippe Lamps, responsable d'édition des Cahiers de Chantilly et du département d'histoire locale du Centre culturel de Chantilly
- Philippe Nivet, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Picardie Jules Verne (Amiens)
- Clotilde Romet, directrice des Archives départementales de l'Oise (Beauvais)
- Françoise Rosenzweig, historienne, docteur en histoire (Beauvais)
- Philippe Papet, historien, docteur en histoire, Société Historique et Archéologique de Senlis

Date du colloque

30 septembre – 1^{er} octobre 2016

Lieu du colloque

Clermont, salle Pommery

Forme des propositions de communication

Texte de 2 000 à 3000 signes

Les communications orales en langue française auront une durée de 20 minutes et seront suivies des questions de la salle.

Date limite de soumission des propositions de communications

1^{er} février 2016

Contact

jean-yves.bonnard@ac-amiens.fr

Canopé de l'Oise, 22 avenue Victor-Hugo – 60000 Beauvais





Kült. Lambert-Henry, Compiègne

2. CHIOISY-au-BAC — Vente de Journaux (Février 1917)



Visé Paris n° 3750

2 BEAUVAIS. — Bombardement par avions. — Rue de Calais.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE

moderne et contemporaine de Compiègne

affiliée à la Fédération des sociétés savantes de Paris et d'Ile-de France

Adresse : 82 bis, rue de Paris - 60200 COMPIEGNE
09.62.10.52.62
jbernet@wanadoo.fr

Fondée en 1978, la société a pour buts : « l'encouragement aux recherches historiques locales et régionales, l'organisation de débats donnant l'occasion à des historiens d'exposer les résultats de leurs recherches, la publication d'un bulletin » (art. 1 des statuts) [...]

« Sont membres de la société toutes les personnes qui en font la demande et paient une cotisation » (art. 4)

-----à découper-----

BULLETIN D'ADHÉSION

à la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne

(à renvoyer au trésorier, Jean POLAK, 61 quater, rue Saint-Joseph - F60200 COMPIEGNE)

Je, soussigné(e)..... Profession

Adresse.....

Tel. Courriel

désire (ré)adhérer à la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne

Date Signature

Je souhaite recevoir les informations par lettre par courriel

Tarif 2015-2016

Membre actif : 13 €

Membre bienfaiteur : 20 € et plus

Lycéen, étudiant, chômeur : 8 €

-----à découper-----

BULLETIN D'ABONNEMENT

aux Annales Historiques Compiègnoises, revue semestrielle de la Société

(à renvoyer au trésorier, Jean POLAK, 61 quater, rue Saint-Joseph - F60200 COMPIEGNE)

Prix unitaire : 8 €. - N° spécial : 9 €.

Abonnement annuel : 22 € (19 € pour les sociétaires)

Abonnement administratif, de soutien ou étranger (CEE) : 24 €

Nom..... Prénom

Adresse.....

Tel. Courriel

souscrit un (ré)abonnement annuel à dater de ou du N°.....

et verse la somme de

Date..... Signature



[Accueil](#) |
 [La Société](#) |
 [Actualité](#) |
 [Activités](#) |
 [Articles](#) |
 [Annales](#) |
 [Parutions](#) |
 [Galerie](#) |
 [Rechercher](#)



Récents mises à jour



Nos manifestations



Articles

Dernières publications



N°137-138 des Annales Historiques Compiègnaises

[>> Plus de détails](#)



La guerre de 1870-1871 dans l'Oise

[>> Plus de détails](#)



Annales Historiques Compiègnaises



Nos parutions

Programme des conférences

• Samedi 21 novembre 2015

--> Samedi 21 novembre 2015, RDV av. Thiers à Compiègne, 14 H 30 à 17 H.

Visite guidée du temple baptiste, ex-église anglicane puis de la villa Marcot (1908).

... [>> Lire la suite](#)

• Samedi 05 décembre 2015

--> Samedi 5 décembre 2015, 15 H., Bibliothèque Saint-Cornille de Compiègne, salle Le Chatelier,

Communication de Vincent Haeghele, Dr des bibliothèques municipales, autour de son ouvrage : Murat, la solitude du cavalier.

[Réunion commune avec la Société Historique de Compiègne]



Nos partenaires



IMPRIMERIE IMÉDIA

Numérique - Offset - Grand format

Marquage textile
NOUVEAU
 Marquage véhicule

Kakemono - Tableau - Chevalet - Bâche - Habillage de stand - Panneau - Affiche grand format
 Sticker - Carte de visite - Papier entête - Flyer - Calendrier - Brochure - Carte postale - Catalogue
 Carte de vœux - Stop rayon - Eventail - Menu - Set de table - Marque page - Encapsulage

404, rue de la Gare 60710 chevrières

Tél. : 03 44 41 40 04

www.imprimerie-imedia.fr



